

E5R435
E88
2008/09
QL
P. gouv.

Étude des crédits 2008-2009

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

**Société québécoise de récupération et de recyclage
(RECYC-QUÉBEC)**

Les 23 et 24 avril 2008

Table des matières

1. Prévisions budgétaires détaillées pour 2008-2009 en ventilant les montants par programme.
2. Liste de tous les organismes, entreprises, municipalités ou autres, ayant reçu une contribution financière.
3. Liste des dépenses en promotion et publicité de RECYC-QUÉBEC.
4. Membres du conseil d'administration et de la haute direction de RECYC-QUÉBEC.
5. Pour RECYC-QUÉBEC, le salaire versé en 2006-2007 et 2007-2008 ainsi que celui établi de chacun des cadres et administrateurs ainsi que la masse salariale autorisée pour ceux-ci. Projection pour 2008-2009.
6. Pour RECYC-QUÉBEC, la liste des cadres qui ont reçu des primes et des bonus en 2007-2008, le montant de ces primes et bonus ainsi que les raisons motivant le versement de ces sommes.
7. Pour RECYC-QUÉBEC, la liste des postes rémunérés sur une base autre que 37,5 heures par semaine.
8. Le montant affecté aux dépenses d'opération :
 - a. Salaires du personnel par catégorie ou classe d'emploi;
 - b. Les frais de représentation et déplacements;
 - c. Téléphonie;
 - d. Fournitures de bureau pour 2005-2006 et 2006-2007.
9. Bilan de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008.
10. Bilan du Programme Visant l'Éducation à la Réduction à la source, au Réemploi, au Recyclage et à la Valorisation (VERRR 2008).
11. Bilan du Programme d'aide aux entreprises d'économie sociale œuvrant dans le cadre des plans de gestion des matières résiduelles.
12. Bilan du Programme d'aide financière à l'innovation et au développement technologiques portant sur les matières issues de la collecte sélective.
13. Bilan du Programme de consignation.
14. Bilan du Programme de gestion des matières résiduelles pour les ministères et organismes du gouvernement du Québec.
15. Bilan du Programme sur les huiles usagées.
16. Bilan de la collaboration avec Éco-Peinture sur la réduction des matières résiduelles à éliminer.
17. Bilan du Programme québécois de gestion intégrée des pneus hors d'usage 2002-2008.
18. Bilan du Programme de vidage des lieux d'entreposage de pneus hors d'usage.
19. Bilan du Programme de reconnaissance ICI, ON RECYCLE!
20. Bilan du Programme Établissements verts Brundtland.
21. Bilan du Programme Écoles micro-entreprises environnementales.
22. Bilan du Programme Les Phénix de l'environnement.
23. Bilan de la Table de concertation – Secteur environnement et véhicules routiers.
24. Bilan de la Filière – Appareils des technologies de l'information et des communications (TIC).
25. Bilan de la Filière – Collecte sélective dans les résidences et les ICI.
26. Bilan de la Filière – Matières compostables.
27. Bilan de la Filière – Produits de textile et d'habillement.
28. Bilan de l'inactivité de ces tables et filières :
 - a. Table de concertation du secteur municipal;
 - b. Table de concertation du secteur industriel, commercial et institutionnel;
 - c. Table de concertation du secteur gouvernemental;
 - d. Table de concertation sur la société civile, l'économie sociale et l'éducation;
 - e. Filière sur les résidus de construction, rénovation et démolition (CRD);
 - f. Filière sur les meubles rembourrés;
 - g. Filière sur les plastiques;
 - h. Filière sur le verre;
 - i. Filière sur les fibres cellulosiques (papier / carton).
29. Lois et règlements en processus d'élaboration, de modification ou prévus à RECYC-QUÉBEC, au 31 mars 2008, avec date du début du processus et état d'avancement des travaux.

PRÉVISION BUDGÉTAIRE POUR 2008-2009 EN VENTILANT LES MONTANT PAR PROGRAMME.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE PROPOSITION BUDGÉTAIRE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2008-2009		BUDGET PROPOSÉ 12 MOIS 2008 / 2009 \$
PRODUITS		
Droit environnemental sur les pneus - net (note1)		23 780 000
Produits compensation collecte sélective (note 2)		2 515 000
Subventions du gouvernement du Québec (note 3)		640 000
Produits de placements		1 500 000
Produits sur consignation des C.R.U. (note 4)		1 860 000
Produits d'organismes industriels (note 5)		560 000
Produits divers (note 6)		<u>165 000</u>
TOTAL DES PRODUITS		<u>31 020 000</u>
CHARGES DE PROGRAMMES		
Contributions non remboursables - programmes des pneus (note 7)		
Contributions au transport et à l'entreposage		11 600 000
Contributions au R, R, V, DT		3 660 500
Vidage des sites		<u>8 090 000</u>
		23 350 500
Compensation aux municipalités et projets reliés		0
Régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective (note 8)		1 458 500
Contributions au programme d'aide à l'élaboration PGMR		40 000
Contributions au programme d'économie sociale		1 400 000
Contributions non remboursables (note 9)		1 131 000
Consignes sur les C.R.U. (note 10)		<u>1 245 000</u>
Total des charges de programmes		<u>28 625 000</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES DE PROGRAMMES		<u>2 395 000</u>
CHARGES DE TRAITEMENT, FONCTIONNEMENT ET COMMUNICATIONS		
Traitements & avantages sociaux		4 575 000
Fonctionnement - Général (note 11)		2 065 000
Communications & relations publiques		<u>425 000</u>
Total des charges de traitement, fonctionnement & communications		<u>7 065 000</u>
(DÉFICIT) EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES		<u>(4 670 000)</u>
Acquisitions d'immobilisations		<u>200 000</u>

PRÉVISION BUDGÉTAIRE POUR 2008-2009 EN VENTILANT LES MONTANT PAR PROGRAMME.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE PROPOSITION BUDGÉTAIRE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2008-2009	BUDGET PROPOSÉ 12 MOIS 2008 / 2009 \$
1. DROIT ENVIRONNEMENTAL SUR LES PNEUS Droit environnemental sur les pneus Moins: Frais d'administration sur la perception du droit	 24 200 000 <u>(420 000)</u> 23 780 000
2. PRODUITS COMPENSATION COLLECTE SÉLECTIVE <i>Produits Éco-entreprise</i> <i>Produits Recyclémédias</i> <i>Produits reportés années antérieures</i> Produits potentiels Charges directes (note 8) Charges directes (exercices antérieurs) Traitement et fonctionnement Constatation - gestion de produits	 2 030 400 78 000 <u>1 064 929</u> <u>3 173 329</u> 1 458 500 <u>1 056 500</u> 2 515 000
3. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC Programme gouvernemental d'aide à l'élaboration des plans de gestion des matières résiduelles Programme d'aide financière aux entreprises d'économie sociale	 40 000 <u>600 000</u> 640 000
4. PRODUITS SUR CONSIGNATION DES C.R.U. (Contenants à remplissage unique de bière & boissons gazeuses) Contributions - ESI Quote-part excédent / Incitatif à la récupération (Pénalités) - embouteilleurs Incitatif à la récupération (Pénalités) - brasseurs Autres produits Administration - entente brasseurs	 750 000 500 000 0 350 000 <u>260 000</u> 1 860 000
5. PRODUITS D'ORGANISMES INDUSTRIELS Gestion de l'entente sur les peintures Gestion de l'entente sur les huiles	 190 000 <u>370 000</u> 560 000
6. PRODUITS DIVERS Produits programme des ICI Produits des édifices publics Autres produits	 15 000 150 000 0 <u>165 000</u>

PRÉVISION BUDGÉTAIRE POUR 2008-2009 EN VENTILANT LES MONTANT PAR PROGRAMME.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE PROPOSITION BUDGÉTAIRE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2008-2009	BUDGET PROPOSÉ 12 MOIS 2008 / 2009 \$
7. CONTRIBUTIONS NON REMBOURSABLES PROGRAMMES DES PNEUS	
Transport et entreposage	11 600 000
Aide aux recycleurs	
Réemploi - remoulage	45 000
Recyclage primaire	3 250 500
Bonification sur technologie	75 000
Valorisation	250 000
Développement technologique	40 000
	3 660 500
Vidage des sites	8 090 000
	23 350 500
8. RÉGIME DE COMPENSATION POUR LES SERVICES MUNICIPAUX DE COLLECTE SÉLECTIVE	
Projets reliés aux 3RVs, études, projets pilotes et expérimentation	753 000
Programme d'aide financière à l'innovation et au développement technologique	300 000
	1 053 000
Services externes	200 000
Autoroute de l'information et support technique	100 000
Formation et perfectionnement	4 500
Déplacements généraux	15 000
Accueil, réunions, conférences et représentation	5 000
Abonnements et documentation, cotisations	1 000
	325 500
Communications, publicité et promotion	80 000
	1 458 500
<i>Traitement et frais généraux inclus dans total des charges de traitement, fonctionnement & communications</i>	1 056 500
9. CONTRIBUTIONS NON REMBOURSABLES	
Soutien financier	
Projets reliés aux 3RVs, études et projets pilotes	661 000
Programme VERRR 2008 et aide à l'Information, Sensibilisation et Éducation	400 000
Salons, expositions et commandites	70 000
	1 131 000

PRÉVISION BUDGÉTAIRE POUR 2008-2009 EN VENTILANT LES MONTANT PAR PROGRAMME.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE PROPOSITION BUDGÉTAIRE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2008-2009		BUDGET PROPOSÉ 12 MOIS 2008 / 2009 \$
10. CONSIGNES - NET		
10a. Soutien au système de consignation		1 070 000
10b. BOISSONS GAZEUSES		
Provision pour remboursements de consignes		<u>175 000</u> 175 000
10c. BIÈRES		
Remboursements de consignes		20 500 000
Frais d'encouragement aux détaillants		4 000 000
Consignes relatives aux contenants vendus		<u>(26 000 000)</u> (1 500 000)
Remboursement aux brasseurs		<u>1 500 000</u> 0
		1 245 000
11. FONCTIONNEMENT		
Services externes		415 000
Autoroute de l'information et banque de données		365 000
Formation		53 000
Déplacements généraux		152 500
Accueil, réunions, conférences et représentation		41 500
Charges reliés au CA		38 000
Abonnements et documentation, cotisations		<u>23 000</u> 1 088 000
Charges locatives et assurances		470 000
Courrier, télécommunications		55 000
Connectivité internet		40 000
Location d'équipements		25 000
Entretien et réparations - immobilisations		42 000
Fournitures de bureau, frais divers et relocalisation		85 000
Amortissement		<u>260 000</u> 977 000
		2 065 000

A) LISTE DE TOUS LES ORGANISMES, ENTREPRISES, MUNICIPALITÉS OU AUTRES, AYANT REÇUS UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Nom de l'organisme OSBL	MONTANT
3RMCDQ-Regr.récupérateurs et recycleurs mat.const.& démol.du Qc	3 700,00 \$
ACTION RE-BUTS	20 000,00 \$
AQPERE - ASS. QUÉBÉCOISE POUR LA PROMOTION DE L'ÉDUCATION	18 800,00 \$
ASS. DES DETAILLANTS EN ALIMENTATION DU QUÉBEC - ADA	25 300,00 \$
ASSOCIATION DES FINISSANTS EN ARCHITECTURE	500,00 \$
ASSOCIATION DES MARCHANDS DÉPANNEURS ET ÉPICIERIS DU QUÉBEC - AMDEQ	550,00 \$
ASSOCIATION PROVINCIALE DES CONSTRUCTEURS D'HABITATION DU QUÉBEC - APCHQ	1 970,00 \$
ATELIER LA FLÈCHE DE FER INC.	7 000,00 \$
BLOC VERT	1 500,00 \$
C.O.F.J.Q., SEPT-ÎLES, ÉTÉ 2007	1 500,00 \$
CENTRE BERNARD-HAMEL	53 444,00 \$
CENTRE DE TRANSFERT TECHN. EN ÉCOLOGIE INDUST. (CTTÉI)	27 075,00 \$
CENTRE D'ÉCOLOGIE URBAINE	285,00 \$
CENTRE PÉDAGOGIQUE LUCIEN-GUILBAULT	1 800,00 \$
CENTRE RÉSIDENTIEL ET COMMUNAUTAIRE JACQUES CARTIER	4 125,00 \$
CENTRE-RESSOURCES POUR LA VIE AUTONOME	45 750,00 \$
CFER DU SAGUENAY	1 008,60 \$
CFER LA RENAISSANCE	47 722,00 \$
CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE	5 000,00 \$
COALITION ÉTUDIANTE TRANS-ACTIONS RESPONSABLES	4 000,00 \$
COLLECTIVITÉS ÉCOLOGIQUES BAS-ST-LAURENT	124 760,00 \$
COMITÉ ZIP ALMA-JONQUIÈRE	3 400,00 \$
COMITÉ DE L'ENVIRONNEMENT DE CHICOUTIMI	1 500,00 \$
CONSEIL ATIKAMEKW OPITCIWAN	5 000,00 \$
CONSEIL DU LOISIR SCIENTIFIQUE DE L'ESTRIE	3 000,00 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRON. DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	6 500,00 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT CAPITALE-NATIONALE	4 000,00 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS (CREDDO)	6 500,00 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DU CENTRE-DU-QUEBEC (CRECQ)	7 520,00 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT BAS ST-LAURENT	6 500,00 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT CHAUDIÈRE-APPALACHES	6 200,00 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE LA MONTÉRÉGIE (CRE)	6 428,69 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE LA CÔTE-NORD	6 326,07 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE LA MAURICIE	6 500,00 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE LANAUDIÈRE	6 500,00 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE L'ESTRIE	7 700,00 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT GASPÉSIE-	6 500,00 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT MONTRÉAL	6 550,00 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	6 922,60 \$
COOPÉRATIVE DE TRAVAIL UNITEK	45 450,00 \$
CORP. DES OFFICIERS MUNICIPAUX BÂTIMENT ET ENVIR. DU QC INC.	1 000,00 \$
CORPORATION DU COLISÉE DES BOIS-FRANCS	3 000,00 \$
CORPORATION SAINT-LAURENT	1 500,00 \$
CRABE- ECO-QUARTIER ST-LAURENT	3 225,00 \$
CYCLO NORD-SUD	1 260,00 \$
ÉCHOFÊTE, FESTIVAL ENVIRONNEMENTAL	3 400,00 \$
ÉCO DE LA POINTE-AUX-PRAIRIES	65 000,00 \$
ÉCO-QUARTIER JEANNE-MANCE/ MILE END	300,00 \$
ÉCO-QUARTIER STE-MARIE	6 500,00 \$
ÉCO-QUARTIER ST-JACQUES	1 105,00 \$
ÉCO-QUARTIER ST-SULPICE	4 000,00 \$
ENTREPRISE ADAPTÉE MATLAB INC.	22 875,00 \$
ENVIRONNEMENT JEIJSSE INC.	44 583,00 \$
ÉQUITERRE, GROUPE D'ACTION MAURICIE	5 775,00 \$
FAUNENORD	6 382,00 \$
FÉDÉRATION DE L'UPA ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	2 500,00 \$

QUESTION N° 2

A) LISTE DE TOUS LES ORGANISMES, ENTREPRISES, MUNICIPALITÉS OU AUTRES, AYANT REÇUS UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Nom de l'organisme OSBL	MONTANT
FÉDÉRATION INTERDISCIPLINAIRE DE L'HORTICULTURE	20 000,00 \$
FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS	4 250,00 \$
FEM INTERNATIONAL	1 000,00 \$
FESTIVAL MONDIAL DE LA TERRE CANADA	1 000,00 \$
FRIPERIE LA GAILLARDE	952,00 \$
GESTION D-TROIS-PIERRES	8 000,00 \$
GROUPE MATÉRIAUX POUR LES ARTS DE MTL	8 000,00 \$
LA GAZETTE POPULAIRE DE LA MAURICIE	4 000,00 \$
LA PETITE BOUTIQUE (D'AMOS)	800,00 \$
LA RÉCUPÉRATION LA RÉCOLTE	12 500,00 \$
LA RELANCE OUTAOUAIS INC.	120 000,00 \$
LA RHA POUR LA RECONSTRUCTION	10 250,00 \$
LE CONSORTIUM ÉCHO-LOGIQUE INC.	167 671,99 \$
LE GRENIER DE BÉBÉ	11 715,00 \$
LE POIDS VERT DE RIMOUSKI-NEIGETTE	3 400,00 \$
LES AMIES DE LA TERRE DE L'ESTRIE	3 900,00 \$
LES ATELIERS ACTIBEC 2000 INC.	62 429,00 \$
LES ATELIERS LÉOPOLD DESROSIERS	12 258,00 \$
LES ÉDITIONS LE MÉMENTO	1 200,00 \$
LES PHÉNIX DE L'ENVIRONNEMENT	20 000,00 \$
LES SERVICES D'AIDE À L'EMPLOI DU TÉMISCOUATA	33 888,00 \$
NATURE - ACTION QUÉBEC	14 811,00 \$
ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC	2 000,00 \$
ORGANISME DE RÉCUPÉRATION ANTI-PAUVRETÉ DE L'ÉRABLE	65 400,00 \$
PRO-VERT SUD-OUEST	1 200,00 \$
QUEBECERE	6 246,50 \$
RÉCUPÉRATION CENTRE-DU QUÉBEC INC.	120 000,00 \$
RÉCUPÉRATION DES BASQUES INC.	52 306,00 \$
RECYCLO-CENTRE	84 841,00 \$
RENAISSANCE	59 740,00 \$
RÉNO-JOUETS	30 100,00 \$
RÉNOVATION ÉCOLOGIQUE (ÉCO-RÉNO) INC.	3 900,00 \$
RÉSEAU ENVIRONNEMENT	12 849,00 \$
RÉSEAU QUÉB. DES ÉCOLES MICRO-ENTREPRISES	6 000,00 \$
RÉSEAU QUÉBÉCOIS DES CFER	35 603,60 \$
RESEAU QUEBECOIS DES FEMMES EN ENVIRONNEMENT	5 320,00 \$
RE-SOURCE INTÉGRATION	59 215,00 \$
RESSOURCE DE RÉINSERTION LE PHARE	2 287,50 \$
RESSOURCERIE BELLECHASSE INC.	51 900,00 \$
RNCREQ - REGROUPEMENT NATIONAL DES CONSEILS	9 000,00 \$
SERVICE BUDGÉTAIRE POPULAIRE DES SOURCES	7 841,00 \$
SERVICE D'ENTRAIDE FAMILIALE DE VAL D'OR	120 000,00 \$
SISYLGA DESIGN	127,00 \$
SOCIÉTÉ DE DÉV. ENVIRONNEMENTAL DE ROSEMONT	3 000,00 \$
SOCIÉTÉ DE GESTION DES HUILES USAGÉES (SOGHU)	85 551,49 \$
SOCIÉTÉ DE GESTION ENVIRONNEMENTALE	1 500,00 \$
TABLE DE CONCERTATION EN ENVIRONNEMENT DE PORTNEUF	1 105,00 \$
TAC/ SAD DE LA RÉGION DE COATICOOK	7 000,00 \$
TÉLÉVISION COMMUNAUTAIRE DE LA RÉGION DE L'AMIANTE	1 206,00 \$
TERRAGESTION	850,00 \$
TERRÉS EN VILLE	7 775,00 \$
VIRAGE VERT MATIÈRES RÉSIDUELLES QUÉBEC	225,00 \$
Total	2 083 306,04 \$

Le 9 avril 2008
M. Yves Boisvert
514-352-5002 poste 2252
Page 2 de 14

A) LISTE DE TOUS LES ORGANISMES, ENTREPRISES, MUNICIPALITÉS OU AUTRES, AYANT REÇUS UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Nom de l'organisme	MONTANT
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX	
CENTRALE DES SYNDICATS DU QUÉBEC (CSQ)	75 000,00 \$
COLLÈGE DE MAISONNEUVE	1 800,00 \$
COMMISSION SCOLAIRE MONTRÉAL	4 000,00 \$
CSE DU CEGEP DE GRANBY- HAUTE-YAMASKA	7 000,00 \$
ÉCOLE BEAU-SOLEIL DE ST-AIMÉ-DES-LACS	700,00 \$
ÉCOLE DE LA FRATERNITÉ	2 300,00 \$
ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE	2 462,50 \$
ÉCOLE DOMINIQUE -SAVIO	4 000,00 \$
ÉCOLE DORSET	2 500,00 \$
ÉCOLE IGUARSIVIK	1 000,00 \$
ÉCOLE SAINTE-ROSALIE	275,00 \$
ÉCOLE SECONDAIRE DE ROCHEBELLE	1 100,00 \$
ÉCOLE SECONDAIRE SAMUEL-DE-CHAMPLAIN	130,00 \$
ÉCOLE ST-THÉODORE	3 000,00 \$
ÉCOLE VINET SOULIGNY	1 250,00 \$
GRIP-UQAM	6 200,00 \$
MINISTÈRE DU TOURISME (MTO)	25 000,00 \$
MRC DE LA HAUTE-CÔTE-NORD	3 400,00 \$
MRC DE LA VALLÉE-DE-LA-GATINEAU	975,00 \$
MRC DE LOTBINIÈRE	40 000,00 \$
MRC DE THÉRÈSE-DE-BLAINVILLE	29 123,00 \$
MRC DU BAS-RICHELIEU	1 000,00 \$
MRC DU DOMAINE-DU-ROY	120 000,00 \$
MRC DU HAUT-SAINT-LAURENT	5 000,00 \$
MUNICIPALITÉ DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	40 000,00 \$
POLYVALENTE BENOIT-VACHON	3 200,00 \$
POLYVALENTE MONTIGNAC	850,00 \$
R4 CONCORDIA - UNIVERSITÉ CONCORDIA	4 875,00 \$
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	2 500,00 \$
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI	3 210,00 \$
UNIVERSITÉ LAVAL	500,00 \$
UNIVERSITÉ MCGILL	1 310,00 \$
VILLE DE COATICOOK	3 400,00 \$
Total	400 541,50 \$

QUESTION N° 2

A) LISTE DE TOUS LES ORGANISMES, ENTREPRISES, MUNICIPALITÉS OU AUTRES, AYANT REÇUS UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Nom de l'organisme AUTRES ORGANISMES	MONTANT
A. GRÉGOIRE et FILS LTÉE	217 272,50 \$
ANIMAT INC.	1 276 328,39 \$
CIMENT SAINT-LAURENT INC.	604 373,22 \$
CRUMBCO INTERNATIONAL INC.	205 322,85 \$
DYNAMAT INC. (9117-8822 QUÉBEC INC.)	213 173,03 \$
J.P. ROUTHIER ET FILS INC.	2 631 039,96 \$
LAFARGE CANADA INC.	393 195,39 \$
LAVOKIKA 2000 INC. RUBBER RECYCLING	2 425,50 \$
LES RECYCLAGES TRANSPNEU INC.	3 367 562,72 \$
PNEUS INDUSTRIELS REMOULÉS M.B. INC.	524 363,13 \$
RECURO PNEUS ENR.	2 533,00 \$
RECYCLAGE STE-ANNE INC.	536 622,02 \$
RECYCLAGE CAMCO INC.	45 805,00 \$
RECYCLAGE GRANUTECH INC.	732 043,52 \$
ROYAL MAT INC.	2 166 338,75 \$
TECHNO PNEU INC.	57 727,50 \$
Total	12 976 126,48 \$

A) LISTE DE TOUS LES ORGANISMES, ENTREPRISES, MUNICIPALITÉS OU AUTRES, AYANT REÇUS UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Nom de l'organisme TRANSPORT PROGRAMME DES PNEUS	RÉGION	MONTANT
3939600 CANADA INC. (LABRECQUE TRANSPORT)	Abitibi / Nord-du-Québec	165 508,94 \$
DÉMÉNAGEMENT DION 2003	Abitibi / Nord-du-Québec	527 320,29 \$
GROUPE ENVIROPNEU INC.	Outaouais, CMM-Nord Laval et banlieue, Lanaudière/Laurentides	606 047,15 \$
LES LIGNES WARNETT EXPRESS LTÉE	Lanaudière/Laurentides	594 577,48 \$
NAVIGATION MADELEINE INC.	Iles-de-la-Madeleine	45 669,21 \$
RÉCUFOR INC. (9050-5736 QUÉBEC INC.)	Bas Saint-Laurent/Gaspésie	39 330,39 \$
ROYAL MAT TRANSPORT INC.	Québec, Chaudière-Appalaches	1 080 089,97 \$
TRANSPORT A.R. BERGERON INC.	Bas Saint-Laurent/Gaspésie, Saguenay/Lac-Saint-Jean	1 200 893,46 \$
TRANSPORT LYON INC.	Mauricie, CMM-Centre Montréal, Côte-Nord et Basse Côte-Nord, CMM-Nord Laval et banlieu et inter-recycleur	2 455 983,29 \$
URGEL CHARETTE TRANSPORT LTÉE	Bas Saint-Laurent/Gaspésie, Estrie, Outaouais, CMM-Sud Rive-Sud, Montérégie Sud, Centre-du-Québec	2 980 491,47 \$
Total		9 695 911,65 \$

QUESTION N° 2

A) LISTE DE TOUS LES ORGANISMES, ENTREPRISES, MUNICIPALITÉS OU AUTRES, AYANT REÇUS UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

RÉGIME DE COMPENSATION POUR LES SERVICES MUNICIPAUX DE COLLECTE SÉLECTIVE POUR L'ANNÉE 2007-2008

Nom de l'organisme MUNICIPALITÉS	MONTANT
CANTON D'AUMOND	6 256,03 \$
CANTON DE BEDFORD	5 028,22 \$
CANTON DE CHESTER-EST	4 186,03 \$
CANTON DE CHICHESTER	1 190,96 \$
CANTON DE CLERMONT	1 928,33 \$
CANTON DE DUNDEE	7 052,28 \$
CANTON DE GODMANCHESTER	10 173,60 \$
CANTON DE GORE	26 398,31 \$
CANTON DE GUÉRIN	2 406,49 \$
CANTON DE HAM-NORD	503,46 \$
CANTON DE HATLEY	22 647,57 \$
CANTON DE HAVELOCK	6 057,54 \$
CANTON DE HEMMINGFORD	3 149,13 \$
CANTON DE HINCHINBROOKE	21 008,65 \$
CANTON DE LANDRIENNE	17 224,79 \$
CANTON DE LOCHABER	3 054,87 \$
CANTON DE LOCHABER-PARTIE-OUEST	2 663,96 \$
CANTON DE MADDINGTON	2 998,04 \$
CANTON DE NÉDÉLEC	2 379,52 \$
CANTON DE POTTON	4 313,56 \$
CANTON DE ROXTON	10 508,18 \$
CANTON DE SAINT-CAMILLE	241,96 \$
CANTON DE SAINTE-CÉCILE-DE-MILTON	19 015,24 \$
CANTON DE SHEFFORD	69 088,37 \$
CANTON DE TRÉCESSION	11 142,56 \$
CANTON DE WENTWORTH	5 732,01 \$
CANTON D'ELGIN	5 039,09 \$
CANTON D'HAMPDEN	2 580,68 \$
CANTON D'ORFORD	42 893,92 \$
CANTONS UNIS DE LATULIPE-ET-GABOURY	2 254,80 \$
CANTONS UNIS DE STONEHAM-ET-TEWKESBURY	62 847,87 \$
MRC D'AUTREY	171 058,19 \$
MRC D'AVIGNON	97 048,72 \$
MRC DE BEAUHARNOIS-SALABERRY	391 644,21 \$
MRC DE BELLECHASSE	318 413,69 \$
MRC DE BONAVENTURE	211 881,47 \$
MRC DE CHARLEVOIX	156 570,69 \$
MRC DE CHARLEVOIX-EST	165 084,73 \$
MRC DE COATICOOK	126 443,66 \$
MRC DE JOLIETTE	378 848,39 \$
MRC DE LA CÔTE-DE-BEAUPRÉ	250 517,88 \$
MRC DE LA HAUTE-CÔTE-NORD	104 233,90 \$
MRC DE LA NOUVELLE-BEAUCE	181 098,33 \$
MRC DE LA VALLÉE-DE-L'OR	195 414,63 \$
MRC DE LAC-SAINT-JEAN-EST	408 846,92 \$
MRC DE LAJEMMERAI	362 464,78 \$
MRC DE L'ASSOMPTION	526 840,65 \$
MRC DE L'ÎLE-D'ORLÉANS	31 466,59 \$
MRC DE MARIA-CHAPDELAINE	198 262,13 \$
MRC DE MONTMAGNY	52 698,75 \$
MRC DE RIMOUSKI-NEIGETTE	84 308,90 \$
MRC DE ROBERT CLICHE	179 107,07 \$
MRC DE ROUSSILLON	431 035,88 \$
MRC DE ROUVILLE	183 041,26 \$
MRC DE TÉMISCAMINGUE	5 742,71 \$
MRC DE VAUDREUIL-SOULANGES	480 280,00 \$
MRC DU DOMAINE-DU-ROY	276 818,21 \$
MRC DU GRANIT	188 419,93 \$
MRC DU VAL-SAINT-FRANÇOIS	102 103,92 \$
MRC LA MATAPÉDIA	4 471,41 \$
MRC LE BAS-RICHELIEU	217 520,82 \$

Le 9 avril 2008

M. Yves Boisvert

514-352-5002 poste 2252

Page 6 de 14

QUESTION N° 2

A) LISTE DE TOUS LES ORGANISMES, ENTREPRISES, MUNICIPALITÉS OU AUTRES, AYANT REÇUS UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

RÉGIME DE COMPENSATION POUR LES SERVICES MUNICIPAUX DE COLLECTE SÉLECTIVE POUR L'ANNÉE 2007-2008

Nom de l'organisme MUNICIPALITES	MONTANT
MRC LE HAUT-RICHELIEU	748 833,95 \$
MRC LE VAL ST-FRANÇOIS	76 876,71 \$
MRC LES BASQUES	65 777,02 \$
MRC LES LAURENTIDES	11 827,04 \$
MRC MEMPHRÉMAGOG	16 936,01 \$
MUN DE PORT-DANIEL--GASCONS	23 748,78 \$
MUN. DE SAINT-ALEXANDRE-DE-KAMOURASKA	5 973,00 \$
MUN. DE SAINTE-ANGÈLE-DE-MÉRICI	6 395,85 \$
MUN. DE SAINTE-THÉRÈSE-DE-GASPÉ	29 485,61 \$
MUN. DE SAINT-FRANÇOIS-DE-LA-RIVIÈRE-DU-SUD	8 033,58 \$
MUN. DE SAINT-FRANÇOIS-XAVIER-DE-VIGER	2 494,75 \$
MUN. DE SAINT-GABRIEL-DE-RIMOUSKI	8 452,37 \$
MUN. DE SAINT-IGNACE DE STANBRIDGE	4 367,60 \$
MUN. DE SAINT-PIERRE-DE-VÉRONNE-À-PIKE-RIVER	3 665,84 \$
MUNICIPALITÉ ASCOT CORNER	16 228,62 \$
MUNICIPALITÉ D'ADSTOCK	5 938,23 \$
MUNICIPALITÉ D'ALBERTVILLE	2 939,08 \$
MUNICIPALITÉ D'ALLEYN-ET-CAWOOD	722,06 \$
MUNICIPALITÉ D'AUSTIN	22 435,93 \$
MUNICIPALITÉ DE BAIE-DES-SABLES	4 282,87 \$
MUNICIPALITÉ DE BÉARN	5 141,75 \$
MUNICIPALITÉ DE BEAULAC-GARTHBY	18 448,21 \$
MUNICIPALITÉ DE BERTHIER-SUR-MER	11 516,82 \$
MUNICIPALITÉ DE BLUE SEA	9 286,55 \$
MUNICIPALITÉ DE BOILEAU	2 276,89 \$
MUNICIPALITÉ DE BOLTON-EST	2 572,17 \$
MUNICIPALITÉ DE BOUCHETTE	8 671,55 \$
MUNICIPALITÉ DE BOWMAN	4 052,98 \$
MUNICIPALITÉ DE BRIGHAM	17 949,04 \$
MUNICIPALITÉ DE BRISTOL	4 836,59 \$
MUNICIPALITÉ DE BRYSON	4 168,80 \$
MUNICIPALITÉ DE CACOUNA	6 048,13 \$
MUNICIPALITÉ DE CAMPBELL'S BAY	2 110,72 \$
MUNICIPALITÉ DE CAP-SAINT-IGNACE	19 433,26 \$
MUNICIPALITÉ DE CHAMPNEUF	657,93 \$
MUNICIPALITÉ DE CHANDLER	51 045,45 \$
MUNICIPALITÉ DE CHARTIERVILLE	2 967,12 \$
MUNICIPALITÉ DE CHÉNÉVILLE	4 727,92 \$
MUNICIPALITÉ DE CHERTSEY	85 454,01 \$
MUNICIPALITÉ DE CHESTERVILLE	461,14 \$
MUNICIPALITÉ DE CLARENDON	2 180,16 \$
MUNICIPALITÉ DE COOKSHIRE-EATON	49 136,06 \$
MUNICIPALITÉ DE DUHAMEL	3 854,76 \$
MUNICIPALITÉ DE DUHAMEL-OUEST	9 505,65 \$
MUNICIPALITÉ DE DUPUY	7 006,03 \$
MUNICIPALITÉ DE DURHAM-SUD	2 129,25 \$
MUNICIPALITÉ DE FASSETT	6 413,52 \$
MUNICIPALITÉ DE FORTIERVILLE	6 106,56 \$
MUNICIPALITÉ DE FRANKLIN	10 756,05 \$
MUNICIPALITÉ DE FRELIGHSBURG	7 339,91 \$
MUNICIPALITÉ DE FRONTENAC	17 606,15 \$
MUNICIPALITÉ DE FUGÉREVILLE	2 142,78 \$
MUNICIPALITÉ DE GROSSES-ROCHES	2 044,26 \$
MUNICIPALITÉ DE HATLEY	6 065,13 \$
MUNICIPALITÉ DE KAMOURASKA	7 355,79 \$
MUNICIPALITÉ DE KAZABAZUA	5 950,95 \$
MUNICIPALITÉ DE KINNEAR'S MILLS	2 928,12 \$
MUNICIPALITÉ DE LA BOSTONNAIS	2 062,40 \$
MUNICIPALITÉ DE LA CORNE	4 282,35 \$
MUNICIPALITÉ DE LA MORANDIÈRE	623,21 \$
MUNICIPALITÉ DE LA MOTTE	5 067,44 \$

Le 9 avril 2008

M. Yves Boisvert

514-352-5002 poste 2252

Page 7 de 14

QUESTION N° 2

A) LISTE DE TOUS LES ORGANISMES, ENTREPRISES, MUNICIPALITÉS OU AUTRES, AYANT REÇUS UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

RÉGIME DE COMPENSATION POUR LES SERVICES MUNICIPAUX DE COLLECTE SÉLECTIVE POUR L'ANNÉE 2007-2008

Nom de l'organisme MUNICIPALITES	MONTANT
MUNICIPALITÉ DE LA REINE	3 375,79 \$
MUNICIPALITÉ DE LA VISITATION-DE-L'ÎLE-DUPAS	3 954,26 \$
MUNICIPALITÉ DE LAC-BEAUPORT	28 707,21 \$
MUNICIPALITÉ DE LAC-DES-PLAGES	7 135,75 \$
MUNICIPALITÉ DE LAC-DES-SEIZE-ÎLES	2 049,00 \$
MUNICIPALITÉ DE LAC-ETCHEMIN	15 697,61 \$
MUNICIPALITÉ DE LAC-FRONTIÈRE	973,56 \$
MUNICIPALITÉ DE LAC-SIMON	14 471,28 \$
MUNICIPALITÉ DE LA FORCE	2 091,43 \$
MUNICIPALITÉ DE LANORAIE	30 877,68 \$
MUNICIPALITÉ DE LANTIER	12 329,88 \$
MUNICIPALITÉ DE LAURIERVILLE	11 490,40 \$
MUNICIPALITÉ DE LAVERLOCHÈRE	10 761,44 \$
MUNICIPALITÉ DE LECLERCVILLE	4 771,40 \$
MUNICIPALITÉ DE L'ÎLE-D'ANTICOSTI	62,71 \$
MUNICIPALITÉ DE L'ISLE-AUX-ALLUMETTES	13 464,20 \$
MUNICIPALITÉ DE L'ISLET	40 104,90 \$
MUNICIPALITÉ DE L'ISLE-VERTE	12 257,21 \$
MUNICIPALITÉ DE LORRAINVILLE	4 149,21 \$
MUNICIPALITÉ DE LOTBINIÈRE	4 728,06 \$
MUNICIPALITÉ DE LYSER	14 433,75 \$
MUNICIPALITÉ DE MARIA	11 977,85 \$
MUNICIPALITÉ DE MASKINONGÉ	9 035,57 \$
MUNICIPALITÉ DE MAYO	4 359,45 \$
MUNICIPALITÉ DE MCMASTERVILLE	24 290,26 \$
MUNICIPALITÉ DE MESSINES	14 553,04 \$
MUNICIPALITÉ DE MILLE-ISLES	8 119,72 \$
MUNICIPALITÉ DE MOFFET	1 229,81 \$
MUNICIPALITÉ DE MONT-CARMEL	10 996,28 \$
MUNICIPALITÉ DE MONTEBELLO	8 268,50 \$
MUNICIPALITÉ DE MONTPELLIER	11 484,91 \$
MUNICIPALITÉ DE MORIN-HEIGHTS	39 708,99 \$
MUNICIPALITÉ DE MULGRAVE-ET-DERRY	5 815,41 \$
MUNICIPALITÉ DE NEWPORT	5 457,76 \$
MUNICIPALITÉ DE NORMÉTAL	7 031,08 \$
MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DE-BONSECOURS	4 526,28 \$
MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DE-HAM	231,66 \$
MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DE-LA-MERCI	16 228,04 \$
MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DE-LA-PAIX	12 182,52 \$
MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DE-LOURDES	11 605,92 \$
MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DU-NORD	10 191,37 \$
MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DU-PORTAGE	3 981,60 \$
MUNICIPALITÉ DE NOUVELLE	6 804,50 \$
MUNICIPALITÉ DE PADOUE	2 341,51 \$
MUNICIPALITÉ DE PALMAROLLE	26 232,11 \$
MUNICIPALITÉ DE PAPINEAUVILLE	11 841,30 \$
MUNICIPALITÉ DE PIEDMONT	44 535,63 \$
MUNICIPALITÉ DE PLAISANCE	6 251,09 \$
MUNICIPALITÉ DE POINTE-CALUMET	24 382,68 \$
MUNICIPALITÉ DE POULARIES	6 545,49 \$
MUNICIPALITÉ DE RAPIDE-DANSEUR	3 799,57 \$
MUNICIPALITÉ DE RAWDON	151 884,30 \$
MUNICIPALITÉ DE RÉMIGNY	2 384,62 \$
MUNICIPALITÉ DE RIPON	7 703,86 \$
MUNICIPALITÉ DE RIVIÈRE-OUELLE	13 226,87 \$
MUNICIPALITÉ DE ROCHEBAUCOURT	2 668,44 \$
MUNICIPALITÉ DE ROQUEMAURE	2 146,58 \$
MUNICIPALITÉ DE ROXTON POND	18 180,03 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ADALBERT	4 805,80 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ADOLPHE-D'HOWARD	34 007,54 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ADRIEN	282,65 \$

Le 9 avril 2008

M. Yves Boisvert

514-352-5002 poste 2252

Page 8 de 14

A) LISTE DE TOUS LES ORGANISMES, ENTREPRISES, MUNICIPALITÉS OU AUTRES, AYANT REÇUS UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

RÉGIME DE COMPENSATION POUR LES SERVICES MUNICIPAUX DE COLLECTE SÉLECTIVE POUR L'ANNÉE 2007-2008

Nom de l'organisme MUNICIPALITES	MONTANT
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ADRIEN-D'IRLANDE	2 963,94 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ALBERT	14 161,93 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ALEXANDRE-DE-KAMOURASKA	7 089,73 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ALPHONSE	15 224,42 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ANDRÉ	6 783,99 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ANDRÉ-AVELLIN	13 334,84 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ANTOINE-DE-TILLY	4 682,31 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ANTOINE-SUR-RICHELIEU	8 221,66 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ARMAND	7 980,18 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-AUBERT	17 841,28 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-BENJAMIN	1 650,55 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-BONAVENTURE	5 609,79 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-BRUNO-DE-GUIGUES	10 831,44 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-BRUNO-DE-KAMOURASKA	3 914,00 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CALIXTE	17 843,02 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CHARLES-SUR-RICHELIEU	4 974,72 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CHRYSTOSTOME	14 297,73 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CLÉOPHAS-DE-BRANDON	2 255,08 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CYPRIEN	8 837,29 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-DAMASE-DE-L'ISLET	5 743,72 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-DENIS-SUR-RICHELIEU	5 350,01 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-DONAT	52 908,38 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-ANNE-DU-SAULT	9 800,83 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-APOLLINE-DE-PATTON	3 268,40 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-BRIGITTE-DE-LAVAL	27 870,45 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-CATHERINE-DE-HATLEY	29 040,89 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-CLOTILDE-DE-BEAUCE	982,50 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-CLOTILDE-DE-HORTON	16 523,92 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-CROIX	21 992,08 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-FÉLICITÉ	2 136,91 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-FLORENCE	4 615,86 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-GERMAINE-BOULÉ	7 748,37 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-GERTRUDE-MANNEVILLE	2 612,40 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-HÉLÈNE	14 552,26 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-JULIENNE	43 153,11 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-LUCE	21 123,65 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-LUCIE-DE-BEAUREGARD	1 552,73 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-MARGUERITE	2 003,36 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ÉMILE-DE-SUFFOLK	3 918,96 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-PAULE	902,61 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-PERPÉTUE	20 902,85 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ÉPHREM-DE-BEAUCE	17 589,07 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ÉPIPHANE	\$
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-SABINE	6 638,26 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-SOPHIE	57 302,00 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-SOPHIE-D'HALIFAX	6 556,27 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ESPRIT	12 750,18 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-THÉRÈSE-DE-LA-GATINEAU	4 262,85 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ÉTIENNE-DE-BOLTON	5 489,20 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-EUGÈNE	6 556,41 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-EUGÈNE-DE-GUIGUES	8 196,47 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-FÉLIX-DE-DALQUIER	9 368,93 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-FÉLIX-DE-VALOIS	47 884,32 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-FERDINAND	82 343,25 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-FORTUNAT	5 103,00 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-FRANÇOIS-DE-LA-RIVIÈRE-DU-SUD	2 582,25 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-FRANÇOIS-XAVIER-DE-VIGER	1 062,52 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-GABRIEL-DE-VALCARTIER	17 371,78 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-GABRIEL-LALEMANT	6 609,23 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-GEORGES-DE-WINDSOR	505,63 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-GERMAIN-DE-GRANTHAM	17 438,76 \$

QUESTION N° 2

A) LISTE DE TOUS LES ORGANISMES, ENTREPRISES, MUNICIPALITÉS OU AUTRES, AYANT REÇUS UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

RÉGIME DE COMPENSATION POUR LES SERVICES MUNICIPAUX DE COLLECTE SÉLECTIVE POUR L'ANNÉE 2007-2008

Nom de l'organisme MUNICIPALITES	MONTANT
MUNICIPALITÉ DE SAINT-HUBERT-DE-RIVIÈRE-DU-LOUP	11 015,76 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-JACQUES	21 666,45 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-JACQUES-DE-LEEDS	9 312,03 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-JEAN-BAPTISTE	16 337,36 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-JEAN-DE-BRÉBEUF	2 622,88 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-JEAN-PORT-JOLI	45 030,22 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-JOSEPH-DE-COLERAINE	18 050,84 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-JOSEPH-DU-LAC	31 280,01 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-JULIEN	5 009,54 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-JUST-DE-BRETENIÈRES	3 980,56 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-MARCEL	4 720,52 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-MATHIEU-DE-BELOEIL	10 275,47 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-MATHIEU-D'HARRICANA	3 340,20 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-MAXIME-DU-MONT-LOUIS	1 763,19 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-MICHEL-DES-SAINTS	64 027,30 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-NARCISSE-DE-BEAURIVAGE	3 194,74 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-NORBERT-D'ARTHABASKA	13 792,18 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-OMER	4 487,75 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-PACÔME	19 604,91 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-PATRICE-DE-BEAURIVAGE	3 622,06 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-PIERRE-DE-BROUGHTON	5 906,45 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-RENÉ-DE-MATANE	10 595,11 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ROCH-DE-L'ACHIGAN	16 210,43 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ROCH-DE-RICHELIEU	13 511,17 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ROCH-OUEST	2 257,56 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-SIXTE	2 198,66 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ULRIC	3 526,38 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-VALÈRE	10 343,40 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZÉNON	11 906,28 \$
MUNICIPALITÉ DE SAYABEC	10 457,90 \$
MUNICIPALITÉ DE STANDBRIDGE EAST	7 159,37 \$
MUNICIPALITÉ DE TASCHEREAU	9 105,09 \$
MUNICIPALITÉ DE TINGWICK	14 253,72 \$
MUNICIPALITÉ DE TOURVILLE	6 841,32 \$
MUNICIPALITÉ DE VAL-BRILLANT	12 919,29 \$
MUNICIPALITÉ DE VAL-DES-BOIS	4 838,74 \$
MUNICIPALITÉ DE VAL-MORIN	25 135,39 \$
MUNICIPALITÉ DE VAL-SAINT-GILLES	796,77 \$
MUNICIPALITÉ DE VILLEROY	4 004,86 \$
MUNICIPALITÉ DE WALTHAM	3 468,27 \$
MUNICIPALITÉ DE WEEDON	1 464,80 \$
MUNICIPALITÉ DE WENTWORTH-NORD	18 457,45 \$
MUNICIPALITÉ D'EASTMAN	25 836,19 \$
MUNICIPALITÉ D'EGAN-SUD	3 851,79 \$
MUNICIPALITÉ D'ENTRELACS	2 326,08 \$
MUNICIPALITÉ DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	162 254,38 \$
MUNICIPALITÉ DES MÉCHINS	565,69 \$
MUNICIPALITÉ DES SAINTS-MARTYRS-CANADIENS	126,41 \$
MUNICIPALITÉ D'INVERNESS	7 099,31 \$
MUNICIPALITÉ D'IRLANDE	6 788,57 \$
MUNICIPALITÉ D'OKA	30 559,90 \$
MUNICIPALITÉ D'ORMSTOWN	36 159,86 \$
MUNICIPALITÉ D'OTTER LAKE	6 775,05 \$
MUNICIPALITÉ LAC-AU-SAUMON	4 402,42 \$
MUNICIPALITÉ LAC-ETCHEMIN	9 462,86 \$
MUNICIPALITÉ LES HAUTEURS	6 325,42 \$
MUNICIPALITÉ SAINT-BENJAMIN	1 266,58 \$
PAROISSE DE DISRAELI	6 390,27 \$
PAROISSE DE LA TRINITÉ-DES-MONTS	474,65 \$
PAROISSE DE NOTRE-DAME-DES-SEPT-DOULEURS	1 896,51 \$
PAROISSE DE PARISVILLE	8 889,94 \$

Le 9 avril 2008

M. Yves Boisvert

514-352-5002 poste 2252

Page 10 de 14

A) LISTE DE TOUS LES ORGANISMES, ENTREPRISES, MUNICIPALITÉS OU AUTRES, AYANT REÇUS UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

RÉGIME DE COMPENSATION POUR LES SERVICES MUNICIPAUX DE COLLECTE SÉLECTIVE POUR L'ANNÉE 2007-2008

Nom de l'organisme MUNICIPALITES	MONTANT
PAROISSE DE RAGUENEAU	12 269,17 \$
PAROISSE DE SACRÉ-COEUR-DE-JÉSUS	3 836,13 \$
PAROISSE DE SAINÉ-IRÈNE	3 525,85 \$
PAROISSE DE SAINT-ADELME	3 723,05 \$
PAROISSE DE SAINT-ALEXANDRE-DES-LACS	2 606,73 \$
PAROISSE DE SAINT-ALEXIS	6 291,14 \$
PAROISSE DE SAINT-ALEXIS-DES-MONTS	2 743,22 \$
PAROISSE DE SAINT-ANACLET-DE-LESSARD	17 508,14 \$
PAROISSE DE SAINT-ANICET	18 114,32 \$
PAROISSE DE SAINT-ANTOINE-DE-L'ISLE-AUX-GRUES	1 359,86 \$
PAROISSE DE SAINT-ANTONIN	25 960,05 \$
PAROISSE DE SAINT-ARSÈNE	9 345,41 \$
PAROISSE DE SAINT-BERNARD-DE-LACOLLE	8 359,50 \$
PAROISSE DE SAINT-CHARLES-GARNIER	2 051,17 \$
PAROISSE DE SAINT-CHRISTOPHE-D'ARTHABASKA	22 032,64 \$
PAROISSE DE SAINT-CLÉOPHAS	1 278,25 \$
PAROISSE DE SAINT-COLOMBAN	45 557,79 \$
PAROISSE DE SAINT-CÔME	23 437,47 \$
PAROISSE DE SAINT-CYPRIEN-DE-NAPIERVILLE	4 568,15 \$
PAROISSE DE SAINT-CYRILLE-DE-LESSARD	7 129,81 \$
PAROISSE DE SAINT-DAMASE	1 094,82 \$
PAROISSE DE SAINT-DENIS	4 352,51 \$
PAROISSE DE SAINT-DONAT	7 149,21 \$
PAROISSE DE SAINTE-ANNE-DE-LA-POCATIÈRE	17 768,91 \$
PAROISSE DE SAINTE-ANNE-DES-LACS	22 183,79 \$
PAROISSE DE SAINTE-ANNE-DE-SOREL	23 755,53 \$
PAROISSE DE SAINTE-BARBE	15 510,81 \$
PAROISSE DE SAINTE-CLOTILDE-DE-CHÂTEAUGUAY	5 658,49 \$
PAROISSE DE SAINT-EDMOND-DE-GRANTHAM	2 703,94 \$
PAROISSE DE SAINT-ÉDOUARD	8 040,24 \$
PAROISSE DE SAINT-ÉDOUARD-DE-FABRE	2 733,30 \$
PAROISSE DE SAINTE-FLAVIE	4 154,39 \$
PAROISSE DE SAINTE-GENEVIÈVE-DE-BERTHIER	14 721,95 \$
PAROISSE DE SAINTE-HÉLÈNE-DE-MANCEBOURG	4 055,95 \$
PAROISSE DE SAINTE-LOUISE	7 519,10 \$
PAROISSE DE SAINTE-MARIE-MADELEINE	15 162,11 \$
PAROISSE DE SAINTE-MARIE-SALOMÉ	7 714,55 \$
PAROISSE DE SAINTE-PRAXÈDE	5 907,13 \$
PAROISSE DE SAINTE-SÉRAPHINE	7 250,52 \$
PAROISSE DE SAINT-EUGÈNE-DE-LADRIÈRE	2 367,28 \$
PAROISSE DE SAINT-FABIEN-DE-PANET	4 902,87 \$
PAROISSE DE SAINT-GABRIEL-DE-BRANDON	24 794,52 \$
PAROISSE DE SAINT-GERMAIN	2 595,16 \$
PAROISSE DE SAINT-GILLES	15 905,63 \$
PAROISSE DE SAINT-HIPPOLYTE	63 221,46 \$
PAROISSE DE SAINT-JACQUES-LE-MINEUR	5 667,53 \$
PAROISSE DE SAINT-JEAN-DE-CHERBOURG	1 625,73 \$
PAROISSE DE SAINT-JOACHIM-DE-SHEFFORD	7 316,50 \$
PAROISSE DE SAINT-JOSEPH-DE-HAM-SUD	130,75 \$
PAROISSE DE SAINT-JOSEPH-DE-KAMOURASKA	4 529,78 \$
PAROISSE DE SAINT-LAMBERT-DE-LAUZON	33 558,45 \$
PAROISSE DE SAINT-LÉANDRE	1 586,86 \$
PAROISSE DE SAINT-LÉON-LE-GRAND	1 580,82 \$
PAROISSE DE SAINT-LIGUORI	14 373,05 \$
PAROISSE DE SAINT-LOUIS-DE-BLANDFORD	8 524,83 \$
PAROISSE DE SAINT-MAJORIQUE-DE-GRANTHAM	5 862,82 \$
PAROISSE DE SAINT-MARC-DE-FIGUERY	20 867,79 \$
PAROISSE DE SAINT-MARCELLIN	1 518,77 \$
PAROISSE DE SAINT-MICHEL	7 361,56 \$
PAROISSE DE SAINT-MODESTE	7 866,00 \$
PAROISSE DE SAINT-MOÏSE	804,83 \$

Le 9 avril 2008

M. Yves Boisvert

514-352-5002 poste 2252

Page 11 de 14

A) LISTE DE TOUS LES ORGANISMES, ENTREPRISES, MUNICIPALITÉS OU AUTRES, AYANT REÇUS UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

RÉGIME DE COMPENSATION POUR LES SERVICES MUNICIPAUX DE COLLECTE SÉLECTIVE POUR L'ANNÉE 2007-2008

Nom de l'organisme MUNICIPALITÉS	MONTANT
PAROISSE DE SAINT-NARCISSE-DE-RIMOUSKI	10 143,02 \$
PAROISSE DE SAINT-ONÉSIME-D'IXWORTH	4 238,85 \$
PAROISSE DE SAINT-PATRICE-DE-SHERRINGTON	4 049,51 \$
PAROISSE DE SAINT-PAUL-DE-LA-CROIX	3 339,63 \$
PAROISSE DE SAINT-PHILIPPE-DE-NÉRI	8 385,66 \$
PAROISSE DE SAINT-PIE-DE-GUIRE	2 816,01 \$
PAROISSE DE SAINT-PIERRE-BAPTISTE	8 927,16 \$
PAROISSE DE SAINT-PIERRE-DE-LA-RIVIÈRE-DU-SUD	5 704,86 \$
PAROISSE DE SAINT-ROCH-DE-MÉKINAC	4 365,93 \$
PAROISSE DE SAINT-ROCH-DES-AULNAIES	5 686,69 \$
PAROISSE DE SAINT-ROSAIRE	11 399,59 \$
PAROISSE DE SAINT-SAMUEL	7 998,63 \$
PAROISSE DE SAINT-THARCISIUS	1 720,07 \$
PAROISSE DE SAINT-VALÉRIEN	5 271,40 \$
PAROISSE DE TRÈS-SAINT-SACREMENT	7 775,79 \$
PAROISSE LA RÉDEMPTION	10 330,69 \$
PAROISSE LA TRINITÉ-DES-MONTS	244,46 \$
PAROISSE SAINTE-JEANNE-D'ARC	2 646,71 \$
PAROISSE SAINT-JOSEPH-DE-LEPAGE	2 673,52 \$
PAROISSE SAINT-OCTAVE DE MÉTIS	4 325,12 \$
PAROISSE SAINT-ZÉNON-DU-LAC-HUMQUI	640,36 \$
R.I.G.M.R. DE LA GASPÉSIE	162 525,92 \$
RÉG. INTER. DES DÉCHETS DE TÉMISCOUATA	209 897,80 \$
RÉG. INTER. DU COMTÉ DE BEAUCE-SUD	353 529,96 \$
RÉGIE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE LA MAURICIE	1 188 453,21 \$
RÉGIE DE TRI DE LA RÉGION SHERBROOKE	134 598,10 \$
RÉGIE INTER. DE RÉCUP. DES HAUTES-LAURENTIDES	1 345 141,23 \$
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE GESTION INTÉGRÉ DES DÉCHETS DE BÉCANCOUR NICOLET-YAMASKA	224 085,99 \$
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE TRAITEMENT DES DÉCHETS DE MATAWINIE	804 359,91 \$
RÉGIE INTERMUNICIPALE DES DÉCHETS DE CJLLR	36 847,70 \$
RÉGIE INTERMUNICIPALE SANITAIRE DES HAMEAUX	160 209,76 \$
RÉGIE RÉGIONALE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE PORTNEUF	569 335,31 \$
SERVICE DE RÉCUPÉRATION CENTRE DE LOTBINIÈRE	73 334,56 \$
VILLAGE D'ABERCORN	2 085,16 \$
VILLAGE D'ANGLIERS	1 826,43 \$
VILLAGE DE AYER'S CLIFF	16 874,68 \$
VILLAGE DE BROME	1 905,60 \$
VILLAGE DE FORT-COULONGE	3 577,47 \$
VILLAGE DE GRENVILLE	5 711,26 \$
VILLAGE DE HEMMINGFORD	1 484,34 \$
VILLAGE DE HOWICK	5 611,23 \$
VILLAGE DE NAPIERVILLE	11 787,49 \$
VILLAGE DE NORBERTVILLE	7 251,07 \$
VILLAGE DE NORTH HATLEY	7 758,64 \$
VILLAGE DE NOTRE-DAME-DU-BON-CONSEIL	11 810,06 \$
VILLAGE DE POINTE-AUX-OUTARDES	15 214,65 \$
VILLAGE DE POINTE-LEBEL	18 499,41 \$
VILLAGE DE PRICE	13 190,07 \$
VILLAGE DE ROXTON FALLS	13 805,02 \$
VILLAGE DE SAINT-ALEXIS	1 853,08 \$
VILLAGE DE SAINT-NOËL	4 303,98 \$
VILLAGE DE STUKELY-SUD	10 171,28 \$
VILLAGE D'EAST FARNHAM	5 191,18 \$
VILLE D'AMOS	255 947,50 \$
VILLE D'AMQUI	45 202,37 \$
VILLE D'ASBESTOS	3 633,80 \$
VILLE DE BAIE-COMEAU	270 979,12 \$
VILLE DE BAIE-D'URFÉ	7 590,38 \$
VILLE DE BEACONSFIELD	35 031,04 \$
VILLE DE BEDFORD	26 169,38 \$

Le 9 avril 2008

M. Yves Boisvert

514-352-5002 poste 2252

Page 12 de 14

QUESTION N° 2

A) LISTE DE TOUS LES ORGANISMES, ENTREPRISES, MUNICIPALITÉS OU AUTRES, AYANT REÇUS UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

RÉGIME DE COMPENSATION POUR LES SERVICES MUNICIPAUX DE COLLECTE SÉLECTIVE POUR L'ANNÉE 2007-2008

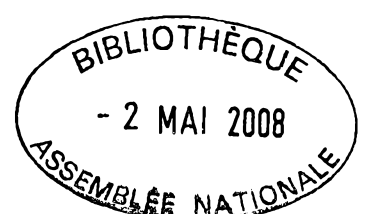
Nom de l'organisme MUNICIPALITÉS	MONTANT
VILLE DE BELLETERRE	2 485,18 \$
VILLE DE BELOEIL	97 275,12 \$
VILLE DE BERTHIERVILLE	17 917,36 \$
VILLE DE BLAINVILLE	224 623,37 \$
VILLE DE BOISBRIAND	117 996,90 \$
VILLE DE BOIS-DES-FILION	36 742,81 \$
VILLE DE BOUCHERVILLE	131 566,01 \$
VILLE DE BROMONT	52 367,23 \$
VILLE DE BROSSARD	133 206,23 \$
VILLE DE CARIGNAN	35 268,33 \$
VILLE DE CARLETON-SUR-MER	19 252,60 \$
VILLE DE CAUSAPSCAL	28 762,70 \$
VILLE DE CHAMBLY	103 920,73 \$
VILLE DE CHIBOUGAMAU	55 800,68 \$
VILLE DE COATICOOK	39 983,06 \$
VILLE DE CÔTE-SAINT-LUC	40 990,14 \$
VILLE DE COWANSVILLE	92 485,15 \$
VILLE DE DANVILLE	38 951,66 \$
VILLE DE DAVELUYVILLE	12 918,58 \$
VILLE DE DEUX-MONTAGNES	74 255,09 \$
VILLE DE DISRAELI	30 822,81 \$
VILLE DE DOLLARD-DES ORMEAUX	76 376,89 \$
VILLE DE DORVAL	36 199,06 \$
VILLE DE DUNHAM	28 763,73 \$
VILLE DE DUPARQUET	5 352,46 \$
VILLE DE FARNHAM	57 868,60 \$
VILLE DE GASPÉ	92 216,94 \$
VILLE DE GATINEAU	957 181,64 \$
VILLE DE GRACEFIELD	6 530,44 \$
VILLE DE GRANBY	339 654,81 \$
VILLE DE GRANDE-RIVIÈRE	13 587,28 \$
VILLE DE HAMPSTEAD	14 814,93 \$
VILLE DE HUNTINGDON	4 696,72 \$
VILLE DE KIRKLAND	33 066,71 \$
VILLE DE LA POCATIÈRE	66 709,11 \$
VILLE DE LA SARRE	79 484,74 \$
VILLE DE LAC-BROME	62 679,16 \$
VILLE DE LAC-DELAGE	5 377,21 \$
VILLE DE LAC-MÉGANTIC	80 429,35 \$
VILLE DE L'ANCIENNE-LORETTE	34 635,60 \$
VILLE DE LAVAL	1 620 126,33 \$
VILLE DE LEBEL-SUR-QUÉVILLON	5 172,10 \$
VILLE DE LÉVIS	645 739,54 \$
VILLE DE LONGUEUIL	1 088 607,34 \$
VILLE DE LORRAINE	79 576,68 \$
VILLE DE LOUISEVILLE	35 009,60 \$
VILLE DE MAGOG	167 320,49 \$
VILLE DE MANIWAKI	77 532,58 \$
VILLE DE MASCOUCHE	181 922,78 \$
VILLE DE MATAGAMI	3 899,95 \$
VILLE DE MATANE	113 964,58 \$
VILLE DE MÉTIS-SUR-MER	3 857,39 \$
VILLE DE MIRABEL	174 597,19 \$
VILLE DE MONT-JOLI	46 758,79 \$
VILLE DE MONTMAGNY	59 939,26 \$
VILLE DE MONTRÉAL	14 341 437,38 \$
VILLE DE MONTRÉAL-ouest	11 824,76 \$
VILLE DE MONT-ROYAL	55 437,98 \$
VILLE DE MONT-SAINT-HILAIRE	57 736,53 \$
VILLE DE PASPÉBIAC	46 303,43 \$
VILLE DE PERCÉ	22 447,93 \$

Le 9 avril 2008

M. Yves Boisvert

514-352-5002 poste 2252

Page 13 de 14



QUESTION N° 2

A) LISTE DE TOUS LES ORGANISMES, ENTREPRISES, MUNICIPALITÉS OU AUTRES, AYANT REÇUS UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

RÉGIME DE COMPENSATION POUR LES SERVICES MUNICIPAUX DE COLLECTE SÉLECTIVE POUR L'ANNÉE 2007-2008

Nom de l'organisme MUNICIPALITES	MONTANT
VILLE DE PLESSISVILLE	69 086,77 \$
VILLE DE POINTE-CLAIRE	65 991,88 \$
VILLE DE PORT-CARTIER	30 982,32 \$
VILLE DE PRINCEVILLE	43 528,07 \$
VILLE DE QUÉBEC	1 890 424,05 \$
VILLE DE RIMOUSKI	252 554,37 \$
VILLE DE RIVIÈRE-DU-LOUP	163 937,62 \$
VILLE DE ROSEMÈRE	74 766,20 \$
VILLE DE ROUYN-NORANDA	459 153,43 \$
VILLE DE SAGUENAY	694 527,88 \$
VILLE DE SAINT-ALEXIS	1 817,63 \$
VILLE DE SAINT-AUGUSTIN-DE-DESMARES	43 646,75 \$
VILLE DE SAINT-BASILE-LE-GRAND	50 691,36 \$
VILLE DE SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE	38 453,60 \$
VILLE DE SAINTE-ADÈLE	95 280,10 \$
VILLE DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE	11 724,64 \$
VILLE DE SAINTE-ANNE-DES-PLAINES	65 573,80 \$
VILLE DE SAINTE-MARGUERITE-DU-LAC-MASSON	66 450,58 \$
VILLE DE SAINTE-MARTHE-SUR-LE-LAC	52 213,38 \$
VILLE DE SAINTE-THÉRÈSE	177 386,19 \$
VILLE DE SAINT-EUSTACHE	171 353,24 \$
VILLE DE SAINT-GABRIEL	24 938,44 \$
VILLE DE SAINT-JÉRÔME	363 412,50 \$
VILLE DE SAINT-LAMBERT	67 379,90 \$
VILLE DE SAINT-LIN--LAURENTIDES	29 339,01 \$
VILLE DE SAINT-PAMPHILE	30 340,35 \$
VILLE DE SAINT-PASCAL	38 015,17 \$
VILLE DE SAINT-RÉMI	37 702,98 \$
VILLE DE SAINT-SAUVEUR	169 092,31 \$
VILLE DE SAINT-TITE	24 754,75 \$
VILLE DE SEPT-ÎLES	379 940,21 \$
VILLE DE SHERBROOKE	734 353,31 \$
VILLE DE STANSTEAD	13 865,17 \$
VILLE DE TÉMISCAMING	13 813,45 \$
VILLE DE TERREBONNE	470 486,95 \$
VILLE DE THETFORD MINES	129 027,29 \$
VILLE DE THURSO	9 869,04 \$
VILLE DE VICTORIAVILLE	461 643,27 \$
VILLE DE VILLE-MARIE	19 091,67 \$
VILLE DE WARWICK	39 588,24 \$
VILLE DE WATERLOO	23 860,89 \$
VILLE DE WESTMOUNT	41 966,17 \$
VILLE D'EAST ANGUS	20 130,18 \$
VILLE D'OTTERBURN PARK	40 641,39 \$
TOTAL	47 514 190,13 \$

LISTE DES DÉPENSES EN PROMOTION ET PUBLICITÉ DE RECYC-QUÉBEC.

Le 7 avril 2008
Johanne Riverin
643-0394, poste 3223
Page 1 de 1

Liste des dépenses en promotion et publicité - Liste des commandites et soutiens financiers aux projets 3RV (réduction à la source, réemploi, recyclage et valorisation)

Organisme	Événement	Montant octroyé
Conseil régional de l'environnement de Montréal	Gala de reconnaissance en environnement et développement durable, le 1 ^{er} avril 2008	2 500 \$
La Centrale des syndicats du Québec	Production de 5000 sacs réutilisables aux couleurs des EVB dans le cadre du 15 ^e anniversaire des EVB	5 000 \$
Création Animation de mascottes	Provision pour l'animation de la mascotte RRRV lors de différentes activités	1 000 \$
3R MCDQ	11 ^e Rendez-Vous du 3R MCDQ, les 6 et 7 mars 2008	5 000 \$
L'Objet 2008	Partenaire associé à un prix thématique, 15 ^e édition de L'Objet, du 11 au 16 mars 2008 au musée de la civilisation	750 \$
Université Laval	Projet « Récup ta mode », le 30 mars 2008	500 \$
L'Association de la Maîtrise en Environnement de l'Université de Sherbrooke (AMEUS)	20 ^e colloque annuel de l'AMEUS, le 4 avril 2008	1 000 \$
Salon Enviro-Bio-Éco	Salon Enviro-Bio-Éco qui se tiendra au Vieux port de Chicoutimi, les 25, 26 et 27 avril 2008	500 \$
Le Collectif des entreprises d'insertion du Québec	Semaine des entreprises d'insertion du 22 au 28 octobre 2007	1 000 \$
COMBEQ	7 ^e édition du prix Naturas-COMBEQ	1 000 \$
Corporation de protection de l'environnement de Sept-Iles	Les Jeux du Québec, volet environnement	1 500 \$

Organisme	Événement	Montant octroyé
Création Animation de mascottes	Provision pour l'animation de la mascotte RRRV lors de différentes activités	3 000 \$
Fédération québécoise des municipalités (FQM)	Partenaire de la gestion responsable des matières résiduelles dans les municipalités pour la 66 ^e édition des Assises annuelles de la FQM les 27, 28 et 29 septembre 2007 au Centre des congrès de Québec	3 500 \$
Ordre des architectes du Québec	Programme des prix d'excellence en architecture « Choix des enfants » (2 000 \$ en 2006-2007 et 2 000 \$ en 2007-2008)	2 000 \$
Conseil de quartier Maizerets, Arrondissement de Limoilou	Journée Méga Recyclage du Conseil de quartier Maizerets, le 2 juin 2007	200 \$
Équiterre	Souper bénéfice annuel d'Équiterre, le 13 juin 2007	250
Groupe Écosphère	Foire environnementale, les 29 et 30 septembre 2007, diffusion du logo de RECYC-QUÉBEC sur les 2000 affiches et dans le site Internet,	500
Festival mondial de la Terre Canada	Promotion du recyclage sur le site par de la signalisation (présence du logo) lors du Festival mondial de la Terre Canada, du 16 au 24 juin	1 000 \$
Centrale des syndicats du Québec (Fondations Laure-Gaudreault et Monique Fitz-Back)	Tournoi de golf de la Fondation Laure-Gaudreault et de la Fondation Monique Fitz-Back, le 27 juin 2007	250 \$
Cyclo Nord-Sud	Production du calendrier de Cyclo Nord-Sud	500 \$
Service d'aide aux Néo Canadiens	Buffet des nations	250 \$
Recycan	Achats des boîtes de récupération et des sacs pour les contenants consignés	2 138 \$
Création Animation de mascottes	Provision pour l'animation de la mascotte RRRV lors de différentes activités	2 000 \$
RÉSEAU environnement	Rendez-vous 2007 sur la gestion des matières résiduelles au Québec,	5 000 \$

Organisme	Événement	Montant octroyé
	les 13 et 14 novembre 2007	
Conseil régional de l'environnement du développement durable du Saguenay-Lac-Saint-Jean	11 ^{ième} édition du Gala Méritas environnemental, le 25 avril 2007	500 \$
Centre universitaire de formation en environnement, Université de Sherbrooke	Rendez-vous international sur les applications du développement durable les 18, 19 et 20 juin 2007	2 500 \$
Réseau québécois des femmes en environnement	Soutien financier pour le développement de la 2 ^e phase de la certification québécoise pour des événements publics éco-responsables	5 000 \$
Centre d'expertise sur les matières résiduelles (CEMR)	Soutien financier au bulletin électronique <i>Le Valorisé</i> pour l'année 2007 (Le montant est réparti entre les 4 directions.)	10 000 \$
Corporation St-Laurent	Projet de collecte de matières dangereuses et de matériel informatique et électronique, 3 ^e édition, le 20 avril 2007, organisé par les éco-quartiers St-Jacques, Ste-Marie et Peter McGill, avec le Jour de la Terre et l'Arrondissement Ville-Marie	1 500 \$

Liste des dépenses en promotion et publicité - Pneus

Objectifs de communication :

- Informer les propriétaires d'ateliers de mécanique et les autres acteurs de l'industrie automobile sur les modes de gestion responsable des matières résiduelles issues du secteur automobile (pneus) selon les besoins définis en collaboration avec ces clientèles.
- Rappeler aux propriétaires d'ateliers de mécanique et aux autres acteurs de l'industrie automobile que la contribution de 3 \$ en droit environnemental applicable à l'achat de chaque pneu neuf est toujours en vigueur.
- Fournir aux propriétaires d'ateliers de mécanique et aux autres acteurs de l'industrie automobile les listes de récupérateurs et de recycleurs de pneus.
- Souligner les efforts de récupération et de recyclage des différents secteurs de l'industrie automobile.
- Présenter ce que deviennent les matières recyclées et les entreprises qui fabriquent ces produits.
- Faire connaître le bilan et la reconduction des deux Programmes.

Média	Moyens	Lectorat/cible	Diffusion	Coût net média
<u>REVUE LE GARAGISTE</u>	1 publicité (pleine page couleur) 1 article (rédaction par RQ)	Services généraux et spécialisés, ateliers de mécanique, centres de carrosserie, concessionnaires de véhicules neufs. <u>Le Garagiste</u> est publié 8 fois par année et est distribué à 11,900 copies dans l'industrie de l'entretien automobile au Québec.	<u>10 octobre 2007</u>	3 662,90 \$
<u>REVUE PNEU MAG</u>	1 publicité (pleine page couleur) 1 article	Ateliers de mécanique spécialisés dans la vente et la pose de pneus. <u>Pneu Mag</u> est publié 6 fois par année et est distribué à plus de 7,800 copies dans l'industrie des spécialistes de pneus au Québec.	<u>10 octobre 2007</u>	3 165,36 \$
<u>LE BOTTIN DE L'APRES-MARCHÉ</u>	½ page de publicité noire et blanc.	Le Bottin de l'après-marché est distribué dans l'industrie automobile et les magasins de pièces automobiles, de manufacturiers et de distributeurs de pièces automobiles. Dimension : 5 ½ X 8 1/2. Distribution gratuite.	<u>Décembre 2007</u>	529 \$
<u>SOIRÉE TEMPLE DE LA RENOMMÉE</u> (Organisée par l'Association des spécialistes de pneus du Québec)	Commandite BRONZE Logo de RQ sur le communiqué de l'Association des spécialistes de pneus du Québec (ASPQ)	Les principaux acteurs de l'industrie du pneu	27 septembre 2007	1 000 \$

Média	Moyens	Lectorat/cible	Diffusion	Coût net média
	Logo de RQ dans le programme souvenir Logo sur les tables.			
<u>SOIRÉE DES BÂTISSEURS (AIA)</u>	Commandite BRONZE -2 billets Logo dans le programme souvenir Logo sur le panneau des commanditaires Logo dans le menu placé sur les tables.	Soirée hommage aux gens de l'industrie spécialisée dans l'entretien et la réparation automobile.	Décembre 2007	1 000 \$
<u>L'ACTIF ROULANT</u>	¼ de page de publicité 1 article.	L'Actif Roulant (format tabloïd) informe plus de 17 000 gestionnaires de parc de véhicules d'entreprise. Ce qui équivaut à 750 000 véhicules commerciaux, institutionnels et gouvernementaux de toutes catégories utilisés dans le cadre du travail.	Octobre 2007	1 667,64 \$
<u>SUPPLÉMENT ENVIRONNEMENTAL</u>	1 publicité (pleine page)	Document de référence pour toute l'industrie automobile au Québec	Juin 2007	3 500 \$
COMPLÉTÉE				
<u>TRANSPORT</u>	1/3 de page	Constitué de plus de 70 % de décideurs de	Novembre 2007	2 024,77 \$

Média	Moyens	Lectorat/cible	Diffusion	Coût net média
<u>MAGAZINE</u>	1 article	l'industrie : directeurs d'achat, de flotte et des approvisionnements, présidents et cadres supérieurs de plus de 20 000 entreprises d'affaires reliées à l'industrie du transport.		
<u>l'AUTOmobile</u> COMPLÉTÉE	½ page	Plus de 10 000 professionnels de l'entretien et de la réparation automobile dans autant d'établissement de service ou de pièces.	Juin 2007	2 542,50 \$
<u>Le Guide de l'AUTOmobile</u> (Groupe d'information affaires)	Îlot (1/2 page) 1 article.	Répertoire de l'ensemble des ressources impliquées dans l'industrie automobile. Regroupement des intervenants et organismes spécialisés dans le secteur environnemental.	20 décembre 2007	1 233,17 \$

<u>CAHIER SOUVENIR</u>	Contenu éditorial rédigé par Publications Rousseau sur le 10 ^{ème} anniversaire du <i>Programme québécois de gestion intégrée des pneus hors d'usage.</i>	Distribution : 24 000 copies dans l'industrie automobile au Québec. Remise de 1 000 copies à RECYC-QUÉBEC.	Automne 2007	7 000 \$
-------------------------------	--	--	--------------	----------

Liste des dépenses en promotion et publicité - Consigne

	Montants Octroyés
Fournisseurs et descriptions	
Centre de services partagés du Québec, campagne d'information relative aux boissons énergétiques consignés - Publicités aux lieux de vente (Couche-Tard) - Placement média (Métro et 24 Heures) - Conception, production et planification médias	85 000,00 \$
Centre de services partagés du Québec, placements publicitaires dans la revue Speed magazine, éditions de juin, septembre et décembre 2007	5 381,25 \$
Centre de services partagés du Québec, réalisation d'une campagne de sensibilisation publique en vue de hausser le taux de récupération des contenants à remplissage unique de bière et de boissons gazeuses	497 500,00 \$
	587 881,25 \$

Liste des dépenses en promotion et publicité - Site Internet

Description	Facturé
REP Solution, 12 hébergements pour notre base de données	2 100,00 \$
Solutions SherWeb, installation d'un composant pour engin de recherches, travail effectué le soir après les heures de bureau, le 23 avril 2007	125,00 \$
REP Solution, création du formulaire électronique pour le Programme VERRR 2008 pour l'année 2007-2008	480,00 \$
SherWeb, installation d'un composant pour l'indexation des PDF, centre de documentation (2 mai 2007) pour engin de recherche et centre de documentation: déploiement (4 mai 2007) pour engin de recherche	127,50 \$
Solutions SherWeb, hébergement Web pour pro-recyc.com, espace supplémentaire de 500 mo sur disque du 8 juin 2007 au 8 juin 2008, facturable aux 3 mois	180,00 \$
Transcontinental 3W, engin de recherche (modification des noms de fichiers + console Webadmine + recherche) et formulaire dynamique, réservation de la mascotte (bonifier le formulaire)	2 665,00 \$
Transcontinental, un bandeau pour le Web à la page d'accueil, votre voxecolo.com	250,00 \$
Systèmes Néotech, consultations informatiques du 1er avril 2007 au 5 octobre 2007, 80 % pour l'abc et 20 % en soutien site votre voix écolo	920,00 \$
REP Solution, effacement des contacts erronés dans la base de données de REP Solution	65,00 \$
CitéNet Télécom inc., renouvellement du nom de domaine pro-recyc.com pour une période de 10 ans (à compter du 3 mai 2008)	200,00 \$
REP Solution, mise à jour du formulaire d'abonnement pour le bulletin électronique le RECYC-INFO et réactivation des contacts de la base de données (demandes faites par Céline)	237,50 \$
	7 350,00 \$

Liste des dépenses en promotion et publicité - Sensibilisation publique (incluant MICI et Campagne Votre voix écolo)

DÉPENSES	Montant
	Octroyé
Semaine québécoise de réduction des déchets (diffusion)	
Centre de services partagés du Québec (CSPQ), placement média, réseau Force Radio	26 567,89 \$
Centre de services partagés du Québec (CSPQ), placement médias communautaires pour la Semaine québécoise de réduction des déchets	1 674,00 \$
Centre de services partagés du Québec (CSPQ), planification médias pour la SQRD	1 312,50 \$
TOTAL	29 554,39 \$
Fêtes et festivals - Consortium Écho-Logique	
Facture 2183, 13 septembre 2007	7 037,00 \$
Facture 2283, 15 octobre 2007	7 975,00 \$
Facture 2774, 28 février 2008	6 500,00 \$
TOTAL	21 512,00 \$
Publicités diverses	
Bell Canada, inscription aux pages bleues et corrections d'inscription	6 500,00 \$
L'Itinéraire, 1 page couleur, avril 2007	1 440,00 \$
Placement publicitaire dans le cahier spécial Les Phénix, journal Le Devoir, 11 7/8 X 2 1/2 ", bandeau, le 2 juin 2007	2 201,22 \$
Placement publicitaire dans le cahier spécial des Phénix de l'environnement dans les 7 journaux Gesca, le 13 juin 2007	5 215,44 \$
Les Éditions du Point, placement publicitaire (fiche de service) dans l'Agenda/Répertoire des ressources scolaires 2007-2008 sous la rubrique Ressources complémentaires/Recyclage	600,00 \$
Magazine L'Itinéraire, 1 page couleur, avril 2007 (média communautaire)	1 440,00 \$
Corporation St-Laurent, projet de collecte de matières dangereuses et de matériel informatique et électronique, 3e édition, 20 avril 2007	1 500,00 \$
Télémag Magazine Québec, 2 chroniques Télémag Québec, 1 portant sur RECYC-QUÉBEC et l'autre portant sur la collecte sélective, diffusion automne 2007	1 390,00 \$
Journal La Réussite, 1/4 de page, Félicitations au Groupe Solidarité Jeunesse, Phénix de l'environnement, parutions 11 septembre 2007	865,00 \$
Revue L'itinéraire, 1/2 page, les sacs de plastique, parution 11 octobre 2007	720,00 \$
Journal Les Affaires, 1/4 de page, Hommage aux lauréats de l'Ordre des architectes "On ne peut pas réinventer le monde mais on peut le recycler", parution le 16 juin 2007	1 850,53 \$

Journal Le Droit, 1/4 de page, économie sociale, parution le 10 octobre 2007	534,27 \$
Revue Espace "D" de Desjardins, 1/3 page, couleur, horizontal, 1er numéro de janvier 2008, sacs d'emplètes	2 778,17 \$
Journal L'Itinéraire, 1/2 page, couleur, décembre 2007, Jamais sans mon sac	720,00 \$
Magazine La Culbute, 1 page, couvert 3, boîte à lunch écologique, février 2008	950,00 \$
Revue L'Automobile, 1/2 page, couleur, Recyclage des pneus hors d'usage, juin 2007	2 587,37 \$
Radio CIBL Montréal, diffusion de capsules d'information, de février 2008 à décembre 2008 (2 494 \$: 500 \$ budget 2007-2008, 1 994 \$ budget 2008-2009)	500,00 \$
Université de Montréal, Faculté de l'aménagement, École de design industriel, participation au catalogue des finissants en design industriel de l'Université de Mtl, 1/2 page couleur	350,00 \$
Cégep de Ste-Foy, participation à l'événement écolo défilé organisé par MIRE en scène les 28 et 29 mars 2008 au Cégep de Ste-Foy, 1/4 de page dans le programme de la soirée, projection du logo et logo dans le site Internet de l'organisme	500,00 \$
Table de concertation en environnement de Portneuf, participation à titre de partenaire or, visibilité dans le Courrier de Portneuf et le Martinet, affiches, panneau des partenaires	500,00 \$
Placement publicitaire, 1/2 page, noir et blanc, journal Les Affaires, juin 2007, attestés du Programme ICI ON RECYCLE! de juin 2007	3 354,00 \$
TOTAL	36 496,00 \$
TOTAL DES DÉPENSES:	87 562,39 \$
Campagne Votre voix écolo	
L'équivalent de 2,24 millions de dollars en placements publicitaires (compensation consentie par les médias écrits pour les années 2005-2006 dans le cadre du Régime de compensation)	
Agence LXB Communication, planification, production et conception jusqu'au 31 décembre 2009	162 275,00 \$
Agence CROP, pré-tests de la campagne	9 800,00 \$

Liste des dépenses en promotion et publicité - Salons

<u>Fournisseurs et descriptions</u>	<u>Montants Octroyés</u>
AQPERE, stand au 8e colloque de l'AQPERE à Mtl, le 9 novembre 2007, organisé par L'AQPERE et la Commission scolaire de Montréal	500,00 \$
APCHQ, participation au Salon Expo Habitat Québec 2008, à titre d'exposant, du 20 au 24 février 2008	1 970,00 \$
Centre de services partagés du Québec, participation au Salon national de l'environnement au Vieux-Port de Mtl, du 8 au 10 juin 2007, conception et production infographique, plan du salon, ligne Internet, location de table bistro, location de matériel, manutention et montage, cueillette ou livraison du matériel, location panneau	2 342,83 \$
3R MCDQ, participation au 11e Rendez-Vous du 3R MCDQ qui se tiendra les 6 et 7 mars 2008	1 175,00 \$
SPL, prise de courant 1500 watts pour le salon Expo Habitat du 20 au 24 février 2008	85,00 \$
Expo Cité, accès Internet DSL haute vitesse pour le salon Expo Habitat, du 20 au 24 février 2008	315,00 \$
P.E. Poitras, location d'un tapis 10X20 pour le salon Expo Habitat du 20 au 24 février 2008	240,00 \$
Centre de services partagés du Québec, transport, montage et démontage du stand de RECYC-QUÉBEC, location d'équipements pour le salon Expo Habitat du 20 au 24 février 2008	659,00 \$
Québec'ÈRE, deux animateurs le jeudi 21 février pour le salon Expo Habitat du 20 au 24 février 2008	408,00 \$
APCHQ, cinq cocardes additionnelles et deux laissez-passer pour le stationnement pour le salon Expo Habitat du 20 au 24 février 2008	70,00 \$
Centre de services partagés du Québec, matériel pour le Salon Expo Habitat du 20 au 24 février 2008	438,50 \$
Mme Karine Morency, animation au stand de RECYC-QUÉBEC au Salon Expo Habitat en février 2008	382,50 \$
M. Sébastien Thibodeau, animation au stand de RECYC-QUÉBEC au Salon Expo Habitat en février 2008	255,00 \$
Stella Nostra production, participation au projet l'Étoile Bleue lors du Salon National de l'habitation du 14 au 23 mars 2008 à la Place Bonaventure à Montréal	2 500,00 \$
	11 340,83 \$

Membres du conseil d'administration et de la haute direction de RECYC-QUÉBEC

Conseil d'administration

Nommés par décret

MEMBRES		NOMINATION	FIN DU MANDAT (SELON DÉCRET)	DÉPART
Ginette Bureau (Présidente-directrice générale par intérim)		5 novembre 2007		
<u>Conseil d'administration actuel</u>				
José P. Dorais	Président	16 janvier 2007	16 janvier 2010	
Ginette Pellerin	Vice-présidente	16 janvier 2007	16 janvier 2010	
Richard Legendre	Membre	16 janvier 2007	16 janvier 2010	
Cynthia Biasolo	Membre	16 janvier 2007	16 janvier 2009	
Monique Laberge	Membre	16 janvier 2007	16 janvier 2008	
Christian L. Van Houtte	Membre	* 16 janvier 2007	16 janvier 2008	Toujours en poste *
Personnes à être nommées	Membres (3)			

Membres du Conseil d'administration ayant quitté en cours d'année

Robert Lemieux (Président-directeur général)		22 décembre 2003	22 décembre 2008	4 novembre 2007
Robert Mailhot	Membre	16 janvier 2007	16 janvier 2009	Aucune présence
Éliane Sfeir	Membre	16 janvier 2007	16 janvier 2010	12 décembre 2007
Anne-Marie Sheahan	Membre	16 janvier 2007	16 janvier 2008	1 ^{er} janvier 2008

Membres du conseil d'administration et de la haute direction de RECYC-QUÉBEC

Cadres

DÉPART

Ginette Bureau	Présidente-directrice générale par intérim et Vice-présidente Programmes, exploitation et administration
Jeannot Richard	Vice-président Secteurs municipal, industriel, commercial et institutionnel
Johanne Riverin	Vice-présidente Communications, sensibilisation et éducation
Yves Boisvert	Directeur Finances & administration
Guy Tremblay	Directeur de la planification et de la recherche
Mario Laquerre	Directeur Programmes et exploitation
Denise Auger	Directrice Soutien aux municipalités et entreprises

Membres ayant quittés

Robert Lemieux	Président-directeur général	Le 4 novembre 2007
Richard Boisvert	Vice-président Finances, administration et ressources humaines	Le 26 octobre 2007

QUESTION N° 5

Pour RECYC-QUÉBEC, le salaire versé en 2006-2007 et 2007-2008 ainsi que celui établi de chacun des cadres et administrateurs ainsi que la masse salariale autorisée pour ceux-ci. Projection pour 2008-2009

Liste du personnel cadre 2007-08		salaire versé en 2006-2007	salaire versé en 2007-2008	salaire autorisé en 2008-2009
Ginette Bureau	prés.-dir. gén. par intérim	100 943 \$	109 180 \$ *	124 868 \$ * Nomination 05/11/07
Johanne Riverin	v-p comm.	97 324 \$	102 849 \$	105 021 \$
Jeannot Richard	v-p MICI	100 943 \$	105 022 \$ *	113 516 \$ * Nomination 26/10/07
Guy Tremblay	dir. plan. Rech.	89 299 \$	91 677 \$	93 558 \$
Yves Boisvert	dir. finances	- \$	78 657 \$ *	87 793 \$ * Intérimaire 23/01/07 et nomination 18/02/08
Mario Laquerre	dir. prog.	- \$	7 427 \$	81 102 \$ * Nomination 18/02/08
Denise Auger	dir. munic.	- \$	7 427 \$ *	81 102 \$ * Nomination 18/02/08
Robert Lemieux	prés.-dir. gén.	136 275 \$	85 487 \$	- \$ cadre ayant quitté
Richard Boisvert	v-p. Finances	96 403 \$	40 795 \$	- \$ cadre ayant quitté
		621 187 \$	628 522 \$	686 960 \$

QUESTION N° 6

Pour RECYC-QUÉBEC, la liste des cadres qui ont reçu des primes et des bonus en 2007-2008, le montant de ces primes et bonus ainsi que les raisons motivant le versement de ces sommes.

		BONUS 2007-2008
Robert Lemieux	président-directeur général	11 120 \$
Richard Boisvert	v-p finances & administration	10 000 \$
Ginette Bureau	v-p programmes et exploitation	8 000 \$
Johanne Riverin	v-p communications	750 \$
Jeannot Richard	v-p MICI	8 000 \$
Guy Tremblay	dir. planification de la recherche	6 000 \$
Yves Boisvert	dir. finances par intérim	2 000 \$
		<hr/> 45 870 \$

			PRIMES 2007-2008
			<u>Taux</u>
Ginette Bureau	* Présidente- directrice générale par intérim	10%	4 782 \$
Yves Boisvert	* Directeur finances par intérim	5%	3 361 \$
			<hr/> 8 143 \$

* Primes versées suite à leur nomination à un poste par intérim. La prime versée est comprise dans le salaire versé en 2007-2008.

QUESTION N° 7

Pour RECYC-QUÉBEC, la liste des postes rémunérés sur une base autres que 37,5 heures par semaine.

Selon la convention collective, le personnel travaille sur une base de 35 heures par semaine, excepté la secrétaire de la présidente-directrice générale par intérim qui est un poste non syndiqué.

Certaines personnes bénéficient d'un aménagement de temps de travail :

- 2 employé(es) à 80% du temps
- 6 employé(es) à 91.6% du temps
- 2 employé(es) en pré-retraite

LE MONTANT AFFECTÉ AUX DÉPENSES D'OPÉRATION

- a. SALAIRES DU PERSONNEL PAR CATÉGORIE OU CLASSE D'EMPLOI
- b. LES FRAIS DE REPRÉSENTATIONS ET DÉPLACEMENTS
- c. TÉLÉPHONIE
- d. FOURNITURES DE BUREAU POUR 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008

Recyc-Québec

- a. SALAIRES DU PERSONNEL PAR CATÉGORIE OU CLASSE D'EMPLOI

Cadres	663 655 \$
Professionnels	1 399 535 \$
Soutien administratif/technique	990 142 \$
	<hr/>
	3 053 332 \$

QUESTION N° 8 b, c, d

- LE MONTANT AFFECTÉ AUX DÉPENSES D'OPÉRATION
- a. SALAIRES DU PERSONNEL PAR CATÉGORIE OU CLASSE D'EMPLOI
 - b. LES FRAIS DE REPRÉSENTATIONS ET DÉPLACEMENTS
 - c. TÉLÉPHONIE
 - d. FOURNITURES DE BUREAU POUR 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008

Recyc-Québec

b. LES FRAIS DE REPRÉSENTATIONS ET DÉPLACEMENTS

	C.A.	Autres	TOTAL
FRAIS DE DÉPLACEMENT	4 796 \$	71 498 \$	76 294 \$
FRAIS D'HÉBERGEMENT	1 890 \$	17 525 \$	19 415 \$
FRAIS DE REPAS	2 976 \$	15 234 \$	18 210 \$
	9 662 \$	104 256 \$	113 918 \$
CONGRÈS, COLLOQUES			
Québec	686 \$	3 519 \$	4 205 \$
Hors Québec	1 404 \$	8 745 \$	10 149 \$
	2 090 \$	12 264 \$	14 354 \$

c. TÉLÉPHONIE

Communications informatiques	8 095 \$
Communication sans fil (cellulaires)	3 950 \$
Téléphones	20 507 \$
Téléservices	1 092 \$
Téléavertisseurs	165 \$
TOTAL	33 809 \$

d. FOURNITURES DE BUREAU POUR 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008

2005-2006	2006-2007	2007-2008
28 584 \$	31 334 \$	32 664 \$

QUESTION N° 9

BILAN DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES 1998-2008

Une fiche sur ce sujet provenant de la Direction des politiques en milieu terrestre du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs est jointe.

Le 8 avril 2008

Mario Bérubé

Direction des politiques en milieu terrestre

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

Numéro de téléphone (418) 521-3950, poste 4970

Page 1 de 7

BILAN INTÉrimAIRE DE LA *POLITIQUE QUÉBÉCOISE* DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES 1998-2008

La *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008* prévoit une évaluation cinq ans après son adoption. Le bilan intérimaire produit par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP), en novembre 2006, vise à faire le point sur la mise en œuvre des différentes mesures proposées par la *Politique*. Cette fiche présente un extrait de ce bilan, alors que le bilan complet est disponible dans le site du MDDEP à l'adresse suivante : http://www.mddep.gouv.qc.ca/matieres/mat_res/bilan-int.pdf.

C'est en 2000 que le gouvernement a adopté la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008*. La *Politique* repose sur deux grands objectifs fondamentaux et cinq principes d'actions.

OBJECTIFS :

- Mettre en valeur plus de 65 % des matières résiduelles pouvant être mises en valeur annuellement
- Assurer la sécurité des activités d'élimination, tant pour les personnes que pour l'environnement

PRINCIPES :

- La hiérarchie des 3RV-E
- La responsabilité élargie des producteurs
- La participation des citoyens et des citoyennes
- La régionalisation
- Le partenariat

Le cœur de la *Politique* se compose de 29 actions qui vont de l'adoption de nouvelles habilitations et obligations législatives et réglementaires en matière de planification régionale, de récupération, de mise en valeur et d'élimination, à la mise en place de programmes de soutien et de reconnaissance, en passant par des mesures d'éducation et d'information, de coordination et de suivi.

Des 29 actions prévues au Plan d'action, la majorité (16 à ce jour) a été réalisée, huit ont connu une réalisation partielle et deux sont en voie de réalisation. Par contre, une est en suspens, une n'a pas été réalisée et une autre n'a pu être appliquée jusqu'à maintenant. Les 29 actions ont été regroupées en quatre grands axes d'intervention (présentés au tableau 1) :

1. Planification de la gestion des matières résiduelles et mobilisation des intervenants
2. Réduction des risques de contamination de l'environnement
3. Récupération et mise en valeur des matières résiduelles
4. Réduction de la production de matières résiduelles et récupération dans le secteur des ICI

Bien entendu, ces actions ne contribuent pas toutes également à l'atteinte des objectifs. Aussi, il importe de noter que les actions les plus structurantes de la *Politique* ont été complétées en regard des dossiers suivants :

Planification régionale

- Adoption en 1999 des modifications législatives à la *Loi sur la qualité de l'environnement* (LQE) pour obliger les municipalités régionales à élaborer des plans de gestion des matières résiduelles (PGMR).

Collecte sélective municipale

- Adoption en 2002 de modifications à la LQE puis, en 2004, du *Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles*, qui est entré en vigueur le 1^{er} mars 2005. Ce régime de compensation oblige désormais les entreprises à financer jusqu'à 50 % des coûts nets de la collecte sélective municipale.

Responsabilité élargie des producteurs

- Adoption de deux règlements en matière de responsabilité élargie des producteurs, pour établir, sous la responsabilité de l'industrie, des services de récupération et de mise en valeur de produits assimilables à certains résidus domestiques dangereux :
 - le *Règlement sur la récupération et la valorisation des contenants de peinture et des peintures mis au rebut* (juin 2000);
 - le *Règlement sur la récupération et la valorisation des huiles usagées, des contenants d'huile ou de fluide et des filtres usagés* (mars 2004).

Élimination sécuritaire des matières résiduelles

- Adoption en mai 2005 du *Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles* dont l'entrée en vigueur en janvier 2006 répond à l'un des deux objectifs fondamentaux de la *Politique* : assurer la sécurité des activités d'élimination tant pour les personnes que pour l'environnement. À lui seul, ce règlement touche sept actions de la *Politique*.

Soutien financier

- Bien que non prévu à la *Politique*, le *Règlement sur les redevances exigibles* pour l'élimination de matières résiduelles offre un appui très important aux municipalités pour la mise en œuvre des PGMR, en leur garantissant 85 % des revenus. Cet apport financier récurrent dépassera de beaucoup les sommes prévues à l'origine pour certaines mesures de la *Politique* qui, par manque de ressources, n'avaient pu jusque là être réalisées que partiellement.

Tableau 1 Regroupement des actions selon les axes d'intervention et état d'avancement de la mise en œuvre

Axe d'intervention 1 : Planification de la gestion des matières résiduelles et mobilisation des intervenants			
Thèmes	Actions	État	Commentaires
Planification à l'échelle des municipalités régionales	(1) Élaboration obligatoire de plans de gestion des matières résiduelles par les municipalités régionales de comté, les communautés urbaines ou leurs regroupements.	En voie de réalisation	
	(2) Attribution aux municipalités régionales de comté et aux communautés métropolitaines d'un droit de regard sur la provenance des déchets éliminés sur leur territoire.	Réalisée	Projet de loi 90 (1999) modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE).
	(19) Élaboration par les municipalités régionales de comté, les communautés urbaines ou leurs regroupements, de plans directeurs de la gestion des boues pour en favoriser la valorisation.	Réalisation partielle	Plans directeurs de gestion des boues partiels et intégrés à une partie seulement des PGMR.
Information, sensibilisation et éducation (ISÉ) et participation des divers intervenants	(3) Mise en place, par les autorités municipales, de mécanismes de consultation de la population sur l'élaboration et le suivi des plans de gestion des matières résiduelles.	Réalisée	Étape obligatoire d'élaboration des PGMR prévue à la LQE.
	(4) Mise sur pied de comités de vigilance par les exploitants d'installations d'élimination.	En voie de réalisation	En place pour les sites ayant fait l'objet d'autorisations depuis 1993 (établissements ou agrandissements). Prévue dans le cadre du REIMR.
	(5) Mise sur pied d'un programme annuel d'information et d'éducation de 2 M\$ dans le domaine de la mise en valeur des matières résiduelles	Réalisation partielle	Programme ponctuel seulement - Montant versé : 1 M\$ par le MDDEP et 900 K\$ par RECYC-QUÉBEC.

Axe d'intervention 2 : Réduction des risques de contamination de l'environnement			
Thèmes	Actions	État	Commentaires
Enfouissement des matières résiduelles	(20) Adoption de nouvelles exigences en matière d'enfouissement sanitaire de façon à mieux protéger les personnes et l'environnement.	Réalisée	Adoption du <i>Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles</i> (REIMR).
	(12) Disparition progressive des lieux d'élimination réservés aux matériaux secs.	Réalisée	Adoption du <i>Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles</i> (REIMR).
	(21) Adoption de normes pour régir les dépôts de matériaux secs de façon à protéger la qualité des eaux de surface et souterraines.	Réalisée	Adoption du <i>Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles</i> (REIMR).
	(23) Adoption de nouveaux critères de localisation des dépôts en tranchée afin d'en diminuer le nombre.	Réalisée	Adoption du <i>Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles</i> (REIMR).
	(24) Adoption d'exigences concernant le suivi et la qualité des eaux souterraines et de surface dans les dépôts en tranchée.	Réalisée	Adoption du <i>Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles</i> (REIMR).
	(22) Obligation pour les propriétaires de lieux d'élimination de constituer des fonds de suivi après fermeture.	Réalisation partielle	En place pour les sites ayant fait l'objet d'autorisations depuis 1993 (établissements ou agrandissements) et les nouveaux sites.
Incinération des matières résiduelles	(25) Obligation pour les promoteurs d'un projet d'incinérateur de faire la démonstration que leurs exploitations ne nuiront pas à l'atteinte des objectifs de mise en valeur du territoire concerné.	Non applicable	Aucun projet d'augmentation de capacité d'incinération ou d'établissement d'incinérateur n'a été proposé.
	(26) Adoption de normes plus sévères d'émissions à l'atmosphère pour les incinérateurs.	Réalisée	Adoption du <i>Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles</i> .
Élimination dans le Nord québécois	(27) Expérimentation d'incinérateurs de faible capacité pour éliminer les déchets dans le Nord québécois.	Non réalisée	Proposition de création de groupes de travail sur la problématique nordique avec les instances concernées.

Axe d'intervention 3 : Récupération et mise en valeur des matières résiduelles			
Thèmes	Actions	État	Commentaires
Objectifs de récupération et de mise en valeur des matières résiduelles	(29) Publication, à tous les deux ans, d'un bilan de la gestion des matières résiduelles au Québec et réévaluation, à tous les cinq ans, des orientations du Plan d'action québécois.	Réalisée	Bilans réalisés et rendus publics Évaluation et bilan intérimaire de la <i>Politique</i> complétés à l'automne 2006.
Responsabilité élargie des producteurs (RÉP)	(8) Obligation, pour les entreprises qui mettent en marché des contenants, des emballages et des imprimés, à contribuer au financement de la collecte sélective.	Réalisée	Adoption du <i>Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles</i> (entrée en vigueur 1 ^{er} mars 2005).
	(11) Obligation, pour les entreprises concernées, de récupérer et de mettre en valeur les résidus domestiques dangereux.	Réalisation partielle	Responsabilité élargie des producteurs (RÉP) appliquée aux peintures (2000) et aux huiles usagées (2004).
	(17) Obligation pour l'industrie de la bière et des boissons gazeuses de financer le système de récupération par consignation de leurs contenants à remplissage unique.	Réalisée	Ententes reconduites.
Matières putrescibles	(9) Récupération obligatoire par les municipalités, aux fins de mise en valeur, des feuilles et des herbes qui ne peuvent être laissées sur place, à compter de l'an 2002.	En suspens	Activité prévue volontairement dans la plupart des PGMR.
	(10) Mise sur pied d'un programme annuel de 3,5 M\$ pour financer des projets de collecte de la matière putrescible.	Réalisation partielle	Programme ponctuel seulement - Montant versé : 1 M\$.
Soutien au réemploi et au recyclage	(6) Mise sur pied d'un programme annuel de soutien à la recherche de 1,5 M\$ dans le domaine de la mise en valeur des matières résiduelles.	Réalisation partielle	Programme ponctuel seulement - Montant versé : 1 M\$.
	(7) Soutien gouvernemental de près de 6 M\$ par année, pendant cinq ans, au démarrage et à la consolidation d'entreprises d'économie sociale œuvrant dans le domaine de la mise en valeur des matières résiduelles.	Réalisation partielle	Budget total de 22,4 M\$ prévu pour 1999 à 2004. Dépenses réelles de 18,7 M\$, mais aucun projet refusé pour manque de fonds. Depuis avril 2005, nouveau programme sous la responsabilité de RECYC-QUÉBEC.
	(13) Déréglementation de l'utilisation des résidus de béton, d'asphalte et de brique non mélangés pour en favoriser l'utilisation comme matériaux de remblai.	Réalisée	Norme du Bureau de normalisation du Québec (BNQ).
	(18) Mise en place d'un droit à l'achat de pneus neufs pour assurer le financement du programme de gestion intégrée des pneus hors d'usage.	Réalisée	Droit environnemental de 3 \$ sur les pneus neufs de voiture et de camion.
Coordination des activités de mise en valeur	(28) Coordination par RECYC-QUÉBEC des activités de mise en valeur des matières résiduelles pour en assurer l'intégration et la complémentarité.	Réalisée	RECYC-QUÉBEC a la responsabilité de gérer divers programmes de financement, d'information, de sensibilisation, et d'éducation, de reconnaissance, de gestion de matières résiduelles et de coordination, du suivi des ententes d'agrément et du bilan bi-annuel.

Axe d'intervention 4 : Réduction de la production de matières résiduelles et récupération dans le secteur des ICI			
Thèmes	Actions	État	Commentaires
Modification des modes de production dans le secteur des ICI	(14) Instauration d'un programme d'enregistrement des actions menées par les établissements industriels, commerciaux et institutionnels pour la réduction et la mise en valeur de leurs matières résiduelles (audits, politiques environnementales, plans de réduction des résidus) et diffusion publique des résultats obtenus.	Réalisée.	Programme de reconnaissance ICI ON RECYCLE! (RECYC-QUÉBEC).
	(16) Poursuite des travaux dans le cadre des initiatives canadiennes en matière d'emballage.	Réalisée	Protocole national sur l'emballage (terminé 2000); Groupe de travail du Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME), début des travaux juillet 2005.
Les pratiques gouvernementales et le développement des marchés	(15) Renforcement de la règle à caractère environnemental de la politique d'achat du gouvernement et intégration de l'utilisation des audits et des plans de réduction des résidus dans la gestion courante des ministères et organismes.	Réalisation partielle	Programme VISEZ Juste! pour les édifices publics (RECYC-QUÉBEC); Adoption de la <i>Loi sur le développement durable</i> ; Adoption de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i> .

Dernière mise à jour : mars 2008

Développement durable,
Environnement
et Parcs

Québec



BILAN DU PROGRAMME VISANT L'ÉDUCATION À LA RÉDUCTION À LA SOURCE, AU RÉEMPLOI ET AU RECYCLAGE (VERRR) POUR 2008

Créé en 2003-2004, le Programme *Visons l'Éducation à la Réduction, au Réemploi et au Recyclage* (VERRR) pour 2008, permet à RECYC-QUÉBEC de soutenir financièrement des initiatives d'information, de sensibilisation et d'éducation relatives à la gestion écologique des matières résiduelles et à la préservation des ressources. Ce programme qui à chaque nouvelle édition suscite un grand intérêt auprès des différentes clientèles, est en lien direct avec la mission de la Société et stimule le partenariat avec les différents acteurs du milieu.

Les projets de VERRR 2008 doivent favoriser l'intégration des valeurs environnementales liées à la gestion durable et responsable des matières résiduelles dans les habitudes de vie des Québécois. Les projets doivent donc favoriser l'acquisition d'attitudes, de comportements et de valeurs qui se traduiront par des résultats intéressants sur le plan de la réduction à la source et de la mise en valeur des matières résiduelles. Les nombreuses activités de sensibilisation menées par les organismes promoteurs portent sur les sujets suivants : l'apprentissage du principe des 3RV (réduction à la source, réemploi, recyclage et valorisation); la gestion responsable des résidus domestiques dangereux (RDD); la récupération des matières résiduelles à domicile et dans les industries, les commerces et les institutions (ICI); la sensibilisation à la réduction des sacs de plastique; l'éducation et la formation pour l'implantation d'une collecte de matières organiques; l'organisation d'activités de sensibilisation en faveur d'une gestion responsable des matières résiduelles dans le contexte de salons destinés au grand public et d'activités dans des institutions scolaires (friperies, stands d'information, concours de toutes sortes, etc.).

Le Programme VERRR 2008 a fait l'objet d'une évaluation. À la suite de cette évaluation, RECYC-QUÉBEC a procédé à une révision complète du Programme VERRR 2008 afin, d'une part, d'améliorer la procédure d'évaluation des projets soumis par les organismes et, d'autre part, d'aider les promoteurs à bien remplir leur demande d'aide financière.

Depuis le début de l'application du Programme VERRR 2008, les ressources financières se répartissent comme suit :

2003-2004 : 270 000 \$
2004-2005 : 270 000 \$
2005-2006 : 370 000 \$
2006-2007 : 140 000 \$
2007-2008 : 170 000 \$
2008-2009 : 200 000 \$

Au moment de sa création en 2003, le Programme VERRR 2008 comprenait les volets national et régional ainsi qu'un volet dédié à la *Semaine québécoise de réduction des déchets* (SQRD). Les projets inscrits au volet national faisaient l'objet d'ententes triennales ce qui permettaient aux organismes promoteurs de planifier des actions sur plus d'une année. Un budget de 130 000 \$ était alloué au volet national. Depuis 2006, le Programme VERRR 2008 comprend deux catégories de projets, soit le volet régional et celui de la *Semaine québécoise de réduction des déchets*.

Les projets du volet national ayant un caractère récurrent et pouvant faire l'objet d'ententes triennales, sont maintenant soutenus hors programme. On évite ainsi de décevoir les attentes d'éventuels promoteurs de projets à caractère national qui se heurtaient au fait que les fonds alloués à ce volet étaient déjà engagés.

Pour l'édition 2007/2008, RECYC-QUÉBEC a consacré une enveloppe budgétaire de 170 000 \$ au Programme VERRR 2008 pour soutenir deux catégories de projets :

- **Projets régionaux**

Ces projets doivent favoriser l'intégration d'attitudes, de comportements et de valeurs environnementales des citoyens d'une région du Québec. En 2007-2008, RECYC-QUÉBEC a consacré au volet régional une enveloppe budgétaire de 140 000 \$, répartie en deux phases, soit du 1^{er} avril au 8 juin 2007 et du 9 juin au 1^{er} octobre 2007.

- **Projets en soutien à la *Semaine québécoise de réduction des déchets***

La *Semaine québécoise de réduction à la source* (SQRD) représente la seule activité pan-nationale faisant principalement la promotion du premier « R » dans la hiérarchie des 3RV, soit la réduction à la source. Principal partenaire de la SQRD depuis le tout début, RECYC-QUÉBEC a consacré en 2007-2008 un montant de 30 000 \$ afin d'assurer l'animation de cette semaine thématique à l'échelle locale et régionale. Depuis 2006, la SQRD est coordonnée par l'organisme Action RE-buts.

Le lancement de chaque nouvelle édition du Programme VERRR 2008 de même que l'annonce des projets régionaux et ceux en soutien à la *Semaine québécoise de réduction des déchets* font toujours l'objet d'un communiqué de presse.

L'édition 2008-2009 du Programme a été annoncée par voie de communiqué le mardi 8 avril.

PROGRAMME VERRR 2008
Liste des projets acceptés – Édition 2007-2008

PROJETS RÉGIONAUX – Phases 1 et 2

Organisme promoteur	Région visée	Titre du projet et brève description	Coût total du projet	Montant alloué
Le Poids vert de Rimouski-Neigette	Bas-St-Laurent	Campagne de sensibilisation sur les sacs de plastique jetables En partenariat avec les intervenants locaux du développement durable, cette campagne vise à sensibiliser la population régionale à réduire l'utilisation de sacs de plastique en faveur de sacs réutilisables.	62 886 \$	4 250 \$
Éco-quartier du Centre Jacques-Cartier	Capitale-Nationale	Urbanus Compostus 2007 Ce projet permet la création de deux nouveaux sites de compostage communautaire tout en augmentant la capacité d'accueil des sites déjà existants.	61 425 \$	3 750 \$
Québec'ERE	Capitale-Nationale	Attention toxique! Québec'ERE propose à 17 classes de différentes institutions scolaires de Québec, des ateliers d'information sur les piles usagées et leur collecte. Outre les enseignants, ces ateliers permettent de sensibiliser quelque 4 250 étudiants.	14 813 \$	4 975 \$
Écho-fête, festival environnemental	Bas-St-Laurent	Écho-Logis Gagnant d'un <i>Phénix de l'environnement</i> en 2005, l'organisation du Festival l'Écho-fête initie, en partenariat avec l'École de langue française de Trois-Pistoles, le projet-pilote Éco-logis qui vise la réduction de matières résiduelles dans 80 foyers de la municipalité.	15 000 \$	4 250 \$
École St-Théodore	Lanaudière	Implantation de la collecte à trois voies Le projet vise à implanter à l'école St-Théodore la collecte à trois voies et de fournir aux étudiants et au personnel enseignant l'information nécessaire pour assurer le succès du projet.	7 149 \$	3 750 \$
Conseil régional de l'environnement	Centre-du-Québec	Chroniques Éco-cadeaux Diffusion de six chroniques mensuelles intitulées <i>Éco-cadeaux</i> sur le	7 224 \$	1 275 \$

Organisme promoteur	Région visée	Titre du projet et brève description	Coût total du projet	Montant alloué
		thème des fêtes et des cadeaux écologiques. Ces chroniques seront diffusées dans les journaux régionaux et dans le site Internet du CRECQ.		
La RHA pour la Reconstruction Harmonieuse de l'Agriculture (RHA)	Monterégie	Compost'ÈRE La RHA implante dans dix écoles secondaires et dix cuisines collectives et jardins communautaires situés dans trois régions du Québec des sites de compostage. L'exercice propose des activités de sensibilisation visant la gestion responsable des matières résiduelles.	120 712 \$	8 500 \$
Eco-Réno (Rénovation écologique) inc.	Montréal	Certification de rénovation écologique L'organisme offre une assistance en rénovation écologique auprès des détenteurs de permis de transformation et de démolition dans l'Arrondissement Rosemont-La Petite Patrie.	15 000 \$	3 750 \$
Association québécoise pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement (AQPERE)	Montréal	Concours Pédagogie-Environnement L'AQPERE organise le concours Pédagogie-Environnement dont l'objectif est de sensibiliser à l'environnement et au développement durable les étudiants des cégeps du Québec qui intégreront dans leur travail de session ou un projet parascolaire une composante environnementale.	69 410 \$	12 500 \$
Commission scolaire de Montréal	Montréal	Pour une meilleure gestion des matières résiduelles dans les écoles secondaires! Ce projet vise la création d'outils d'information et de sensibilisation à la gestion responsable des matières résiduelles pour les élèves qui fréquentent le réseau d'institutions de la Commission scolaire de Montréal.	13 250 \$	5 000 \$
Ville de Coaticook	Estrie	Patrouille environnementale rurale/urbaine d'ISÉ La Ville de Coaticook crée une patrouille à vélo pour sensibiliser les citoyens à la gestion durable des matières résiduelles. Ce projet original permet d'informer les citoyens dans leurs foyers et dans leurs milieux de travail.	20 500 \$	4 250 \$
FaunENord	Nord-du-Québec	Le vermicompostage en milieu scolaire : Partage ta collation avec les vers! Le projet consiste en l'implantation du vermicompostage dans toutes les classes des écoles primaires du réseau de la Commission scolaire	42 432 \$	4 250 \$

Organisme promoteur	Région visée	Titre du projet et brève description	Coût total du projet	Montant alloué
		de la Baie-James.		
Corporation du Colisée des Bois-Francis inc.	Centre-du-Québec	Ma poubelle, source de créativité et de développement Selon un concept novateur, l'organisme présente une exposition qui créera l'intérieur d'une maison où le visiteur circulera à travers les différentes pièces en retrouvant des informations liées au principe des 3RV.	34 500 \$	3 750 \$
Collège de Maisonneuve	Montréal	Opération compostage Après l'implantation d'un projet-pilote de compostage pour le café étudiant <i>L'Escale</i> , le Comité d'action et de concertation en environnement du Collège organise des activités d'information et de sensibilisation sur le principe des 3RV.	4 000 \$	2 210 \$
Terres en ville	Montréal	Le compostage entre à l'école Ce projet vise à aider dix écoles à implanter des installations de compostage à la cafétéria scolaire. L'organisme <i>Terres en ville</i> aménage les sites de compostage et mènera un suivi pendant toute la durée du projet. De nouveaux sites seront aménagés sur l'Île de Montréal, dans l'Outaouais ainsi que dans deux polyvalentes de Montréal et de la Rive-Sud.	97 112 \$	8 500 \$
École Beau-Soleil de St-Aimé-des-Lacs	Charlevoix	Compos-TERRE Avec l'aide de leurs parents, les élèves de cette école primaire implantent le compostage domestique au sein de leur institution. Des activités de sensibilisation à la gestion responsable des matières résiduelles sont prévues avec la communauté de cette municipalité.	5 000 \$	850 \$
La Gazette de la Mauricie	Mauricie	Jamais sans mon BAC! Je fais ma part, un geste à la fois Grâce à la diffusion de capsules radiophoniques et à la publication de chroniques dans la <i>Gazette de la Mauricie</i> , la population régionale a accès à une information appliquée sur le principe des 3RV.	13 846 \$	5 000 \$
Ville de Matane	Bas-St-Laurent	Campagne d'information sur le compostage, les RDD et l'écocentre Le projet consiste à réaliser une campagne publicitaire dans les médias locaux et des rencontres d'information auprès des citoyens et gestionnaires d'ICI. La municipalité organise, en outre, une journée portes ouvertes à l'écocentre.	66 900 \$	4 250 \$

Organisme promoteur	Région visée	Titre du projet et brève description	Coût total du projet	Montant alloué
Centre pédagogique Lucien-Guilbault	Montréal	Un comité VERT à l'écoute de son milieu Le Centre pédagogique Lucien-Guilbault met en place une brigade écologique qui remet des billets de bonne conduite écologique aux élèves et adultes faisant preuve de comportements responsables.	5 000 \$	2 250 \$
Éco-quartier Ste-Marie	Montréal	Campagne de sensibilisation pour les résidants de Ste-Marie Cette campagne vise à sensibiliser les résidants de ce quartier appartenant à des communautés culturelles à bien gérer leurs matières résiduelles.	11 283 \$	5 000 \$
MRC de la Haute-Côte-Nord	Côte-Nord	Conte écologique Afin de favoriser l'adoption de comportements responsables à la gestion des matières résiduelles, la MRC de la Haute-Côte-Nord propose des ateliers qui seront le point de départ pour la rédaction de contes écologique.	13 060 \$	4 250 \$
Centre de recherche et d'Action pour le bien-être environnementale (CRABE)	Montréal	Les écoles vivent vert : valorisation des déchets par la réduction à la source, le recyclage et le compostage L'Arrondissement de St-Laurent par le truchement de son programme « Mon école écolo », implante des outils de sensibilisation dans 30 écoles de Montréal. Le CRABE s'associe à ce projet en présentant des ateliers sur le lombricompostage.	20 000 \$	3 750 \$
Unité théâtrale d'intervention loufoque (UTIL)	Montréal	L'escouade verte Les membres de cet organisme créent une intervention théâtrale sur le thème de la réduction à la source. Les participants s'engageront ainsi dans un processus de création de six semaines à l'aide d'ateliers de discussions qui traiteront des 3RV.	3 448 \$	1 680 \$
Comité ZIP Alma-Jonquière	Saguenay-Lac-St-Jean	La gestion des déchets, la responsabilité d'une communauté Outre la production d'un dépliant d'information sur le principe des 3RV, le Comité ZIP Alma-Jonquière présente des formations aux parents et aux employés de six Centres de la petite enfance (CPE) en vue de favoriser l'adoption de comportements écologiques.	9 600 \$	4 250 \$
École Dominique-Savio	Montréal	VERRR l'école et le quartier Cette vaste campagne de sensibilisation vise le développement des compétences et habiletés sociales de la clientèle du Centre Jeunesse de Montréal. Le projet nécessite une étroite collaboration entre les adultes	8 505 \$	4 999 \$

Organisme promoteur	Région visée	Titre du projet et brève description	Coût total du projet	Montant alloué
		et les jeunes du milieu scolaire en partenariat avec L'Éco-quartier St-Sulpice.		
Éco-quartier St-Sulpice	Montréal	Marché central de Montréal Rencontres personnalisées avec les commerçants du Marché central de Montréal pour les informer des bonnes façons de récupérer leurs matières résiduelles.	29 200 \$	5 000 \$
Coalition étudiante trans-actions responsables (CETAR)	Montréal	Campagne de sensibilisation aux achats responsables La CETAR mène une première campagne de sensibilisation sur les achats responsables qui se traduit par la production d'une trousse d'information bilingue visant à sensibiliser les universités du Québec à adopter une politique d'achat responsable.	67 109 \$	5 000 \$
École Murielle-Dumont	Montréal	Projet R pour la Terre! La direction de l'institution crée une brigade verte pour encourager « l'écocivisme » auprès des élèves. On encourage la jeune clientèle à réduire leur production de déchets tout en faisant la promotion, entre autres, de la boîte à lunch écologique.	1 982 \$	966 \$
Conseil du loisir scientifique de l'Estrie	Estrie	Anime ton environnement! Dans le cadre de l'événement <i>Les filles et les sciences : un duo électrisant</i> , le Conseil du loisir scientifique de l'Estrie propose aux jeunes filles de 2 ^{ième} et de 3 ^{ième} secondaire, des ateliers interactifs axés sur l'environnement et la gestion responsable des matières résiduelles.	10 398 \$	3 750 \$
Polyvalente Benoît-Vachon	Chaudière-Appalaches	Ma poly prend le virage vert! Implantation d'un projet éducatif incluant trois défis : environnement, santé et communications. Le volet « environnement » vise à promouvoir la réduction de production de déchets, le réemploi et le recyclage.	6 000 \$	2 738 \$
Société de développement environnemental de Rosemont	Montréal	Implantation de sites de compostages L'organisme offre des ateliers d'information dans trois écoles primaires afin d'optimiser les résultats du système de collecte des matières organiques implanté au sein des institutions scolaires.	9 680 \$	3 750 \$
Groupe de recherche d'intérêt public de l'UQAM	Montréal	ORDURÉ (Organisation responsable des déchets dangereux de l'UQAM) Ce regroupement d'étudiants de l'Université du Québec à Montréal	3 000 \$	1 500 \$

Organisme promoteur	Région visée	Titre du projet et brève description	Coût total du projet	Montant alloué
		s'engage à gérer les piles, les cellulaires, les cartouches ainsi que le matériel informatique de façon écologique et responsable grâce à l'implantation d'îlots de récupération à l'intérieur du campus.		
École Dorset	Montréal	Vers le vert à Dorset Présentation d'ateliers d'information en vue de sensibiliser les étudiants à mieux gérer les matières résiduelles produites à l'école. Un court métrage sera réalisé par les élèves qui présenteront leur « œuvre » en cours d'année.	6 500 \$	3 169 \$
École de la Fraternité	Montréal	Je recycle pour mieux grandir Membre du <i>Réseau québécois des écoles entrepreneuriales</i> (RQEE), l'école de la Fraternité aménage une pulperie artisanale au sein de l'établissement.	30 000 \$	2 888 \$

PROJETS SEMAINE QUÉBÉCOISE DE RÉDUCTION DES DÉCHETS

Organisme promoteur	Région visée	Titre du projet et brève description	Coût total du projet	Montant alloué
Polyvalente Benoît-Vachon	Beauce	Un deuxième pas vers le recyclage à l'école! Mise en œuvre d'une vaste campagne de sensibilisation publique à la polyvalente Benoît-Bouchard en vue de favoriser la récupération des matières.	2 595 \$	1 275 \$
FEM-International	Montréal	ModEthik recuPEre Réalisé en partenariat avec l'organisme <i>Environnement Jeunesse</i> , le projet vise à organiser au marché Jean-Talon un défilé de mode et une exposition de pièces réalisées à partir de matériaux récupérés.	4 800 \$	1 275 \$
Les éditions Le Memento	Montréal	Défi : Survivre sans emballage Durant la <i>Semaine québécoise de réduction des déchets</i> , l'équipe Les éditions Memento veut attirer l'attention du public sur l'omniprésence des emballages en organisant différentes activités de sensibilisation à la réduction.	4 650 \$	1 500 \$

Organisme promoteur	Région visée	Titre du projet et brève description	Coût total du projet	Montant alloué
École secondaire De Rochebelle	Québec	Instauration des 3RV à l'école secondaire De Rochebelle La direction de l'école secondaire De Rochebelle mettra en place une politique environnementale en se procurant de l'équipement de récupération et en développant un volet sensibilisation destiné aux étudiants et employés de l'école.	2 200 \$	1 430 \$
Université McGill	Montréal	Dare to Spare- Waste Reduction Challenge Bazar, salon d'exposants, jeu questionnaire et mini-conférences sont quelques-unes des activités prévues à l'Université McGill durant la <i>Semaine québécoise de réduction des déchets</i> .	2 300 \$	1 275 \$
UQAM	Montréal	Fais un pas VERS le lombricompostage Implantation du lombricompostage et d'une campagne de sensibilisation aux étudiants et employés de l'institution.	13 000 \$	1 275 \$
Cégep de Victoriaville	Centre-du-Québec	Campagne de sensibilisation à la réduction des déchets Sensibilisation auprès des étudiants du cégep et de l'École du meuble de Victoriaville au sujet de l'implantation du compostage.	4 000 \$	1 500 \$
École Iguarsivik	Nord-du-Québec	Projet Vert Sensibiliser les élèves de l'école (et par ricochet les parents), à utiliser des tasses et des verres durables durant les collations.	3 150 \$	1 316 \$
La RHA pour la Reconstruction Harmonieuse de l'Agriculture	Monterégie	La Grande Fête des Récoltes Organisation d'une journée d'échanges où les participants se familiariseront avec la gestion écologique des matières résiduelles par le biais d'activités de sensibilisation.	4 249 \$	1 275 \$
Éco-Réno	Montréal	Entrepôt ouverte, rénove vert! Portes ouvertes de l'entreprise d'économie sociale Éco-Réno qui présentera une exposition photos à l'occasion de la semaine québécoise.	2 700 \$	1 125 \$
Polyvalente Montignac de Lac-Mégantic	Estrie	Campagne Virage vert 2007 Organisation d'activités de sensibilisation qui permettront aux élèves d'en apprendre davantage sur le recyclage des matières et la problématique des bouteilles d'eau.	1 200 \$	900 \$
FauneNord	Abitibi-Témiscamingue	Troc tes trucs Le projet en est un de réemploi et consiste à l'échange d'objets dont on n'a plus besoin.	3 116 \$	1 482 \$

Organisme promoteur	Région visée	Titre du projet et brève description	Coût total du projet	Montant alloué
Télévision communautaire de l'Amiante	Chaudière-Appalaches	Capsules d'information La télévision communautaire de la région de l'Amiante prépare une émission spéciale consacrée à la réduction des déchets. Cette émission pourra également servir d'outil d'information dans les écoles et les municipalités qui en feront la demande.	3 500 \$	1 125 \$
Société de gestion environnementale	Saguenay-Lac-St-Jean	La semaine de la grande vente des 3RV Durant la semaine québécoise, différentes activités publiques seront offertes à la population. De plus, des entrevues traitant de la gestion écologique des matières résiduelles seront réalisées et diffusées quotidiennement sur les ondes de la station régionale.	6 000 \$	1 500 \$
École Vinet-Souligny	Montréal	Le monde à l'an vert Les élèves organiseront des stands d'information sur la récupération et le recyclage. Cette exposition sera ensuite présentée aux parents et amis.	2 050 \$	1 233 \$
Cyclo Nord-Sud	Montréal	Le réemploi pour une ville plus verte! Organisation d'une journée « clinique » pour la mise au point de vélos. De plus, il y aura une journée portes ouvertes à l'entrepôt.	1 176 \$	764 \$
Éco-quartier Sainte-Marie	Montréal	Le défi : moi j'réduis! Invitation aux citoyens du quartier Ste-Marie à poser un geste de réduction. Les travailleurs des commerces avoisinants de même que les résidents devront s'inscrire en vue de réaliser des actions visant la réduction à la source.	4 323 \$	1 500 \$
Comité environnement de Chicoutimi	Saguenay-Lac-St-Jean	Gestion écologique des fluorescents compacts Diffusion dans les médias écrits d'articles sur les moyens de se départir adéquatement des lampes fluorescentes compactes.	2 715 \$	1 500 \$
Collectivités écologiques Bas-St-Laurent	Bas-St-Laurent	Semaine de réduction des déchets au KRTB Une foule d'activités sont prévues sur ce vaste territoire, dont entre autres, l'organisation de visites d'animateurs dans les institutions scolaires de la région pour sensibiliser les jeunes à réduire leur production de déchets et pour mousser des produits écologiques pour l'entretien de la maison et du jardin.	2 944 \$	1 500 \$
La Petite Boutique d'Amos	Abitibi-Témiscamingue	Recycler, à la Petite boutique, c'est bien, recycler, c'est mieux! Tournée dans les écoles primaires de la région afin de sensibiliser les	1 500 \$	975 \$

Organisme promoteur	Région visée	Titre du projet et brève description	Coût total du projet	Montant alloué
		jeunes à bien récupérer les matières recyclables.		
Pro-Vert Sud-Ouest	Montréal	Éco-Immeuble 2007 Organisation d'une soirée d'information destinée aux résidents d'immeubles de neuf logements et plus de l'arrondissement Sud-Ouest de Montréal. On y traitera, entre autres sujets, des moyens de se départir adéquatement des résidus domestiques dangereux (RDD).	7 210 \$	1 500 \$
Bloc Vert	Centre-du-Québec	Semaine québécoise de réduction des déchets Organisation de concours dans les écoles en vue de favoriser des actions de réduction à la source. En soirée, on prévoit présenter des soirées d'information sur le compostage, l'herbicyclage et sur le principe des 3RV.	4 800 \$	1 500 \$
Municipalité régional de comté du Bas-Richelieu	Monterégie	Nos déchets ont de l'avenir! Création d'une brigade verte pour sensibiliser les commerçants et les citoyens au principe des 3RV.	16 140 \$	1 275 \$

BILAN DU PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE ŒUVRANT DANS LE CADRE DES PLANS DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES.

Contexte

Le *Programme d'aide financière aux entreprises d'économie sociale œuvrant dans le cadre des plans de gestion des matières résiduelles* (PAFEES) fait suite au Programme d'économie sociale géré par le MDDEP de 1999 à 2004. Le Programme de trois ans est doté d'un budget de 5,66 M\$ et vise à financer exclusivement des entreprises d'économie sociale pour des projets qui :

- s'intègrent dans la mise en œuvre des PGMR en assurant la gestion de la récupération ou du réemploi des matières résiduelles non incluses dans les collectes sélectives municipales ;
- permettent la récupération, la réutilisation ou la valorisation de matières résiduelles générées par les industries, les commerces et les institutions ;
- ont un potentiel de viabilité à moyen terme ;
- permettent la création ou le maintien d'emplois durables et de qualité.

Un budget spécifique de 2,27 M\$, accordé par le MDEIE, cible exclusivement les projets issus des régions ressources. Une entente est intervenue le 30 mars 2005 avec le MDDEP par qui a transité ce fonds des régions ressources.

L'aide financière ne peut excéder 50 % des dépenses admissibles et une contribution minimale de 20 % du coût du projet doit provenir du privé, incluant le promoteur, la municipalité ou la municipalité régionale (MRC). Les promoteurs peuvent présenter leur demande d'aide financière le 1^{er} octobre, le 1^{er} février et le 1^{er} juin de chaque année. Le Programme comporte deux volets. Le premier propose une aide financière d'un maximum de 10 000 \$ pouvant être accordée pour l'élaboration d'un plan d'affaires et le deuxième propose une aide financière d'un maximum de 200 000 \$ pouvant être accordée pour le démarrage, la consolidation ou l'expansion d'entreprise.

Résultats

Depuis juin 2005, un comité d'évaluation a recommandé 52 projets provenant de 48 promoteurs pour un montant de 3 981 995 \$. Cependant, trois projets ne se sont pas concrétisés après acceptation par le comité et un a cessé ses activités en cours de financement, représentant un montant de 287 274 \$. Ainsi, un montant total de 3 744 721 \$ a été octroyé depuis le début du Programme et ce, pour 47 projets. Un financement statutaire de 250 000 \$ a été accordé également au Réseau des Ressourceries du Québec. Enfin, les frais administratifs sont comptabilisés à 75 000 \$/année pour un total jusqu'à maintenant de 225 000 \$, ce qui conduit à un engagement total de 4,22 M\$. Il reste donc un solde de 1,44 M\$ à engager. Neuf périodes de financement ont eu lieu et une dixième se déroulera à compter du 1^{er} juin 2008. Le budget prévu pour l'année financière 2008-2009 est de 1 400 000 \$

Budget dépensé par année financière

Exercice financier	Décaissements effectués
2005-2006	1 377 199 \$*
2006-2007	1 002 678 \$
2007-2008	1 134 898 \$
Total	3 514 775 \$**

* Inclut le financement statutaire de 250 000 \$ accordé au Réseau des Ressourceries du Québec

** Les modalités de paiement des projets acceptés étant réparties sur trois ans, donc pouvant dépasser 2008 dans certains cas, font en sorte que ce total diffère du montant de 3,7 M\$ octroyé aux projets depuis le début du Programme.

Montants octroyés aux entreprises par région administrative

Régions	Montant engagé	Nombre de projets
Bas St-Laurent (01)	742 339 \$	10
Saguenay-Lac St-Jean (02)	345 300 \$	3
Capitale-Nationale (03)	452 377 \$	7*
Mauricie (04)	- \$	0
Estrie (05)	17 841 \$	2
Montréal (06)	233 510 \$	6
Outaouais (07)	397 382 \$	2
Abitibi-Témiscamingue (08)	457 684 \$	3
Côte-Nord (09)	224 125 \$	3
Nord-du-Québec (10)	- \$	0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (11)	104 049 \$	1
Chaudière-Appalaches (12)	297 158 \$	4
Laval (13)	- \$	0
Lanaudière (14)	- \$	0
Laurentides (15)	- \$	0
Montréal (16)	159 401 \$	3
Centre-du-Québec (17)	313 555 \$	3
TOTAL	3 744 721 \$	47**

* Le projet de La Commode a obtenu une partie de la subvention prévue avant de cesser ses activités.

** Deux projets recommandés par le comité d'évaluation lors de la ronde de février 2008 sont encore sous conditions avec les promoteurs.

Liste des projets financés par le Programme

Région	Promoteur / localité	Description du projet	Montant
Bas-Saint-Laurent	Centrap Mont-Joli	Récupération et réemploi de palettes de bois	163 757 \$
	Centre-Ressources pour la Vie Autonome Trois-Pistoles	Élaboration d'un plan d'affaires: conditionnement de matelas	9 998 \$
	Centre-Ressources pour la Vie Autonome (devenu MATLAB) Trois-Pistoles	Implantation d'une activité commerciale de conditionnement de matelas fabriqués par des handicapés.	76 250 \$
	Collectivités écologiques Bas-St- Laurent (Co-Eco) La Pocatière	Élaboration d'un plan d'affaires: mise sur pied d'un centre de récupération de CRD patrimoniaux	10 000 \$
	Collectivités écologiques Bas-St- Laurent La Pocatière	Expansion par la création d'un réseau de gestion des résidus CRD et démarrage d'un centre de mise en valeur des matériaux patrimoniaux	199 600 \$
	Corporation Livr'Avenir Cabano	Consolidation d'une entreprise d'insertion œuvrant dans le domaine du livre usagé et de la récupération des appareils électroniques et informatiques	56 480 \$
	Les Ateliers Léopold Desrosiers Matane	Agrandissement de la bâtisse pour valorisation des appareils orthopédiques et résidus ICI (bois)	40 861 \$
	Récupération des Basques Trois-Pistoles	Mise sur pied d'un écocentre pour des matières résiduelles provenant du résidentiel, des ICI et des CRD	171 803 \$
	Relais Santé Matane Matane	Élaboration d'un plan d'affaires : mise sur pied d'un centre de tri et de valorisation du textile. Fusion de deux friperies dans la même ville	6 900 \$
	Ricochet Amqui	Élaboration d'un plan d'affaires: consolidation et expansion d'une ressourcerie récupérant des encombrants et articles de maison	6 690 \$
Saguenay-Lac- Saint-Jean	Comité environnemental de Chicoutimi Saguenay	Élaboration d'un plan d'affaires : ressourcerie pour le bois et ses dérivés	10 000 \$
	CFER Saguenay Saguenay	Consolidation d'une ressourcerie spécialisée dans la récupération de matériel informatique	135 300 \$
	Groupe Coderr Alma	Collecte et centre de tri de matières ICI	200 000 \$
Capitale-Nationale	La Commode, Fripes et Trouvailles Québec	Élaboration d'un plan d'affaires : ouverture d'un 2e magasin	9 472 \$
	La Commode, Fripes et Trouvailles (Valoribec) Québec	Ouverture d'un 2e magasin multimatière	97 968 \$
	Maison Présence Famille St-Augustin-de-Desmaures	Ajout d'un atelier de couture pour la fabrication de costumes et de vêtements mode avec du textile usagé	19 000 \$
	Recyclage Vanier Québec	Consolidation de cette entreprise spécialisée dans la destruction de papier confidentiel. Agrandissement du service de destruction ultra-confidentiel	177 315 \$
	Réno-Jouets Québec	Démarrage d'une ressourcerie spécialisée dans les jeux et jouets	100 000 \$
	Ressourcerie de Portneuf Saint-Marc-des-Carières	Expansion d'une ressourcerie afin d'augmenter la récupération de meubles et électroménagers	30 954 \$
	Triport Portneuf Donnacona	Consolidation d'une entreprise œuvrant dans la récupération de résidus de bois provenant d'entreprises, commerces et institutions	17 668 \$
Estrie	Service budgétaire populaire des Sources Asbestos	Élaboration d'un plan d'affaires : expansion d'une entreprise œuvrant dans le domaine du meuble	7 841 \$
	TAC MRC Coaticook et SADRC Coaticook	Élaboration d'un plan d'affaires : démarrage d'une ressourcerie (meubles, encombrants, articles domestiques) par deux organismes du territoire.	10 000 \$
Montréal	Atelier Scrap Montréal	Élaboration d'un plan d'affaires : expansion d'une entreprise qui fabrique des sacs originaux à partir d'oriflammes en vinyle	4 975 \$

Région	Promoteur / localité	Description du projet	Montant
	Gestion D-Trois-Pierres Pierrefonds	Élaboration d'un plan d'affaires : implantation d'une ressourcerie/écocentre	8 000 \$
	Grenier de bébé Montréal	Élaboration d'un plan d'affaires: consolidation et expansion d'une ressourcerie spécialisée dans les articles de bébés.	3 750 \$
	Grenier de Bébé Montréal	Consolidation et expansion d'une ressourcerie spécialisée dans les articles pour bébés	17 650 \$
	Renaissance (1 ^{er} projet) Montréal	Consolidation : magasins Fripe-Prix	123 500 \$
	Renaissance (2 ^e projet) Montréal	Ouverture d'un 8e magasin Fripe-Prix à Montréal	75 635 \$
Outaouais	La Relance Outaouais Gatineau	Démarrage d'une entreprise de recyclage de déchets électroniques et informatiques	200 000 \$
	Réintek Gatineau	Acquisition d'équipements pour valoriser des résidus industriels (fibres absorbantes) pour transformation en produits divers	197 382 \$
Abitibi- Témiscamingue	Centre Bernard-Hamel Rouyn-Noranda	Ressourcerie textile et encombrants	178 148 \$
	CFER Renaissance Rouyn-Noranda	Consolidation des activités de récupération de matériel informatique et revente au public	79 536 \$
	Service d'entraide familiale de Val- d'Or Val-d'Or	Consolidation d'une ressourcerie spécialisée dans les vêtements et accessoires et expansion dans le domaine des encombrants	200 000 \$
Côte-Nord	Coopérative Unitek Forestville	Fabrication de fertilisant naturel à base de résidus marins (farine de crabe et calcium marin)	151 500 \$
	Écoboïs Manicouagan Baie-Comeau	Expansion par l'implantation d'une ébénisterie pour la fabrication de meubles et autres objets décoratifs à partir de bois recyclé	65 000 \$
	Le Phare Port-Cartier	Élaboration d'un plan d'affaires: collecte et récupération papier/carton auprès des ICI	7 625 \$
Gaspésie-Îles-de- la-Madeleine	Les Ateliers Actibec 2000 Chandler	Consolidation d'un C.T.A. œuvrant dans la récupération du papier, du carton et du bois par l'acquisition d'équipements	104 049 \$
Chaudière- Appalaches	Ressourcerie Bellechasse St-Léon-de-Standon	Consolidation: agrandissement de la bâtisse, acquisition d'équipements d'ébénisterie	173 000 \$
	Ressourcerie de Lévis Lévis	Consolidation et expansion de la ressourcerie multimatière: agrandissement du plancher de vente et réorganisation du centre de tri.	113 502 \$
	Sisylga Design La Guadeloupe	Élaboration d'un plan d'affaires: atelier de couture de vêtements design faits à partir de textile usagé	4 800 \$
	Travail Jeunesse Lévis	Élaboration d'un plan d'affaires: mise sur pied d'une ressourcerie dédiée à la valorisation du bois et ses dérivés	5 856 \$
Montréal	Atelier la flèche de fer St-Hubert	Élaboration d'un plan d'affaires : démarrage d'un volet de valorisation des déchets électroniques et informatiques	10 000 \$
	Recyclo-centre Sorel-Tracy	Expansion par l'agrandissement du bâtiment de cette ressourcerie multimatière	141 401\$
	SOS Dépannage Granby Granby	Élaboration d'un plan d'affaires : expansion d'une entreprise d'économie sociale, Le Magasin général	8 000 \$
Centre-du-Québec	Entraide Bécancour Bécancour	Élaboration d'un plan d'affaires : transformation d'opérations bénévoles de collecte de textile et encombrants en une entreprise d'économie sociale	4 555 \$
	Récupération Centre du Québec Drummondville	Expansion de l'entreprise par l'aménagement d'un écocentre (encombrants, CRD et RDD)	200 000 \$
	Ressourcerie Plessisville (ORAPÉ) Plessisville	Expansion d'une ressourcerie œuvrant dans le domaine des encombrants, appareils informatiques, vélos, livres.	109 000 \$

BILAN DU PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À L'INNOVATION ET AU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUES PORTANT SUR LES MATIÈRES ISSUES DE LA COLLECTE SÉLECTIVE

Lancé en 2006, le *Programme d'aide financière à l'innovation et au développement technologiques portant sur les matières issues de la collecte sélective municipale* a pour but d'améliorer l'efficacité des activités de collecte et de mise en valeur des matières issues de la collecte sélective. Le Programme ID-Technologiques vise à diminuer les coûts de collecte, de tri, de conditionnement et de traitement des matières résiduelles issues de la collecte sélective municipale et à accroître la valeur des produits qui en résultent. Bénéficiant d'un budget total d'un million de dollars, RECYC-QUÉBEC accorde une subvention non remboursable, d'un montant maximal de 100 000 \$ aux projets les plus pertinents permettant d'atteindre les objectifs du programme. Depuis son lancement, quatre projets ont été soutenus pour des subventions totales de 340 000 \$ et six projets ont été refusés. De plus, un autre projet est présentement sous étude. L'aide financière pour soutenir ce projet pourrait s'élever à 100 000 \$.

Deux dates de tombée sont retenues pour la présentation de projets à chaque année : le 1^{er} février et le 1^{er} septembre. Le programme sera en vigueur jusqu'en 2008, ou jusqu'à ce que le budget d'un million de dollars qui y est associé soit épuisé.

Liste des projets acceptés

Entreprise	Description du projet	Région	Montant demandé	Montant versé
Centre de transfert technologique en écologie industrielle (CTTEI)	Collecte, nettoyage et mise en valeur des polystyrènes contaminés par des composés organiques et inorganiques.	(16) Montréal	36 260 \$	18 130 \$
Centre de tri Gaudreau	Adapter la technologie du tri optique pour les pellicules de plastique, dans un centre de tri.	(17) Centre-du-Québec	100 000 \$	50 000 \$
MRC de Thérèse de Blainville	Traçabilité des matières résiduelles d'origine domestiques (MROD) à la MRC de Thérèse de Blainville, volet collecte sélective (MET-R-I-S)	(15) Laurentides	58 246 \$	29 123 \$
Recyclage Camco inc.	Mise en place d'une ligne de tri optique automatisé de plastiques mélangés reçus en ballots.	(06) Montréal	91 610 \$	91 610 \$
Ville de Montréal	Le bac vert "revisité" ou conception d'un nouvel outil de collecte.	(06) Montréal	53 916 \$	0 \$
Total			340 032 \$	188 863 \$

Liste des projets refusés

Entreprise	Description du projet	Région	Détermination
Services Sanitaires Rôy inc.	Automatisation du centre de tri, suite à l'obtention de nouveaux contrats.	(01) Bas-Saint-Laurent	Refusé
Récuper-Holo	Récupération des halocarbures et faire le tri pour le recyclage	(01) Bas-Saint-Laurent	Refusé
G.I.E.S. inc.	Modification d'un système de lavage dans le but d'optimiser la qualité du produit fini, soit du P.E.T.	(12) Chaudière-Appalaches	Refusé
Corporation Énerblock inc.	Récupération et valorisation de cartons de lait et de contenants de boissons multi-couches issus de la collecte sélective pour la fabrication de granules énergétiques.	(03) Capital nationale	Refusé
UNIBEK	Gestion des matières recyclables	(06) Montréal	Refusé
Services Sanitaires Denis Fortier Inc.	Installation d'une chaîne de tri au centre de tri à matériaux secs	(12) Chaudière-Appalaches	Refusé

Liste des projets à l'étude

Entreprise	Description du projet	Région	Détermination
Corporation Énerblock inc.	Démonstration de la mise en valeur des rejets d'un centre de tri de matières résiduelles issues de la collecte sélective par des cimenteries.	(03) Capital nationale	À venir

BILAN DU PROGRAMME DE CONSIGNATION

SYSTÈMES DE CONSIGNATION SUR LES CONTENANTS DE BIÈRE ET DE BOISSONS GAZEUSES AU QUÉBEC

Contexte

1) État de situation générale

L'application d'une consigne remboursable sur les contenants de bière et de boissons gazeuses est une pratique largement utilisée au Canada, aux États-Unis et en Europe, pour en favoriser la récupération.

La consignation vise deux (2) types de contenants et couvre actuellement environ 57% du nombre total de contenants de boissons vendus au Québec, soit :

1. Les contenants à remplissage multiple (CRM) (ex. les bouteilles de bière standards et les bouteilles d'eau de grand format, lesquelles sont récupérées, lavées et remplies de nouveau);
2. Les contenants à remplissage unique (CRU) (ex. les canettes de bière et de boissons gazeuses, les bouteilles en plastique de boissons gazeuses, les bouteilles en verre de boissons gazeuses et les bouteilles en verre de bière qui ne sont pas des CRM, lesquelles sont récupérées et recyclées).

Le système de consignation sur les contenants à remplissage multiple (CRM) est un système privé mis en place depuis fort longtemps par les brasseurs québécois et géré par eux. Selon les brasseurs, ce système assure un taux annuel de récupération de 98%.

Depuis 1984, un système de récupération et de consignation des contenants à remplissage unique (CRU) a été mis en place par le gouvernement afin de lutter contre le déchet sauvage et protéger l'environnement. Ainsi, la *Loi sur la vente et la distribution de bière et de boissons gazeuses dans des contenants à remplissage unique* oblige toute personne qui met en marché un tel produit en contenant à remplissage unique, à détenir un permis et, préalablement, à adhérer à une entente avec le ministre de l'Environnement et RECYC-QUÉBEC, responsables de l'administration du système de consignation.

Le système oblige :

1. le brasseur ou l'embouteilleur à percevoir une consigne lors de la vente du produit et à rembourser cette consigne lorsque le contenant est récupéré. De plus, celui qui met en marché le contenant a l'obligation d'en assurer la récupération chez les détaillants et de l'acheminer chez des conditionneurs ou recycleurs accrédités qui confirment le nombre de contenants récupérés, achètent et vendent la matière;
2. tout détaillant qui en vend (épiciers, dépanneurs, pharmaciens, Wal-Mart, Costco, etc.) à récupérer du consommateur les contenants retournés, à percevoir et à rembourser la consigne. De plus, le système oblige brasseurs et embouteilleurs à verser aux détaillants une prime de récupération de 2¢ par contenant récupéré pour couvrir les coûts de manutention et d'entreposage;
3. le consommateur à payer la consigne lors de l'achat, avec le droit au remboursement s'il rapporte le contenant chez un détaillant.

Depuis 1998, le système est encadré par deux (2) ententes, l'une avec l'industrie brassicole et l'autre avec l'industrie des boissons gazeuses. RECYC-QUÉBEC assure la gestion des ententes, en partenariat avec les brasseurs, les embouteilleurs et les détaillants.

Le financement du système est assumé par les brasseurs et les embouteilleurs.

L'entente portant sur la consignation, la récupération et le recyclage des contenants à remplissage unique de boissons gazeuses

Une nouvelle entente négociée avec l'industrie des boissons gazeuses est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2007. RECYC-QUÉBEC, en partenariat avec Boissons Gazeuses Environnement (BGE), un organisme industriel sans but lucratif créé par les embouteilleurs de boissons gazeuses, assure l'administration de cette entente.

Le rôle de l'organisme est de percevoir et rembourser les consignes tout en répartissant, entre les membres de l'industrie, le déficit annuel du système de consignation. Celui de RECYC-QUÉBEC est d'encadrer cette gestion pour s'assurer que les objectifs soient atteints et que les obligations des membres de l'industrie soient respectées.

Tel que prévu à la *Politique québécoise sur la gestion des matières résiduelles 1998-2008*, l'entente prévoit que l'industrie assure le financement du système de récupération et de recyclage de ses contenants en plus de contribuer à l'éducation et à la sensibilisation, ainsi qu'au développement de débouchés pour la matière. En 2007, 1,131 milliard de contenants de boissons gazeuses à remplissage unique ont été mis en marché au Québec; plus de 754 millions de ces contenants furent récupérés, pour un taux de récupération de 67%. Le système demeure performant mais le taux de récupération est en baisse par rapport au sommet de 76% atteint en 1999. La baisse du taux de récupération est attribuée à différents facteurs, mentionnons les changements dans les habitudes (les lieux) de consommation, la dépréciation du montant unitaire de consigne qui est de 5¢ depuis vingt-quatre (24) ans et par la confusion créée par la prolifération des ventes de contenants similaires mais non consignés d'eau et de jus. Les contenants consignés récupérés sont, en totalité, conditionnés et recyclés; la valeur de la matière s'élève à plus de 20M \$ par année.

Le 1^{er} février 2006, BGE, avec l'appui de RECYC-QUÉBEC, a assujéti une vingtaine de produits considérés comme boissons gazeuses (boissons énergisantes, etc.) au système public de consignation sur les boissons gazeuses.

2 b) L'entente sur la consignation, la récupération et le recyclage des contenants à remplissage unique de bière

Une nouvelle entente négociée avec l'industrie brassicole et les associations de détaillants est également entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2007.

Cette entente est, de façon générale, similaire à celle sur les contenants de boissons gazeuses. Cependant, dans le cas de l'industrie brassicole, l'entente vise aussi à favoriser l'utilisation de contenants à remplissage multiple, utilisés en majorité par les brasseurs canadiens, et cela, par le biais d'un quota de vente qui limite la vente de bière en contenants à remplissage unique. L'Entente est totalement administrée par RECYC-QUÉBEC, qui perçoit et rembourse les montants de consignes aux brasseurs.

Au Québec, la vente de bière en contenants à remplissage unique représente environ 20% de la vente totale de bière, soit 323 millions de contenants sur 1,6 milliard de contenants, le reste étant vendu en contenants à remplissage multiple.

La consigne unitaire varie de 5¢, 10¢ ou 20¢ selon le type de contenants. En 2007, les taux de récupération des contenants à remplissage unique sont respectivement de 67%, 82% et 79% pour un total de 241 millions pour les contenants à remplissage unique récupérés. Comparativement, 98% des contenants à remplissage multiple sont récupérés.

BILAN DU PROGRAMME DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES POUR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

WISEZ juste! a été conçu pour accompagner les ministères et organismes du gouvernement du Québec dans leur démarche de gestion exemplaire des matières résiduelles. Ce programme propose des mesures concrètes, facilement applicables et efficaces permettant de consolider les habitudes de récupération déjà acquises, d'élargir l'éventail des matières récupérées et, très important dans un contexte de surconsommation, de réduire la quantité de déchets produits en faisant la promotion de la « réduction à la source » et du « réemploi ».

Au cours de l'année 2007-2008, WISEZ juste! a permis de dévier de l'élimination 2600 tonnes métriques de papier et de carton provenant de quelque 150 édifices des régions de Québec et de Montréal. De plus, près de 40 tonnes métriques de plastique, de verre et de métal ont été récupérées dans les 78 édifices qui ont adopté jusqu'à présent la collecte multimatière (qui constitue la deuxième phase du programme).

WISEZ juste! va au-delà des matières conventionnelles. En effet, depuis juillet 2007, la récupération des matières compostables se fait à l'édifice Marie-Guyart. Toutes les aires de l'édifice sont visées : les salles de repos des employés, la cafétéria (pré et post consommation), les salles de toilette, la garderie, etc. Selon les premières estimations, un total annuel de 78 tonnes métriques de matières compostables seraient ainsi déviées de l'élimination, surpassant l'objectif de 60 % visé par la *Politique québécoise sur la gestion des matières résiduelles 1998 – 2008 du secteur ICI*. Ce projet-pilote est issu d'un partenariat entre RECYC-QUÉBEC, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et la Ville de Québec. Quatre édifices de la région de Québec en sont à cette troisième phase du programme WISEZ juste!

Les régions sont également ciblées par le programme. WISEZ juste! sera accessible aux ministères et organismes des villes de Gatineau et de Baie-Comeau à partir de mai-juin 2008. Le processus est également bien enclenché pour les villes de Trois-Rivières, Saguenay et Rimouski où il est prévu d'implanter le programme au cours de l'année 2008.

Le partenariat est également au cœur du programme. Par exemple, une entente conclue avec Hydro-Québec a permis d'intégrer l'ensemble de ses édifices des régions de Québec et de Montréal au programme WISEZ juste!

Pour faciliter l'accès à la récupération multimatière, RECYC-QUÉBEC a proposé les mesures suivantes :

- un service-conseil à chaque étape d'implantation
- une contribution financière de 25 % du coût d'achat des équipements
- un service de récupération sans frais avec des entreprises de collecte pour les édifices de Québec et de Montréal
- des sessions de formation sans frais offertes aux employés pour les inciter à participer au programme et à adopter ou renforcer leurs réflexes de réduction et de réemploi
- des outils d'information et de sensibilisation, dont une rubrique Internet comportant des capsules d'information et une présentation interactive pouvant être téléchargées et diffusées au sein de leur équipe
- etc.

À noter que c'est sur une base volontaire que les ministères et organismes adhèrent au programme. Avec l'adoption de la *Loi sur le développement durable*, ces derniers sont de plus en plus interpellés sur leurs pratiques environnementales, notamment au niveau de leur gestion des matières résiduelles.

Le 9 avril 2008

Marthe Beaumont

Numéro de téléphone (418-643-0934, poste 3222)

Page 1 de 2

Actuellement, certaines contraintes sont observées :

- ajustement du devis d'entretien ménager parfois nécessaire
- bail avec des propriétaires privés parfois réticents
- achat d'équipements de récupération
- réticence des gestionnaires par rapport à la formation d'un comité « vert » responsable de la formation des employés
- etc.

Il appartient aux ministères et organismes d'y apporter les solutions. Toutefois, pour améliorer leur bilan environnemental, les ministères et organismes devront consentir à allouer les ressources humaines et financières nécessaires qui permettront de mettre en place un programme performant et durable, un programme mobilisateur pouvant susciter la fierté de l'ensemble des employés.

BILAN DU PROGRAMME SUR LES HUILES USAGÉES

Contexte

Le principe de la responsabilité élargie des producteurs (REP) est l'un des cinq principes sur lesquels repose la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008*.

Le 10 mars 2004, le gouvernement du Québec a adopté le *Règlement sur la récupération et la valorisation des huiles usagées, des contenants d'huile et des filtres à huile usagés*. Il vise l'ensemble des huiles lubrifiantes, les contenants dans lesquels elles sont vendues et les filtres. La même année, l'industrie crée une société de gestion, la Société de gestion des huiles usagées (SOGHU).

Le 25 novembre 2004, RECYC-QUÉBEC et la SOGHU signent une entente d'agrément portant sur les années 2005 à 2008. Cette entente reprend les objectifs de récupération du règlement tels que rappelés dans le tableau suivant :

Objectifs	HUILES	FILTRES	CONTENANTS
A compter de 2005	70 %	50 %	50 %
A compter de 2008	75 %	75 %	75 %

Cette entente a été révisée le 20 décembre 2006 afin de préciser certains points.

Quatre entreprises ont opté pour établir leur propre système de gestion de ces résidus, soit : Safety-Kleen, Canadian Tire, Les Pétroles Crevier et Lubrifiants PFL. Ceux-ci font rapport directement au MDDEP.

Bilan du Programme sur les huiles usagées - éléments de réponse

- Le dernier rapport remis par la SOGHU est celui du 15 avril 2007 pour l'année 2006. Les objectifs pour la récupération et le recyclage des huiles, des contenants et des filtres sont dépassés (89 % pour les huiles, 54,8 % pour les contenants et 74 % pour les filtres);
- Tout en soulignant le dépassement de l'objectif de récupération de l'huile, des contenants et des filtres de la SOGHU, il est demandé à la SOGHU de développer des moyens pour améliorer la récupération et la valorisation des contenants d'huile, incluant les aérosols, afin de se préparer à atteindre les objectifs prescrits par le règlement pour 2008;
- Les objectifs pour la récupération et le recyclage des huiles et des filtres des quatre entreprises ayant leur propre système de gestion sont également dépassés en 2006 (79 % pour les huiles et 80 % pour les filtres);
- Les données 2006 de récupération et de recyclage des contenants d'huile n'étant pas disponibles pour l'une des quatre entreprises ayant leur propre système de gestion, il n'est pas possible, pour l'ensemble des programmes en place au Québec, de déterminer à ce jour le taux de récupération des contenants atteint en 2006;
- Donc, pour l'ensemble des programmes en place au Québec, des taux de récupération de 88 % des huiles usagées récupérables et de 74 % des filtres ont été atteints en 2006.

BILAN DE LA COLLABORATION AVEC ÉCO-PEINTURE SUR LA RÉDUCTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES À ÉLIMINER

Contexte

Le principe de la responsabilité élargie des producteurs (REP) est l'un des cinq principes sur lesquels repose la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008*.

Le 1^{er} juin 2000, le gouvernement du Québec a adopté le *Règlement sur la récupération et la valorisation des contenants de peinture et des peintures mis au rebut*. Ce règlement vise les peintures architecturales, y compris les teintures, apprêts, vernis et laques et exclut les produits industriels. Les détenteurs de marques doivent assumer la responsabilité des résidus post-consommation de leurs produits. Les entreprises concernées peuvent instaurer leur propre système de récupération ou déléguer la tâche à un organisme, en soutenant financièrement ses activités. Les détenteurs de marques de peinture du Québec ont opté pour cette dernière façon de faire en s'associant à la Société québécoise de gestion écologique de la peinture (Éco-Peinture), organisme sans but lucratif.

Les objectifs de récupération prévus à l'entente d'agrément d'Éco-Peinture sont les suivants:

- ♦ 50 % des résidus de peinture et des contenants pour 2006 et 2007;
- ♦ 75 % à compter de 2008.

L'actuelle entente d'agrément entre Éco-Peinture et RECYC-QUÉBEC porte sur les années 2006 à 2010.

Éléments de réponse

- Le dernier rapport remis par Éco-Peinture est celui du 13 avril 2007 pour l'année 2006. L'objectif de 50 % est dépassé pour la récupération et le recyclage des peintures (59,7 %), mais du travail reste à faire en ce qui a trait aux contenants (18,0 %). Le taux de récupération combiné est de 37,1 %;
- Afin d'atteindre les objectifs prescrits par le règlement, il est demandé à Éco-Peinture d'implanter en priorité, en collaboration avec l'Association des maîtres peintres et avec le Regroupement des récupérateurs et des recycleurs de matériaux de construction et de démolition du Québec (3RMCDQ), des solutions qui augmenteront de façon importante et durable les taux de récupération des contenants et peintures dans ce secteur;
- En juin 2007, Éco-peinture a aussi poursuivi, avec la Fédération québécoise des municipalités, des projets pilotes au sein de 11 MRC, afin d'améliorer la récupération des contenants vides.

Le 14 avril 2008
Claude Bourque
514-352-5002, poste 2260
Page 1 de 1

**BILAN DU PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE GESTION INTÉGRÉE DES PNEUS HORS D'USAGE
2002-2008**

- Le Programme actuel de gestion des pneus hors d'usage a été mis sur pied en mai 2002, bien qu'il existe depuis 1993 des programmes d'aide au recyclage des pneus générés annuellement. Ce programme prend en charge gratuitement tous les pneus hors d'usage d'automobile et de camion provenant d'environ 10 000 établissements de vente de pneus, de recycleurs de pièces d'autos et de municipalités.
- Le 1^{er} octobre 1999, le gouvernement a mis en place un droit environnemental de trois dollars (avant taxes) par pneu, applicable à l'achat de pneus neufs. Ce droit permet de financer le *Programme* et de vider les lieux d'entreposage de pneus hors d'usage. La récupération étant entièrement financée par le droit de 3 \$, les détaillants, par leur inscription au *Programme*, s'engagent à ne réclamer aucun montant d'argent pour les vieux pneus que rapportent les consommateurs québécois.
- Le *Programme de gestion intégrée des pneus hors d'usage 2002-2008* a permis de récupérer environ 7,5 millions d'épa pour l'année civile 2007. De tous ces pneus, 95,5 % ont été recyclés et 4,5 % ont été destinés à la valorisation énergétique. Il y a présentement plus d'une quinzaine d'entreprises de remoulage, recyclage ou valorisation accréditées par RECYC-QUÉBEC réparties sur le territoire québécois qui créent plus de 500 emplois directs. Le transport de ces pneus crée de son côté plus de 100 emplois directs.
- Depuis 1993, plus de 70 millions de pneus du flux courant (c'est-à-dire pneus d'autos, de camions et camionnettes générés annuellement) ont été traités, transformés ou valorisés. Depuis l'année 2001-2002, l'objectif de la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008* de récupérer 85 % des pneus hors d'usage générés annuellement a été atteint, six ans avant l'échéance de 2008.

BILAN DU PROGRAMME DE VIDAGE DES LIEUX D'ENTREPOSAGE DES PNEUS HORS D'USAGE AU QUÉBEC 2001-2008

- Le *Programme de vidage des lieux d'entreposage des pneus hors d'usage au Québec 2001-2008* a été lancé en août 2001. Son principal objectif consiste à vider les lieux d'entreposage de pneus hors d'usage au Québec d'ici le 31 décembre 2008, conformément au *Règlement sur l'entreposage des pneus hors d'usage*.
- Au 31 janvier 2008, plus de 33 millions d'épa (équivalent pneu automobile) ont été vidés un peu partout dans les sites répertoriés au Québec.
- RECYC-QUÉBEC a ainsi procédé au vidage de 710 petits lieux d'entreposage sur un total de 749 répertoriés à ce jour.
- Neuf des douze gros sites ont été vidés complètement (un gros site se définit comme un site comportant plus de 50 000 pneus). Il s'agit des sites de Pintendre, Caoutech, Stoke, Sainte-Foy, Granby, Portneuf, St-Edmond de Grantham, St-Gilles de Lotbinière et St-Chrysostome.
- Il reste trois sites importants à vider. Les deux plus gros lieux d'entreposage sont situés en Montérégie. Il s'agit de Dépôt de pneus Franklin (plus de 12,2 millions de pneus vidés), Dépôt de pneus Gagnier (plus de 7,5 millions de pneus vidés). Le dernier est situé à Ste-Anne des Plaines (Laurentides) et devrait être vidé d'ici les prochains mois.

À ce jour, le coût global des opérations de vidage s'élève à près de 42 millions de dollars.

BILAN DU PROGRAMME DE RECONNAISSANCE ICI ON RECYCLE!

Le secteur industriel, commercial et institutionnel (ICI) est caractérisé par une variété d'établissements présentant des situations et des besoins différents. Ainsi, l'intervention pour y favoriser l'implantation d'une gestion responsable des matières résiduelles, conformément à la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008*, pose tout un défi. Le dernier Bilan sur la gestion des matières résiduelles, qui couvrait l'année 2006, indique que ce secteur a obtenu une performance de 49 % au regard de son taux de récupération alors que l'objectif de la Politique vise un taux de récupération de 80 %.

Considérant l'absence d'un encadrement réglementaire obligeant à la mise en valeur des matières résiduelles dans les ICI, les actions entreprises jusqu'à maintenant par ceux-ci relèvent principalement du volontariat des dirigeants d'entreprises ou d'établissements.

Depuis plusieurs années, RECYC-QUÉBEC travaille en s'impliquant activement dans ce secteur. Cela lui a permis de tisser des liens avec des entreprises, des regroupements d'entreprises, des associations sectorielles et régionales et de développer une expertise dans ce secteur. Plusieurs études et projets ont été réalisés dans divers domaines d'activités et un programme d'attestation nommé ICI ON RECYCLE! a été mis en place en 2003 afin de reconnaître les établissements performants au plan de leur gestion des matières résiduelles.

Ainsi, le programme de reconnaissance gouvernemental ICI ON RECYCLE!, géré par RECYC-QUÉBEC, s'adresse à l'ensemble des établissements industriels, commerciaux et institutionnels du Québec. Il a pour objectif général de reconnaître les efforts des ICI en matière de réduction, de réemploi, de recyclage et de valorisation (3RV) des matières résiduelles. Du même coup, il doit susciter l'implantation de mesures de gestion des matières résiduelles dans les ICI vers l'atteinte des objectifs de la *Politique québécoise*, et créer un effet d'entraînement entre les établissements.

À la suite d'un exercice d'évaluation, le programme ICI ON RECYCLE! a subi quelques transformations afin, entre autres, de permettre à un plus grand nombre d'ICI de pouvoir y adhérer. Essentiellement, le programme a été simplifié et on y a introduit deux niveaux en amont de l'attestation existante.

Maintenant, le programme comporte trois niveaux de reconnaissance : le Niveau 1 « Engagement », le Niveau 2 « Mise en œuvre » et le Niveau 3 « Performance ». L'esprit demeure le même, mais les exigences et la visibilité associées à chaque niveau varient du niveau le moins exigeant au niveau le plus exigeant.

L'utilisateur a maintenant différents choix afin d'accéder au programme ICI ON RECYCLE! :

- Niveau 1 – Engagement : l'objectif de ce niveau est d'amener les ICI à s'engager à prendre connaissance de la Politique et à mettre en place des mesures de 3RV dans leurs établissements. Les ICI participants pourront afficher leur « **Déclaration d'engagement** ».
- Niveau 2 - Mise en œuvre : ce niveau vise à reconnaître les efforts des ICI dans la mise en place de mesures 3RV et à les guider dans l'optimisation de leur performance. Un « **Certificat de reconnaissance** » témoignera des efforts mis en place dans leurs établissements.
- Niveau 3 - Performance : comme auparavant, « l'**Attestation de performance** » vise à reconnaître les ICI ayant atteint de hautes performances de mise en valeur des matières résiduelles. Les mesures en amont de la récupération, à savoir la réduction et le réemploi, seront toujours prises en compte. Une remise annuelle des attestations est prévue. De plus, en fonction de l'intérêt pour le programme, il sera possible de faire des remises régionales. L'attestation est valide pour une période de 3 ans.

Le 6 avril 2008

Luc Morneau

Numéro de téléphone (514.352.5002, poste2289)

Page 1 de 11

La mise en œuvre et la gestion de ce programme de reconnaissance ont en outre permis à RECYC-QUÉBEC de s'impliquer plus concrètement auprès des ICI afin de les soutenir dans leur démarche environnementale à l'égard de leurs matières résiduelles. Elles ont également permis à la société d'État de tisser des liens de nature partenariale avec plusieurs associations sectorielles et régionales désireuses de favoriser l'émergence et la consolidation de pratiques plus respectueuses de l'environnement au sein de leur membership. La nouvelle formule du Programme ICI ON RECYCLE! semble répondre à un besoin car, en plus des 54 établissements provenant de différents secteurs d'activités ayant obtenu une « Attestation de performance » sous l'ancienne formule, 94 nouveaux établissements se sont inscrits en date du 3 mars 2008, soit 68 au Niveau 1 « Engagement » et 26 au Niveau 2 « Mise en œuvre ».

Lors du lancement de cette nouvelle version du Programme, plusieurs entreprises et institutions ont voulu s'y associer en s'engageant concrètement à le diffuser dans leur réseau. Plus précisément, ces ICI se sont engagés à :

- promouvoir le programme ICI ON RECYCLE! à leur siège social, dans leurs établissements et auprès des franchisés ;
- cibler annuellement des objectifs à atteindre en fonction des trois niveaux du programme ICI ON RECYCLE! et en faire part à RECYC-QUÉBEC ;
- communiquer cet engagement aux employés et à la clientèle.

Les industries, les commerces et les institutions engagés dans cette démarche sont : Cascades, METRO INC., Provigo membre du groupe Loblaw, Sobeys – IGA, Alcoa Canada, le Mouvement des caisses Desjardins, la Commission scolaire de Montréal, l'Université du Québec à Montréal et l'Université de Sherbrooke. Pour faire suite à l'implication de ces divers ICI, RECYC-QUÉBEC compte signer une entente avec eux pour qu'ils élaborent un plan d'action annuel qui indique clairement le nombre d'établissements qu'ils mèneront à l'Engagement, à la Mise en œuvre ou à la Performance. En parallèle, RECYC-QUÉBEC travaille à l'élaboration de plans d'action sectoriels afin de mieux cibler ses interventions. Ces plans d'action intégreront les différents plans d'action des entreprises et institutions ci-haut mentionnées.

Le programme ICI ON RECYCLE n'est qu'un des moyens privilégiés par RECYC-QUÉBEC pour inciter les ICI à mieux gérer leurs matières résiduelles. La mission de la Société étant de «promouvoir, favoriser et développer» des activités de 3RV ; on constate que l'approche privilégiée en est une de partenariat avec le milieu et de démonstration de la faisabilité technique et économique du message environnemental au moyen de projets-pilotes «vitrinables» et de cas de réussite, par exemple. Une autre forme de l'activité de RECYC-QUÉBEC auprès des associations sectorielles réside dans une implication concrète et ponctuelle de la Société pour la mise en place de programmes de certification environnementale autogérés par le milieu, comme c'est le cas avec le programme VISEZ VERT de BOMA Québec à l'intention des propriétaires et des gestionnaires immobiliers.

Afin de favoriser une diffusion régionale du message environnemental, RECYC-QUÉBEC s'est associée aux Conseils régionaux en environnement (CRE) afin d'établir un partenariat ayant pour but de favoriser des activités régionales visant une gestion responsable des matières résiduelles dans les industries, les commerces et les institutions (ICI). RECYC-QUÉBEC verse une aide financière d'une somme maximale de 10 000 \$ à chacun des 14 CRE qui ont accepté de participer au projet en fonction des activités réalisées. De plus le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ) obtiendra une aide financière de 10 000 \$ pour coordonner les activités de ses membres.

Pour ce qui est de la récupération dans les aires publiques, les hôtels, bars et restaurants, un organisme a été créé, en collaboration avec RECYC-QUÉBEC, la SAQ et d'autres partenaires du secteur privé ; il s'agit de la *Table pour la récupération hors foyer*. Cette Table a développé un programme incitatif (6 millions de dollars sur trois ans) à trois volets, en vue de favoriser la récupération des matières recyclables hors foyer. Le premier volet vise les aires publiques, le second les hôtels, bars et restaurants desservis par une collecte sélective municipale et le troisième les hôtels, bars et restaurants desservis par une collecte privée des matières résiduelles. Tenant compte du fait que les municipalités seront très impliquées dans

la mise en œuvre des actions de récupération, des ententes ont été signées avec l'Union des municipalités du Québec, la Fédération québécoise des municipalités et la Ville de Montréal.

Liste des établissements attestés 2003-2007

- 3RV Environnement inc.
- Alcoa - Aluminerie de Deschambault
- Alcoa - Usine de Tige de Bécancour
- Alcoa, Aluminerie de Baie-Comeau
- Aluminerie de Bécancour Inc.
- Armoires Cuisines Action
- Bombardier Aéronautique Usine de Dorval, Programmes Challenger
- Brossard
- Café Bistrot L'Ardoise
- Caisse populaire Desjardins Sieur-d'Iberville
- Carrefour 216-CFER du Saguenay
- Carrefour Financier Solidaire
- Cascades Inopak
- Cascades Récupération - établissement de Lachine
- Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue
- Cégep de St-Félicien
- Centre de santé et de services sociaux Haut-Richelieu-Rouville, site de l'Hôpital du Haut-Richelieu
- Centre québécois de développement durable
- Cirque du Soleil, Siège social international
- Collège de Rosemont
- Columbia Forest Products - Usine de Saint-Casimir
- Comité ZIP Alma-Jonquière
- Conseil Régional de l'Environnement de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine
- Coopérative de solidarité d'alimentation saine La Manne
- Corneau Cantin Chicoutimi Inc.
- Delta Sherbrooke - Hôtel et Centre des congrès
- Éco de la Pointe-aux-Prairies, Secteur Pointe-aux-Trembles
- GE Canada, Moteurs d'avions
- Hôtel de ville de Victoriaville
- Hôtel Ritz-Carlton Montréal
- Hôtellerie Jardins de Ville
- IBM Canada Ltée - Usine de Bromont
- IGA Extra Serge Fleurent
- Industrielle Alliance, Assurances et services financiers inc.
- Institut Philippe-Pinel de Montréal
- Komatsu International (Canada) Inc.
- Kruger Inc. - Emballages Krupack
- Les Impressions Soleil
- Les Industries Polykar Inc.
- L'Oréal Canada, usine de St-Laurent
- Marché Stéphane Beaulieu Inc.
- Marie-Claude Favreau pharmacienne propriétaire affiliée au réseau Jean Coutu
- Merck Frosst Canada Ltée
- METRO Sylvio Bouchard inc.
- Municipalité de Chelsea - Bibliothèque et bâtiment administratif
- NI Environnement
- Pharmacie Céline Plourde, affiliée à Uniprix
- Produits Chemcraft Inc.
- Produits de Marque Liberté Inc.
- Produits Johnson & Johnson Inc.
- Provigo inc., membre du groupe Loblaw; Centre de service aux magasins
- sanofi-aventis Canada Inc.
- Schering Canada inc.
- Université Concordia

**Liste des établissements reconnus aux niveaux 1
du programme ICI ON RECYCLE! depuis décembre 2007**

Niveau I	Secteur d'activité	Ville	Région
Caisse populaire Desjardins de Montréal-Nord	Finances et assurances	Montréal-Nord	Montréal
CimTech Inc.	Services professionnels, scientifiques et techniques	Granby	Montérégie
Commission Scolaire des Samares	Service d'enseignement	Saint-Félix-de-Valois	Lanaudière
Conseil régional de l'environnement de Lanaudière	Autres services (réparation, serv. personnels, associations, organismes environnementaux ou sociaux)	Joliette	Lanaudière
Costco Wholesale - Anjou	Commerce au détail	Anjou	Montréal
Direction du Laboratoire des pollutions industrielles - Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	Services professionnels, scientifiques et techniques	Laval	Laval
Hatch	Services professionnels, scientifiques et techniques	Montréal	Montréal
Hôtel Levesque	Hébergement et services de restauration	Rivière-du-Loup	Bas St-Laurent
Les Contenants Durabac Inc.	Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	Granby	Montérégie
Lumec Inc.	Fabrication	Boisbriand	Laurentides
Marché Pierre Robitaille	Commerce au détail	Contrecoeur	Montérégie
MRC de Lac-Saint-Jean-Est	Administration publique	Alma	Saguenay-Lac-St-Jean
Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec	Autres services (réparation, serv. personnels, associations, organismes environnementaux ou sociaux)	Montréal	Montréal
SADC de la MRC de Maskinongé	Administration publique	Louiseville	Mauricie
Société de l'assurance automobile du Québec, Centre de Services de Saint-Jérôme	Administration publique	Saint-Jérôme	Laurentides
Comité Régional des Assistés Sociaux de Lanaudière	Autres services (réparation, serv. personnels, associations, organismes environnementaux ou sociaux)	Joliette	Lanaudière
Musée de la Gaspésie	Arts, spectacles et loisirs	Gaspé	Gaspésie-les-de-la-Madeleine
HEC Montréal	Service d'enseignement	Montréal	Montréal

Niveau I	Secteur d'activité	Ville	Région
Akzo Nobel Peintures Ltée	Fabrication	Saint-Jérôme	Laurentides
Cuisine Idéale	Fabrication	Sherbrooke	Estrie
Centre culturel de Joliette	Arts, spectacles et loisirs	Joliette	Lanaudière
Radio Nord-Joli inc.; CFNJ fm	Industrie de l'information et industrie culturelle	Saint-Gabriel-de-Brandon	Lanaudière
Coopérative de radiodiffusion MF103,5 de Lanaudière	Industrie de l'information et industrie culturelle	Joliette	Lanaudière
COSE Lanaudière	Autres services (réparation, serv. personnels, associations, organismes environnementaux ou sociaux)	Joliette	Lanaudière
École secondaire Le Tremplin	Service d'enseignement	Malartic	Abitibi-Témiscamingue
Les cuisines Gaspésiennes Ltée	Fabrication	Matane	Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine
Meubles Denis Riel	Commerce au détail	Farnham	Montréal
Costco Wholesale - Chicoutimi	Commerce au détail	Chicoutimi	Saguenay - Lac-Saint-Jean
Costco Wholesale - Trois-Rivières	Commerce au détail	Trois-Rivières	Mauricie
Costco Wholesale - Saint-Jérôme	Commerce au détail	Saint-Jérôme	Laurentides
Costco Wholesale - Sainte-Foy	Commerce au détail	Sainte-Foy	Capitale-Nationale
Costco Wholesale - Laval	Commerce au détail	Laval	Laval
Costco Wholesale - Candiac	Commerce au détail	Candiac	Montréal
Costco Wholesale - Boucherville	Commerce au détail	Boucherville	Montréal
Costco Wholesale - Gatineau	Commerce au détail	Gatineau	Outaouais
Costco Wholesale - Saint-Hubert	Commerce au détail	Saint-Hubert	Montréal
Centre de santé et de services sociaux d'Ahuntsic et de Montréal-Nord	Soins de santé et assistance sociale	Montréal	Montréal
Costco Wholesale - Montréal	Commerce au détail	Montréal	Montréal
Costco Wholesale - Québec	Commerce au détail	Québec	Capitale-Nationale
Costco Wholesale - Marché Central	Commerce au détail	Montréal	Montréal
Les Industries de la Rive Sud Ltée	Fabrication	Sainte-Croix	Chaudière-Appalaches
Costco Wholesale -Sherbrooke	Commerce au détail	Sherbrooke	Estrie
Mont Édouard	Arts, spectacles et loisirs	Anse-Saint-Jean	Saguenay - Lac-Saint-Jean
SADC Matawinie	Services administratifs, services de soutien, service de gestion des matières résiduelles et	Saint-Alphonse-Rodriguez	Lanaudière

Le 6 avril 2008

Luc Morneau

Numéro de téléphone (514.352.5002, poste2289)

Page 5 de 11

Niveau I	Secteur d'activité	Ville	Région
	service d'assainissement		
Costco Wholesale - Boisbriand	Commerce de détail	Boisbriand	Laurentides
Costco Wholesale - Terrebonne	Commerce de détail	Terrebonne	Lanaudière
Costco Wholesale - Brossard	Commerce de détail	Brossard	Montréal
Culture Lanaudière	Arts, spectacles et loisirs	Joliette	Lanaudière
Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc. - Siège social	Commerce de détail	Longueuil	Montréal
Conseil régional de l'environnement et du développement durable du Saguenay-Lac-Saint-Jean	Autres services (réparation, serv. personnels, associations, organismes environnementaux ou sociaux)	Alma	Saguenay - Lac-Saint-Jean
Supermarché GP de Mont-Joli	Commerce de détail	Mont-Joli	Bas-Saint-Laurent
Cascades Groupe Tissu inc. - Kingsey Falls	Fabrication	Kingsey Falls	Centre-du-Québec
École polyvalente Jonquière	Services d'enseignement	Jonquière	Saguenay - Lac-Saint-Jean
Restaurant La Popessa	Hébergement et service de restauration	Montréal	Montréal
Restaurant Tomate Basilic	Hébergement et service de restauration	Montréal	Montréal
Les Savons Evy	Commerce de gros	Montréal	Montréal
Marché R. Dubé Itée.	Commerce de détail	Alma	Saguenay - Lac-Saint-Jean
CSSS de Lac-Saint-Jean-Est - Hôpital d'Alma	Soins de santé et assistance sociale	Alma	Saguenay - Lac-Saint-Jean
Mairie de Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	Administrations publiques	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	Capitale-Nationale
CSSS de Lac-Saint-Jean-Est - CLSC Secteur-Sud	Soins de santé et assistance sociale	Métabetchouan-Lac-à-la-Croix	Saguenay - Lac-Saint-Jean
CSSS de Lac-Saint-Jean-Est - CLSC Secteur-Nord	Soins de santé et assistance sociale	L'Ascension	Saguenay - Lac-Saint-Jean
CSSS de Lac-Saint-Jean-Est - CLSC Secteur-Centre	Soins de santé et assistance sociale	Alma	Saguenay - Lac-Saint-Jean
CSSS de Lac-Saint-Jean-Est - Centre d'hébergement de Métabetchouan-Lac-à-la-Croix	Soins de santé et assistance sociale	Métabetchouan-Lac-à-la-Croix	Saguenay - Lac-Saint-Jean
CSSS de Lac-Saint-Jean-Est - Centre d'hébergement Le normandie	Soins de santé et assistance sociale	Alma	Saguenay - Lac-Saint-Jean
CSSS de Lac-Saint-Jean-Est - Centre d'hébergement Isidore-Gauthier	Soins de santé et assistance sociale	Alma	Saguenay - Lac-Saint-Jean
Sobeys Québec inc. - Siège social et Centre de distribution Montréal-Nord	Commerce de détail	Montréal-Nord	Montréal
Vêtements Peerless inc.	Fabrication	Montréal	Montréal

Niveau I	Secteur d'activité	Ville	Région
Comité Régional des Assistés Sociaux de Lanaudière	Autres services (réparation, serv. personnels, associations, organismes environnementaux ou sociaux)	Joliette	Lanaudière
Musée de la Gaspésie	Arts, spectacles et loisirs	Gaspé	Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine
HEC Montréal	Service d'enseignement	Montréal	Montréal
Akzo Nobel Peintures Ltée	Fabrication	Saint-Jérôme	Laurentides
Cuisine Idéale	Fabrication	Sherbrooke	Estrie
Centre culturel de Joliette	Arts, spectacles et loisirs	Joliette	Lanaudière
Radio Nord-Joli inc.; CFNJ fm	Industrie de l'information et industrie culturelle	Saint-Gabriel-de-Brandon	Lanaudière
Coopérative de radiodiffusion MF103,5 de Lanaudière	Industrie de l'information et industrie culturelle	Joliette	Lanaudière
COSE Lanaudière	Autres services (réparation, serv. personnels, associations, organismes environnementaux ou sociaux)	Joliette	Lanaudière
École secondaire Le Tremplin	Service d'enseignement	Malartic	Abitibi-Témiscamingue
Les cuisines Gaspésiennes Ltée	Fabrication	Matane	Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine
Meubles Denis Riel	Commerce au détail	Farnham	Montréal
Costco Wholesale - Chicoutimi	Commerce au détail	Chicoutimi	Saguenay - Lac-Saint-Jean
Costco Wholesale - Trois-Rivières	Commerce au détail	Trois-Rivières	Mauricie
Costco Wholesale - Saint-Jérôme	Commerce au détail	Saint-Jérôme	Laurentides
Costco Wholesale - Sainte-Foy	Commerce au détail	Sainte-Foy	Capitale-Nationale
Costco Wholesale - Laval	Commerce au détail	Laval	Laval
Costco Wholesale - Candiac	Commerce au détail	Candiac	Montréal
Costco Wholesale - Boucherville	Commerce au détail	Boucherville	Montréal
Costco Wholesale - Gatineau	Commerce au détail	Gatineau	Outaouais
Costco Wholesale - Saint-Hubert	Commerce au détail	Saint-Hubert	Montréal
Centre de santé et de services sociaux d'Ahuntsic et de Montréal-Nord	Soins de santé et assistance sociale	Montréal	Montréal
Costco Wholesale - Montréal	Commerce au détail	Montréal	Montréal
Costco Wholesale - Québec	Commerce au détail	Québec	Capitale-Nationale

Niveau I	Secteur d'activité	Ville	Région
Costco Wholesale - Marché Central	Commerce au détail	Montréal	Montréal
Les Industries de la Rive Sud Ltée	Fabrication	Sainte-Croix	Chaudière-Appalaches
Costco Wholesale -Sherbrooke	Commerce au détail	Sherbrooke	Estrie
Mont Édouard	Arts, spectacles et loisirs	Anse-Saint-Jean	Saguenay - Lac-Saint-Jean
SADC Matawinie	Services administratifs, services de soutien, service de gestion des matières résiduelles et service d'assainissement	Saint-Alphonse-Rodriguez	Lanaudière
Costco Wholesale - Boisbriand	Commerce de détail	Boisbriand	Laurentides
Costco Wholesale - Terrebonne	Commerce de détail	Terrebonne	Lanaudière
Costco Wholesale - Brossard	Commerce de détail	Brossard	Montréal
Culture Lanaudière	Arts, spectacles et loisirs	Joliette	Lanaudière
Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc. - Siège social	Commerce de détail	Longueuil	Montréal
Conseil régional de l'environnement et du développement durable du Saguenay-Lac-Saint-Jean	Autres services (réparation, serv. personnels, associations, organismes environnementaux ou sociaux)	Alma	Saguenay - Lac-Saint-Jean
Supermarché GP de Mont-Joli	Commerce de détail	Mont-Joli	Bas-Saint-Laurent
Cascades Groupe Tissu inc. - Kingsey Falls	Fabrication	Kingsey Falls	Centre-du-Québec
École polyvalente Jonquière	Services d'enseignement	Jonquière	Saguenay - Lac-Saint-Jean
Restaurant La Popessa	Hébergement et service de restauration	Montréal	Montréal
Restaurant Tomate Basilic	Hébergement et service de restauration	Montréal	Montréal
Les Savons Evy	Commerce de gros	Montréal	Montréal
Marché R. Dubé Ltée.	Commerce de détail	Alma	Saguenay - Lac-Saint-Jean
CSSS de Lac-Saint-Jean-Est - Hôpital d'Alma	Soins de santé et assistance sociale	Alma	Saguenay - Lac-Saint-Jean
Mairie de Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	Administrations publiques	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	Capitale-Nationale
CSSS de Lac-Saint-Jean-Est - CLSC Secteur-Sud	Soins de santé et assistance sociale	Métabetchouan-Lac-à-la-Croix	Saguenay - Lac-Saint-Jean
CSSS de Lac-Saint-Jean-Est - CLSC Secteur-Nord	Soins de santé et assistance sociale	L'Ascension	Saguenay - Lac-Saint-Jean
CSSS de Lac-Saint-Jean-Est - CLSC Secteur-Centre	Soins de santé et assistance sociale	Alma	Saguenay - Lac-Saint-Jean
CSSS de Lac-Saint-Jean-Est - Centre d'hébergement de Métabetchouan-Lac-à-la-Croix	Soins de santé et assistance sociale	Métabetchouan-Lac-à-la-Croix	Saguenay - Lac-Saint-Jean

Le 6 avril 2008

Luc Morneau

Numéro de téléphone (514.352.5002, poste2289)

Page 8 de 11

Niveau I	Secteur d'activité	Ville	Région
CSSS de Lac-Saint-Jean-Est – Centre d'hébergement Le normandie	Soins de santé et assistance sociale	Alma	Saguenay - Lac-Saint-Jean
CSSS de Lac-Saint-Jean-Est – Centre d'hébergement Isidore- Gauthier	Soins de santé et assistance sociale	Alma	Saguenay - Lac-Saint-Jean
Sobeys Québec inc. - Siège social et Centre de distribution Montréal-Nord	Commerce de détail	Montréal- Nord	Montréal
Vêtements Peerless inc.	Fabrication	Montréal	Montréal

**Liste des établissements reconnus aux niveaux 2
du programme ICI ON RECYCLE! depuis décembre 2007**

Niveau 2	Secteur	Ville	Région
Carrefour Rimouski	Commerce au détail	Rimouski	Bas-St-Laurent
Centre d'études collégiales Baie des chaleurs	Service d'enseignement	Carleton	Gaspésie- Îles-de-la- Madeleine
HÉMA-QUÉBEC - Québec	Administration publique	Québec	Québec
HÉMA-QUÉBEC - Montréal	Administration publique	Saint- Laurent	Montréal
Laurier Québec	Commerce au détail	Québec	Québec
Les éditions Mer et Monde	Services professionnels, scientifiques et techniques	Bonaventure	Gaspésie- Îles-de-la- Madeleine
Marché L. Viens Métro	Commerce au détail	Carleton	Gaspésie- Îles-de-la- Madeleine
Promenades St-Bruno	Commerce au détail	Saint-Bruno- de- Montarville	Montréal
Centre Local de Développement de la MRC de Bonaventure	Services administratifs, services de soutien, service de gestion des matières résiduelles et service d'assainissement	New Carlisle	Gaspésie- Îles-de-la- Madeleine
Hôtel de ville de Matane	Administration publique	Matane	Bas-Saint- Laurent
Collège Durocher Saint Lambert - Pavillon Durocher	Service d'enseignement	Saint- Lambert	Montréal
Collège Régina Assumpta	Service d'enseignement	Montréal	Montréal
BFI Canada	Services administratifs, services de soutien, service de gestion des matières résiduelles et service d'assainissement	Boisbriand	Laurentides
Banque du Canada - Centre des opérations - Agence de Montréal	Finance et assurances	Verdun	Montréal
Université du Québec à Trois- Rivières	Services d'enseignement	Trois- Rivières	Mauricie
Carrefour Jeunesse-emploi Avignon-Bonaventure	Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	Bonaventure	Gaspésie- Îles-de-la- Madeleine
Supermarché Boucher inc. (Saint-Jean-de-Matha)	Commerce de détail	Saint-Jean- de-Matha	Lanaudière
Supermarché Boucher inc. (Saint-Donat)	Commerce de détail	Saint-Donat	Lanaudière
Supermarché Boucher inc. (Rawdon)	Commerce de détail	Rawdon	Lanaudière
Metro Ronald Boucher et Fils inc.	Commerce de détail	Sainte- Mélanie	Lanaudière
Un Monde à Vie	Commerce de détail	Mascouche	Lanaudière
Biodôme de Montréal	Arts, spectacles et loisirs	Montréal	Montréal

Niveau 2	Secteur	Ville	Région
METRO Plus Labonté	Commerce de détail	Sainte-Marie	Chaudière-Appalaches
Supermarché Sainte-Croix inc.	Commerce de détail	Sainte-Croix	Chaudière-Appalaches
Ultramar Itée, Raffinerie Jean-Gaulin de Lévis	Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	Lévis	Chaudière-Appalaches
Marché G. Cardinal inc.	Commerce de détail	Sainte-Catherine	Montréal

BILAN DU PROGRAMME ÉTABLISSEMENTS VERTS BRUNDTLAND

Projet	Mouvement des Établissements verts Brundtland (EVB)
Promoteur	Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
Montant investi	225 000 \$ sur trois ans, soit : <ul style="list-style-type: none"> • 75 000 \$ en 2006-2007 • 75 000 \$ en 2007-2008 • 75 000 \$ en 2008-2009 •
Objectifs visés	<p>Objectif principal :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutenir la mission éducative de RECYC-QUÉBEC dans le contexte de l'atteinte des objectifs prévus à la <i>Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008</i> <p>Objectifs spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Consolider, développer et organiser le mouvement EVB • Soutenir des projets spécifiques liés aux enjeux prioritaires de RECYC-QUÉBEC • Former les membres de la CSQ à la gestion responsable des matières résiduelles en milieu scolaire • Intégrer les enjeux liés aux 3RV aux opérations éducatives et aux projets des EVB • Développer et faire la promotion du site Internet ÉAV-ÉVB • Reconnaître et valoriser les EVB
Mécanismes de contrôle	<p>Remise d'un plan d'action annuel avant le 31 mars de chaque année</p> <p>Remise d'un rapport d'activités le 30 novembre de chaque année, incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la présentation des réalisations • le matériel d'information, didactique et promotionnel produit et utilisé • les résultats obtenus en terme qualitatif et quantitatif <p>Remise d'un rapport annuel d'activités le 31 mars de chaque année, incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la présentation des réalisations, des coûts associés, des partenaires associés et de leur contribution • la liste des membres du Réseau EVB et des chargés de projet • la liste des partenaires • les outils d'évaluation utilisés • la revue de presse • des photographies et autre matériel imprimé ou audiovisuel pertinents, le cas échéant • le nom des établissements ayant effectué des progrès en regard de la gestion des matières résiduelles et les projets mis en œuvre à cet égard

<p>Résultats atteints</p>	<p>Informations contenues dans le rapport d'activités couvrant la période du 31 mars au 30 novembre 2007 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des systèmes de récupération multimatière ont été implantés dans les bureaux de la CSQ à Québec et à Montréal. • Depuis l'année 2003-2004, les écoles membres du mouvement EVB ont réalisé 18 476 gestes liés à l'écologie, dont 5 596 gestes qui relèvent des 3RV. • Lors de la session nationale tenue le 17 mai 2007, le programme VERRR 2008 a été présenté. • RECYC-QUÉBEC a participé à la 4^e édition du Carrefour de la citoyenneté responsable les 17 et 18 mai à Québec, par la tenue d'un kiosque auquel ont participé des jeunes ayant réalisé dans leur milieu un projet lié à la gestion responsable des matières résiduelles. • Lors de la session nationale des 10 et 11 octobre, RECYC-QUÉBEC a présenté les activités qui se dérouleront durant la <i>Semaine québécoise de réduction des déchets</i>, ainsi que la campagne <i>Votre voix écolo</i>. • L'AQPERE est aussi venu présenter une étude réalisée conjointement avec RECYC-QUÉBEC sur les facteurs de succès à l'intégration de l'environnement dans les écoles. • La version bilingue de la trousse <i>S'investir dans nos communautés... en citoyens du monde</i>, parrainée par la Fédération canadienne des enseignantes et enseignants, a été publiée et une formation à cette trousse a été donnée aux responsables syndicaux de la FCE. • Le nombre d'établissements reconnus verts Brundtland s'élevait à 1 154 en novembre 2007, soit 39 de plus qu'au 31 mars 2007. <p>Informations contenues dans le rapport annuel d'activités réalisées entre le 1^{er} avril 2006 et le 31 mars 2007 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Près de 300 personnes ont participé au Carrefour de la citoyenneté responsable (17 et 18 mai 2006 à Montréal). RECYC-QUÉBEC a tenu un stand d'information, en plus d'animer un atelier intitulé <i>La gestion des matières résiduelles : un moyen concret d'engagement pour les jeunes</i> (une quinzaine de personnes y ont assisté). • 132 personnes ont participé à la session nationale (5 et 6 octobre 2006 à Longueuil). RECYC-QUÉBEC a fait deux présentations à cette occasion : la première pour parler de la <i>Semaine québécoise de réduction des déchets</i> et la deuxième pour donner un exemple concret de projet d'engagement pour les jeunes, soit le <i>Défi de la boîte à lunch écologique</i>. • De ce nombre, on estime que 286 d'entre eux ont des projets liés aux 3 RV et que 22 établissements ont un plan de gestion des matières résiduelles. • 9 cégeps sont maintenant reconnus EVB et des discussions ont cours avec 2 autres. • Une première école du Nouveau-Québec, l'école Tukisiniarvik, a demandé le statut EVB et quatre nouvelles écoles anglophones se sont jointes au mouvement. • La CSQ a produit un nouveau bulletin électronique, <i>Info EVB</i>, qui sera diffusé deux fois par année auprès des responsables EVB.
---------------------------	--

BILAN DU PROGRAMME ÉCOLES MICRO-ENTREPRISES ENVIRONNEMENTALES

RECYC-QUÉBEC soutient les projets éducatifs menés par le Réseau des écoles entrepreneuriales et environnementales depuis la création de ce réseau, qui s'appelait jusqu'à tout récemment Réseau québécois des écoles micro-entreprises environnementales. Ce réseau origine d'une initiative de la société Alcan démarrée à l'école St-Pierre d'Alma, en 1989. En 1999, le Réseau, tel qu'il existe présentement, a été créé en partenariat avec la Fédération des commissions scolaires du Québec, Alcan, la Fondation de l'entrepreneurship, Cascades et RECYC-QUÉBEC.

Le Réseau vise à favoriser le développement des valeurs et attitudes entrepreneuriales et environnementales chez les jeunes des écoles primaires du Québec.

Le Réseau compte aujourd'hui 65 écoles réparties dans plus de 30 commissions scolaires et présents dans 16 des 17 régions administratives du Québec. Depuis 2004, le Réseau s'est fixé comme objectif d'ajouter quelque 10 nouvelles écoles par année.

Cet objectif a été atteint et voire même dépassé certaines années. Le colloque annuel du Réseau accueille de plus en plus de participants. Au colloque, tenu cette année les 3 et 4 avril dernier à Québec, une trentaine d'écoles, soit 235 personnes dont quelque 110 jeunes, ont participé. Le taux de participation au colloque annuel est en augmentation constante. Le colloque annuel du printemps est une bonne occasion de mesurer l'engagement des jeunes, notamment dans le cadre du Salon du troc où les jeunes présentent leurs projets et leurs réalisations. C'est aussi l'occasion pour les participants au Salon de s'inspirer les uns et les autres à partir des projets variés qui sont présentés et de découvrir de nouvelles approches pédagogiques.

Le Réseau organise également annuellement une rencontre des directions d'école dans une perspective de formation continue. En novembre 2007, près de 30 directeurs et directrices d'écoles ont participé.

Le budget annuel de fonctionnement du Réseau est de l'ordre de 250 000 \$. Chaque nouvelle école reçoit 3 500 \$ pour le démarrage; par la suite, les nouvelles écoles reçoivent une journée de formation donnée par le Réseau. De plus, 50 % des sommes qu'elles investissent en formation continue jusqu'à concurrence de 500 \$ par année leur sont remboursées.

Le Réseau constitue un bel exemple de partenariat public-privé. La contribution des partenaires du Réseau se définit comme suit : Alcan (50 000 \$/an); Cascades (20 000 \$ /an); Fondation de l'entrepreneurship (en services); Défi entrepreneuriat jeunesse, de 2004 à 2006 (470 000 \$ dont 300 000 \$ pour le primaire et 170 000 \$ pour des modules de formation au secondaire) et pour les années suivantes jusqu'en 2009, 310 000 \$ de plus. Depuis la création du Réseau, RECYC-QUÉBEC a investi quelque 125 000 \$ dans le développement du Réseau. Plus spécifiquement, depuis 1999, RECYC-QUÉBEC contribue au financement de la participation des jeunes au colloque annuel de formation et d'échanges du Réseau, à hauteur de 6 000 \$ par année.

En 2008-2009, le Réseau compte poursuivre son développement par l'accueil de 12 nouvelles écoles, ce qui portera le nombre total à 80. De plus, le Réseau compte poursuivre la formation continue destinée aux leaders associés aux directions d'école. Cette formation consiste à permettre à des enseignants désignés par leur direction respective à développer leur compétence dans le contexte d'un leadership pédagogique partagé pour l'implantation d'une culture entrepreneuriale et environnementale à l'école. Comme par le passé, le Réseau poursuivra également le développement de son site Internet et de la communauté virtuelle qu'il offre au moyen d'un site Extranet. Ce sont deux outils de réseautage et de partage des bonnes pratiques pédagogiques.

BILAN DU PROGRAMME LES PHÉNIX DE L'ENVIRONNEMENT

Les Phénix de l'environnement est sans contredit le concours le plus prestigieux en environnement au Québec. La société RECYC-QUÉBEC est associée à la réalisation du concours depuis maintenant dix ans et contribue bon an, mal an avec un montant de 20 000 \$. Cette activité annuelle met en lumière les actions visant la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles du Québec ainsi que le maintien de la qualité de vie de la population québécoise. Il est issu d'un partenariat public-privé qui, en 2007-2008, réunissait le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, la société d'État RECYC-QUÉBEC et l'organisme Collecte sélective Québec avec la collaboration de la Fondation québécoise en environnement. Le commanditaire principal du concours est la Société des alcools du Québec (SAQ).

De 1998 à 2006, le concours Les Phénix de l'environnement donnait lieu au printemps de chaque année à l'organisation d'un gala qui se déroulait en alternance entre Montréal et Québec et au cours duquel ministres et représentants des principaux commanditaires présentaient devant un auditoire issu du milieu de l'environnement, les lauréats des différentes catégories :

- Protection, restauration ou mise en valeur des milieux naturels et de la biodiversité
- Gestion des matières résiduelles
- Éducation et sensibilisation
- Recherche et développement
- Réalisation-Jeunesse
- Développement durable.

Faisant partie intégrante de l'événement, le Cercle des Phénix est une distinction honorifique décernée à des personnalités reconnues pour leur contribution remarquable à la cause environnementale du Québec. L'annonce des nouveaux arrivants au sein du Cercle des Phénix se fait à l'occasion du gala lequel fut remplacé en 2007 par une cérémonie protocolaire à l'Assemblée nationale. En 2007, deux nouvelles personnalités, MM. Hubert Reeves et Frédérik Bach, ont fait leur entrée dans le prestigieux Cercle des Phénix qui compte à ce jour 33 membres.

À l'occasion du 10^{ième} anniversaire du concours Les Phénix de l'environnement, le traditionnel gala a fait place à une cérémonie protocolaire qui a eu lieu à l'Assemblée nationale, laquelle fut présidée par la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Mme Line Beauchamp. Cette cérémonie honorifique s'est déroulée en présence du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, monsieur Raymond Bachand, des membres du Cercle des Phénix, des lauréats, des finalistes et de leurs invités, ainsi que des représentants des partenaires et des commanditaires du concours. En plus de la remise des 14 prix Phénix, la ministre Beauchamp a dévoilé une mosaïque qui présentait l'ensemble des membres du Cercle des Phénix, incluant les deux nouvelles personnalités sélectionnées. La cérémonie était diffusée sur le canal parlementaire permettant au concours de rayonner dans la communauté québécoise.

Le lancement du concours de même que l'annonce des lauréats des prix Phénix et des nouveaux membres du Cercle des Phénix font toujours l'objet d'un communiqué de presse.

Le 7 avril 2008
 Suzane Chaloult
 643-0394, poste 3243
 Page 1 de 1

BILAN DE LA TABLE DE CONCERTATION SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES VÉHICULES ROUTIERS

La Table de concertation sur l'environnement et les véhicules routiers a été mise sur pied le 14 mai 2002. Cette Table succède à la Table de concertation sur les pneus hors d'usage. Depuis sa création, la Table a mis sur pied sept comités, un comité sur les halocarbures, un comité sur l'entretien automobile, un comité sur les véhicules hors d'usage, un comité sur la carrosserie, un comité ad hoc sur le suivi des ventes de véhicules automobiles et camions légers de plus de 8 ans, un comité sur le réemploi de pièces automobiles et un comité éco-incitatif.

La Table de concertation sur l'environnement et les véhicules routiers s'est donné la mission suivante :

« Favoriser, par la concertation des intervenants du secteur, la recherche de solutions aux problématiques environnementales engendrées ou causées par les véhicules routiers. ».

Les membres de la Table représentent des organisations dans le domaine de l'automobile. La Table permet les échanges d'information et de discussion, chaque membre relayant à leur organisation respective l'information pertinente, permettant ainsi un rayonnement le plus large possible des échanges de la Table.

Tous les membres peuvent jouer un rôle plus actif dans certains dossiers où leur expertise est pertinente, que ce soit pour recueillir l'information ou pour créer et diriger des comités de travail sur certains items particuliers ou d'assurer un leadership au nom de la Table pour tous sujets jugés d'intérêt par la Table.

De façon générale, la Table est un réseau d'échanges d'information permettant aux membres d'être consultés sur certaines tendances, enjeux ou projets de législation et réglementation et de réagir. La Table assume également un leadership afin de donner certaines orientations et d'organiser les travaux et les activités en vue de l'atteinte de la mission.

La Table peut également réagir à certains projets et recommander toutes actions ou prises de position de la Table aux instances appropriées gouvernementales et autres.

Pour 2007-2008, la Table a poursuivi les actions entreprises auparavant, notamment avec le Programme d'attestation environnementale des ateliers automobiles et la mise en place d'un Programme de suivi des ventes de véhicules automobiles et camions légers de plus de 8 ans. Finalement, la Table a participé au programme de récupération du mercure dans le domaine des véhicules hors d'usage.

Finalement, le rôle de RECYC-QUÉBEC, outre sa participation à titre de membre de la Table, est d'assurer le suivi administratif et le secrétariat de la Table.

BILAN DE LA FILIÈRE - APPAREILS DE TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS (TIC)

RECYC-QUÉBEC s'appuie sur deux études menées par EnviroRIS Ltd. (2003)¹ pour estimer le flux d'appareils TIC consommés et générés au Québec.

Flux de résidus TIC québécois en 2006 (en tonnes métriques)

Vente	Génération	Réemploi	Entreposage	Recyclage	Élimination
39 161	41 609	22 636	5 150	3 048	34 912
		34 %	8 %	5 %	53%

Note : La somme des quantités réemployées, entreposées, recyclées et éliminées n'égale pas celle générée. Cela s'explique par le fait que le flux n'est pas linéaire. Par exemple, un ordinateur peut être entreposé et recyclé dans la même année.

Plusieurs facteurs – tels la présence de métaux lourds (ex. plomb, mercure, cadmium), l'augmentation constante des ventes (10 % par année), le décuplement des services technologiques offerts, la diminution de la durée de vie des produits (moyenne de 3,4 ans) et les dispositions hasardeuses (ex. exportation vers des pays en voie de développement) – ont stimulé le développement de programmes de récupération et de valorisation pour cette catégorie de matières résiduelles dans de nombreux pays, états américains ou provinces canadiennes.

Conformément aux principes de la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008*, l'élaboration d'un nouveau programme s'inscrit naturellement dans l'approche de la Responsabilité Élargie du Producteur (RÉP). Le gouvernement québécois est actuellement à préparer une réglementation cadre et se propose d'y inclure une annexe sur les résidus de produits TIC.

Pour documenter une gestion provinciale de cette filière, RECYC-QUÉBEC a constitué en 2003 une table de concertation avec une trentaine de représentants des secteurs industriels – fabrication, vente au détail, réemploi, recyclage et transformation – du milieu municipal et de ministères environnementaux.

Cette filière a servi à dégager des consensus autour de la composition d'un futur programme de récupération et de recyclage des résidus des produits de technologies de l'information et des communications (TIC), notamment sur les objectifs, la liste des produits, les qualifications des fournisseurs, la traçabilité des produits, les modalités de récupération et de recyclage, les phases éventuelles d'implantation, etc.

Suite à 28 rencontres de la filière et de ses comités, le rapport final a été adopté le 20 juin 2007. Ce rapport a été entériné par le conseil d'administration de RECYC-QUÉBEC le 19 juillet et par celui de l'Association de producteurs *Recyclage de produits électroniques Canada* (RPEC) au mois d'août 2007. Il a été rendu public à l'occasion de la tenue d'une conférence de presse le 17 mars 2008 et est disponible dans le site Internet de RECYC-QUÉBEC.

Le 14 avril 2008
Anne-Marie Doucet
((514) 352-5002, poste 2290)
Page 1 de 1

¹Ris International Ltd., Information Technology (IT) and Telecommunication Waste in Canada – 2003 update. RIS International Ltd, Five Winds International Ltd., Electro-Federation Canada Ltd., Baseline Study of End-of-Life Electrical and Electronic Equipment in Canada, 2003

BILAN DE LA FILIÈRE – COLLECTE SÉLECTIVE DANS LES RÉSIDENCES ET LES ICI

Au cours de la dernière année, la filière sur la collecte sélective des matières recyclables s'est réunie à trois reprises. Lors de ces rencontres, les participants ont pu échanger sur différents sujets dont le régime de compensation aux municipalités, l'étude sur les coûts nets de la collecte sélective, la caractérisation des matières résiduelles, ainsi que la campagne de sensibilisation sur la récupération. Ils ont également discuté des redevances à l'élimination, du diagnostic sur les centres de tri, du programme de certification des sacs en plastique compostables, de l'étude sur l'impact des sacs dégradables sur le recyclage des plastiques et des résultats de la Table de concertation sur les contenants à remplissage unique non consignés. De plus, le *Bilan 2006 de la gestion des matières résiduelles au Québec* fut présenté aux membres de la filière.

Les sujets qui seront abordés à la filière durant la prochaine année seront, notamment, la récupération hors foyer et le Portail de RECYC-QUÉBEC sur la gestion des matières résiduelles. De plus, le Diagnostic des centres de tri québécois sera présenté aux membres de la filière. La filière se penchera également sur l'aboutissement de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008 et elle émettra ses recommandations en prévision de la future politique.

Les organisations ou entreprises qui participent à cette filière sont :

- Association des détaillants en alimentation (ADA);
- Cascades inc.;
- Centre de tri Gaudreau;
- Conseil canadien des distributeurs en alimentation (CCDA);
- Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ);
- Conseil québécois du commerce de détail (CQCD);
- Éco Entreprises Québec (ÉEQ);
- Fédération québécoise des municipalités (FQM);
- Institut des plastiques et de l'environnement du Canada (IPEC);
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP);
- Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche (MDÉRR);
- Norme Internationale Environnement inc.;
- Plasdev International;
- Régie de récupération des Hautes-Laurentides;
- Services Matrec;
- Société des alcools du Québec (SAQ);
- Sonoco Canada Corporation;
- Union des municipalités du Québec (UMQ);
- Ville de Montréal.

Le 9 avril 2008

Louis Gagné

Numéro de téléphone (514-352-5002, poste 2264)

Page 1 de 1

BILAN DE LA FILIÈRE – MATIÈRES COMPOSTABLES

L'objectif de la filière est d'identifier et de développer des moyens favorisant la mise en valeur des matières organiques au Québec. En 2007, les membres de la filière sur les matières compostables se sont rencontrés à trois occasions. Les échanges ont porté essentiellement sur les défis de l'industrie du compostage au Québec (odeurs), la révision des actes statutaires du MDDEP et le développement des marchés pour le compost au Québec.

Les principales réalisations issues des travaux de la filière sur les matières compostables en 2007 sont les suivantes :

1. Questionnaire sur les matières organiques pour le Portail GMR municipal de RECYC-QUÉBEC.

Un comité, composé de représentantes de la Ville de Montréal, du MDDEP, de la firme Solinov et de RECYC-QUÉBEC, a été créé dans le but de réaliser un questionnaire qui servira à recueillir, par l'entremise du Portail GMR, les données et informations concernant les activités de gestion des matières organiques dans les municipalités. Le comité s'est rencontré à trois reprises en 2007. La version finale du questionnaire a été complétée au mois de février 2008.

2. Participation aux travaux de révision des actes statutaires du MDDEP.

Au cours de l'année 2007, les membres de la filière sur les matières compostables ont collaboré aux travaux de révision des « *Actes statutaires* » du MDDEP. Ces nouvelles lignes directrices pour l'encadrement des activités de compostage serviront à établir des exigences définies pour les nouveaux sites de compostage, ainsi que pour toute demande de modification d'un certificat d'autorisation pour les sites existants. Les nouveaux critères permettront, entre autres, de mieux encadrer les activités de compostage, particulièrement en ce qui a trait aux odeurs et à la gestion sur le site, afin de concilier les activités de compostage avec le milieu de vie des citoyens.

3. Outils promotionnels pour accroître le marché des composts dans le secteur de l'horticulture

Un comité a été créé afin de développer des outils promotionnels pour accroître le marché des composts dans le secteur de l'horticulture. Le comité, composé de représentants(es) du Conseil canadien du compostage (CCC), de la Fédération interdisciplinaire de l'horticulture ornementale du Québec (FIHOQ), de la Ville de Montréal et de RECYC-QUÉBEC, a tenu une première rencontre au mois de juin 2007. Les travaux de ce comité ont été suspendus jusqu'au printemps 2008 en raison des contraintes de temps des membres participants.

4. Outils de sensibilisation sur les matières organiques à l'intention des élus municipaux.

Un comité a été créé dans le but de développer des documents d'information vulgarisés sur la gestion des matières organiques à l'intention des élus municipaux. Le comité s'est rencontré à trois reprises en 2007 et 2008. Les organismes participants à ce comité sont : l'AOMGMR, le MDDEP, le MDEIE, la Ville de Montréal, l'UMQ, RECYC-QUÉBEC ainsi que les firmes Conporec, GSI Environnement, EBI Environnement et Solinov. À ce jour, les versions préliminaires des fiches sont complétées et le comité tiendra une prochaine rencontre avant la fin du mois d'avril 2008.

5. Révision de la norme CAN/BNQ 0413-400 Amendements organiques — Biosolides municipaux granulés par le Bureau de normalisation du Québec (BNQ)

La norme CAN/BNQ 0413-400 Amendements organiques — Biosolides municipaux granulés a été élaborée en 2002 avec l'aide, notamment, du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP), du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) et l'Union des producteurs agricoles (UPA). Elle spécifie les exigences de qualité pour l'épandage des biosolides municipaux granulés et permet, entre autres, de faciliter leur valorisation en assurant un degré de qualité. RECYC-QUÉBEC a collaboré financièrement aux travaux de révision de cette norme, réalisés au cours des années 2007 et 2008, pour un montant de 10 000 \$.

Le 9 avril 2008

Sophie Taillefer

Numéro de téléphone (514.352.5002, poste 2310)

Page 1 de 1

BILAN DE LA FILIÈRE – PRODUITS DE TEXTILE ET D'HABILLEMENT

Afin de rencontrer les objectifs de mise en valeur de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008, RECYC-QUÉBEC a mis sur pied une filière à l'automne 2003 visant d'une part à concerter les principaux acteurs de ce milieu et d'autre part à mettre en œuvre des actions concrètes afin de faire progresser la réduction, le réemploi et le recyclage des produits de textile et d'habillement.

La filière, constituée d'une vingtaine de membres de différents organismes, s'est dotée d'un plan d'action en septembre 2006. En plus de dresser un bilan quantitatif de la mise en valeur des textiles et de l'habillement, ce plan identifie les actions prioritaires retenues pour atteindre ou dépasser les objectifs fixés pour 2008.

Les membres de la filière sur les produits de textile et d'habillement ont tenu une rencontre le 7 juin 2007. Cette rencontre a permis de statuer sur le fait de déployer plus d'énergie sur la recherche de débouchés et de nouvelles applications pour la mise en valeur du textile. La proposition a donné lieu à la formation d'un comité restreint qui s'est réuni une première fois le 19 juin 2007 et qui visait les principaux recycleurs et récupérateurs afin de mieux arrimer leurs besoins respectifs.

Principales activités réalisées en fonction des priorités de la filière

- Conséquemment, la collaboration entre le ministère du développement économique de l'innovation et de l'exportation (MDEIE) se poursuit toujours dans le but de revoir la réglementation entourant les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés en faveur de l'usage de textile recyclé. Un projet de mémoire au conseil des ministres est préparé par le MDEIE et RECYC-QUÉBEC a contribué à sa réalisation.
- Également, une entente de partenariat entre RECYC-QUÉBEC et le Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ) vise le développement de nouveaux produits à partir de fibres de textile recyclées. Quelques entreprises sont impliquées par ce projet de recherche et développement.
- Une fiche d'information figure sur le site Internet de RECYC-QUÉBEC.

Organisations membres de la filière

Armée du Salut

Association des buanderies et lingers des affaires sociales du Québec (ABLASQ)

Atelier du Chômeur

Centre de récupération et de recyclage du textile (CERTEX)

Chantier de l'économie sociale

Compagnie internationale de recyclage des textiles inc.

Coderr-02

Consoltex inc.

Fédération québécoise des municipalités (FQM)

Fibres Leigh inc.

Fondation québécoise de la déficience intellectuelle

Groupe CTT - Centre de technologies textiles et géosynthétiques

Institut canadien des textiles

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation

Préventex

RECYC-QUÉBEC

Renaissance Montréal

Société Saint-Vincent de Paul de Montréal

Union des municipalités du Québec (UMQ)

Université de Montréal, faculté de l'aménagement

Village des valeurs

Ville de Montréal

Le plan d'action de la filière ainsi que la liste des membres et les compte rendus des rencontres sont disponibles en ligne sur le site de RECYC-QUÉBEC à l'adresse suivante : http://www.recyq-quebec.gouv.qc.ca/client/fr/programmes-services/Filiere_Textiles.asp

Le 6 avril 2008

Guy Tremblay

Numéro de téléphone (418-643-0394, poste 3237)

Page 1 de 1

BILAN DE L'INACTIVITÉ DE CES TABLES ET FILIÈRES :

- A) TABLE DE CONCERTATION DU SECTEUR MUNICIPAL
- B) TABLE DE CONCERTATION DU SECTEUR INDUSTRIEL, COMMERCIAL ET INSTITUTIONNEL
- C) TABLE DE CONCERTATION DU SECTEUR GOUVERNEMENTAL
- D) TABLE DE CONCERTATION SUR LA SOCIÉTÉ CIVILE, L'ÉCONOMIE SOCIALE ET L'ÉDUCATION
- E) FILIÈRE SUR LES RÉSIDUS DE CONSTRUCTION, RÉNOVATION ET DÉMOLITION (CRD)
- F) FILIÈRE SUR LES MEUBLES REMBOURRÉS
- G) FILIÈRE SUR LES PLASTIQUES
- H) FILIÈRE SUR LE VERRE
- I) FILIÈRE SUR LES FIBRES CELLULOSIQUES (PAPIER/CARTON)

RECYC-QUÉBEC avait décidé en 2002 d'augmenter ses efforts au chapitre de la concertation des partenaires concernés par la gestion des matières résiduelles. Pour ce faire, la Société avait mis sur pied des tables de concertation et des filières. En mars 2004, le comité de direction de RECYC-QUÉBEC a décidé pour une meilleure allocation des ressources d'apporter des modifications aux tables et filières pour dans certains cas, diriger les travaux à d'autres instances de concertation et dans d'autres cas, d'en fusionner. Les filières qui ont été maintenues sont les suivantes :

- Filière sur l'environnement et les véhicules routiers
- Filière sur les matières organiques compostables
- Filière sur les appareils des technologies de l'information et des communications
- Filière sur les produits de textile et d'habillement
- Filière sur les matières recueillies par la collecte sélective dans les résidences et les ICI

Les activités qui étaient réalisées par l'entremise des tables de concertation et des filières qui ont été abolies se sont poursuivies dans le cadre des mandats réguliers de RECYC-QUÉBEC.

Table de concertation du secteur municipal

Les sujets qui étaient abordés à la Table de concertation du secteur municipal sont maintenant discutés à la Table de négociations sur le régime de compensation pour la collecte sélective des matières recyclables du secteur municipal, ainsi qu'au comité technique sur les médias écrits et au comité technique sur les coûts nets.

Table de concertation du secteur industriel, commercial et institutionnel (ICI)

Depuis 2003, RECYC-QUÉBEC œuvre auprès des ICI par la mise en place du *Programme de reconnaissance ICI on recycle !* Ce programme incite les ICI à s'engager dans une démarche qui vise à implanter la récupération dans leur entreprise et à atteindre des objectifs de performance élevés.

De plus, RECYC-QUÉBEC a travaillé en étroite collaboration avec divers partenaires du secteur ICI pour mettre en place en 2007, le *Programme sur la récupération hors foyer* visant à récupérer les matières recyclables dans les bars, hôtels et restaurants et dans les lieux publics.

RECYC-QUÉBEC maintien des liens continus avec le Conseil québécois du commerce de détail (CQCD), l'Association des détaillants en alimentation (ADA) et le Conseil canadien de la distribution alimentaire (CCDA) en vue de réduire l'utilisation des sacs d'emplettes dans les commerces.

Table de concertation du secteur gouvernemental

Les problématiques qui étaient touchées par la Table de concertation du secteur gouvernemental, sont maintenant prises en charge par l'équipe de RECYC-QUÉBEC qui travaille à la mise en place du *Programme Visez juste* qui a comme objectif la mise en place d'équipements de récupération des matières résiduelles dans les édifices des ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Le 9 avril 2008

Denise Auger

Numéro de téléphone : 514-352-5002, poste 2253

Page 1 de 2

Table de concertation sur la société civile, l'économie sociale et l'éducation

RECYC-QUÉBEC gère le Programme d'aide aux entreprises d'économie sociale oeuvrant dans le cadre des plans de gestion des matières résiduelles. Depuis juin 2005, un montant total de 3 594 725 \$ a été octroyé à 40 projets recommandés par un comité d'évaluation. Ces projets devaient entraîner la création de 126 emplois et le maintien de 272 autres emplois.

RECYC-QUÉBEC finance des projets de sensibilisation et d'éducation par l'entremise du programme VERR 2008. Ces projets réalisés dans toutes les régions du Québec vise à sensibiliser le grand public.

RECYC-QUÉBEC travaille également avec le réseau des écoles vertes Bruntland.

Enfin, les divers intervenants concernés par la gestion des matières résiduelles sont tenus au courant des derniers développements dans le domaine par l'entremise du bulletin d'information RECYC-INFO, qui paraît dix fois par année et est acheminé à plus de 10 000 personnes.

Le *Rendez-vous sur la gestion des matières résiduelles* organisé depuis quelques années, conjointement avec RÉSEAU environnement, est également un mode de concertation et de mobilisation des intervenants et des partenaires des différents milieux.

Filière sur les résidus de construction, rénovation et démolition

RECYC-QUÉBEC travaille en étroite collaboration avec le 3RM CDQ qui regroupe les intervenants du domaine de la construction, rénovation et démolition afin de sensibiliser et d'inciter les entrepreneurs oeuvrant dans ce secteur à mettre en place des mesures de récupération des matériaux de construction, rénovation et démolition.

Filière sur les meubles rembourrés, les plastiques, le verre et le papier/carton

Pour chacune de ces matières résiduelles, RECYC-QUÉBEC a maintenu en place une personne responsable qui est en mesure de répondre aux questions des partenaires lorsqu'une problématique se présente. Ce responsable mobilise les intervenants en vue de trouver des pistes de solutions.

**LOIS ET RÈGLEMENTS EN PROCESSUS D'ÉLABORATION, DE MODIFICATIONS OU PRÉVUS
À RECYC-QUÉBEC**

Loi

Projet de Loi # 61

Modifications à la Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec et à la Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage en regard de l'application de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État.

La loi sur la gouvernance des sociétés d'État a d'abord visé quelques grandes sociétés d'État, telles Hydro-Québec et la Caisse de dépôt et placement. Parmi ces sociétés, sont mentionnées la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) et la Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC), pour lesquelles la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs est responsable de l'application de leur loi constitutive.

Pour rendre applicable aux deux sociétés (Sépaq et RECYC-QUÉBEC) les dispositions de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives (2006, c. 59), l'approche retenue est d'insérer leur nom à l'annexe 1 de cette loi qui énumère les sociétés auxquelles elle s'applique. Cette approche est celle qui a été retenue par les sociétés d'État ayant déjà modifié leur loi.

Le 14 avril 2008

Mario Laquerre

((514) 352.5002, poste 2244)

Page 1 de 1

LISTE ET CONTRATS OCTROYÉS EN 2007-2008 PAR RECYC-QUÉBEC INCLUANT LE NOM DE LA FIRME, LE MANDAT ET LE RÉSULTAT, LA DURÉE, LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DE CONTRAT.

NOM FOURNISSEUR	COÛT	Appel d'offres O/N	Mode	DESCRIPTION	# ENG. BUD.
2956-8037 Québec Inc.	9 910 \$	N	C.N.	Mandat de discussion et négociations avec l'Uqam pour obtenir une offre de location d'un espace à bureaux - rédaction document sources financières, secteur consignés - diverses rencontres et communications avec M. Halik, Y.Boisvert et C.Tremblay - honoraires pour négociation du bail etc.	18737-18840-19213-19224
L'AAPI	900 \$	N	C.N.	Formation Anne Picher les 26/10/2007 - 02/11/2007	18737
Association des détaillants en alimentation du Québec (L') (A.D.A.)	25 500 \$	N	C.N.	Réalisation d'un partenariat comprenant trois volets: articles dans le magazine Radar, réalisation de trois fiches d'information, publicité couleur programme officiel ainsi que 2 inscriptions complètes pour congrès A.D.A. 2007	18423
Asystel	912 \$	N	C.N.	Achat structure parapost incluant base argent, 1 kit de tige horizontale haut et bas et un pôle vertical avec sac de transport «ici on recycle» - impression de 1200 dépliants sur papier synthétique avec laminage mat recto «ici on recycle» parapost pour kiosque - parapost «ici on recycle» épreuve - impression en 1200 dpi sur papier synthétique 10 mil avec laminage mat	18979-18977-18987
AVRH	7 750 \$	N	C.N.	Honoraires pour maintien équité salariale + frais de déplacement	18435
Beaubien Marie (Communication Tandem)	3 858 \$	N	C.N.	Honoraires pour travail effectué sur la synthèse du rapport de caractérisation des matières résiduelles - Réviser et reformuler le texte de 20 pages - révision et reformulation de 6 fiches et avant-propos faisant partie du bilan 2006 de la gestion des matières résiduelles - révision et réécriture de 3 versions du document caractérisation des matières résiduelles du secteur résidentiel au Québec 2006-2007	18707-19009-18960
Bell Canada	6 500 \$	N	C.N.	Inscription de RECYC-QUÉBEC annuaire du Québec pages bleues	18338
Bleu Outremer	5 490 \$	N	C.N.	Adaptation de 3 publicités - Phénix de l'Environnement + Prix excellence en architecture par: Le Devoir, Le Soleil (Gesca) et Les Affaires - désarchivage de 3 affiches de sens. prêtes pour l'impression - contenants consignés, verre, plastique, métal, papier, carton, journal - préparation du rapport synthèse - étude de caractérisation des matières résiduelles et impression (28 p. -100 copies) - couvert, rapport et annexe - adaptation graphique et maquettes de présentation - réalisation et montage	18473-18533-19001-18957
BMD Gestion Informatisée	22 720 \$	N	C.N.	Honoraires pour travaux pour le module des fournisseurs dans le cadre de la compensation gouvernementale des créances fiscales et alimentaires (automne 2007) (5500\$) - honoraires de dépannage général pour support ACCPAC (1100\$) - conception et importation d'un fichier chèque pour le régime de compensation de la collecte sélective aux municipalités (1100\$) - mise à jour Accpac 5.1 à Accpac 5.4 incluant conversion des données, modifications de specs, fichiers d'importations, test et formation (1100\$- conception et importation d'un fichier chèque pour le régime de compensation de la collecte sélective aux municipalités - ajout d'une section protégée à accès restreint pour la section «matériel pour les organismes municipaux» intégration et programmation des pages et des contenus anglais et français - conception graphique des pages (3800\$) - renouvellement de la nouvelle version Printboss upgrade - achats des progiciels (1050\$) - conception, création et formation sur les états financiers, modification de la charte de compte et création des états financiers dans le module Financial Reporter de Accpac (5500\$)	18429-18571-18818-18819-18664-18821-18910

LISTE ET CONTRATS OCTROYÉS EN 2007-2008 PAR RECYC-QUÉBEC INCLUANT LE NOM DE LA FIRME, LE MANDAT ET LE RÉSULTAT, LA DURÉE, LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DE CONTRAT.

BMG Multimédia	26 175 \$	N	C.N.	Honoraires pour faire l'intégration et la programmation du site «VotreVoixVerte», interfaces graphiques web et intégration des contenus - création d'un logo, dépliant et bannières Web pour le programme Ici on Recycle - ajout d'une section protégée à accès restreint pour la section «Matériel pour les organismes municipaux intégration et programmation des pages et des contenus anglais et français - conception et importation d'un fichier - ajout de sections protégées «autres partenaires et tracking usagers» pour les sections organismes municipaux et autres partenaires du site Votre Voix Écolo	18368- 18667- 18664- 18671
Brisson, Pierrette	2 850 \$	N	C.N.	Séance de médiation et de rencontres (gestionnaire, employés et médiatrice)	18244
Canon Canada Inc.	2 160 \$	N	C.N.	Frais de copies sur équipement IR5570 photocopieur Mtl de nov.2006 à mars 2007 et avril 2007 à mars 2008	18925
Caron, Jacques	7 480 \$	N	C.N.	Honoraires professionnels pour analyse financière des dossiers soumis au PAFEEES	18699
CBSC Capital Inc. - Canon	16 109 \$	N	C.N.	Contrat de location du copieur fax-numérique IRC 288CI pour Montréal du 1er juin 2007 au 31 mai 2020 (4511\$ pour 2007-2008)	18563
CSBC Capital Inc.	4 908 \$	O	C.N.	Location d'équipement copieur/Scan/imprimante IR 5570 avec trousse de sécurité payable trimestriellement pour l'exercice 2007-2008(contrat de 1 novembre 2006 au 31 octobre 2009)	18432
Centre de recherche industrielle du Québec	9 625 \$	N	C.N.	Production d'un rapport sur les innovations en matière de technologies de recyclage innovantes et de débouchés pour certains produits et composants de technologies de l'information et des communications	18893
Centre de services partagés du Québec (Gouvernement du Québec)	25 322 \$	N	C.N.	3 placements publicitaires pour Speed Magazine, édition de juin, septembre et décembre 2007 - achat espace publicitaire dans le cahier spécial des Phénix le 02/06/2007 dans le journal Le Devoir (on ne peut pas réinventer le monde...) - publicités Revue l'automobile le 07/06/2007 et le journal Métro (RDD) le 15 mai 2007 - placement publicitaire dans le cahier spécial des Phénix de l'Environnement dans 7 journaux Gesca qui paraîtra le 13 juin 2007 - placement publicitaire dans le cahier spécial des Phénix de l'environnement dans 7 journaux GESCA, parution le 13 juin 2007 - publicité sur les RDD dans les 7 quotidiens Gesca, publiereportage de 1/2 page dans le cahier spécial des Phénix de l'Environnement, parution le 13 juin 2007, conception du duratran du Salon de l'Environnement de juin 2007 - placement publicitaire dans le Journal Groupe Solidarité Jeunesse (Phénix de l'Environnement) + commission - planification médias pour la Semaine québécoise de réduction des déchets, édition 2007-2008 - placement d'une publicité sur les sacs de plastique dans la revue L'itinéraire 1/2 page, parution 11/10/2007	18116- 18350- 18192- 18471- 18601- 18522- 18708- 18550- 18711
Centre de services partagés du Québec (Gouvernement du Québec)	32 994 \$	N	C.N.	Placement publicité dans le droit d'Ottawa parution le 10 octobre 2007 - placement média Réseau Force Radio dans le cadre de la SQRD du 15 au 21/10/2007 - placement médias communautaires dans le cadre de la SQRD-07 - placement publicité 1/2 page couleur, Journal L'itinéraire - Édition décembre 2007 - placement publicité revue Espace «D» (de Desjardins) - 1/3 page couleur à l'horizontale - 1er numéro de janvier - sacs d'emplètes - placement publicité 1/2 page couleur Journal L'itinéraire, édition décembre 2007 - publicité Jamais sans mon sac	18726- 18727- 18733- 18999- 18989- 18999
Centre de services partagés du Québec (Gouvernement du Québec)	85 000 \$	N	C.N.	Planification stratégique, développement de concepts, planification médias et services à la clientèle (politique d'achat)	18709

LISTE ET CONTRATS OCTROYÉS EN 2007-2008 PAR RECYC-QUÉBEC INCLUANT LE NOM DE LA FIRME, LE MANDAT ET LE RÉSULTAT, LA DURÉE, LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DE CONTRAT.

Centre de services partagés du Québec Information Gouvernementale (Gouvernement du Québec)	25 745 \$	N	C.N.	Recherche médias pour le profil-type socio démographique des consommateurs de boissons énergisantes et compte rendu écrit expliquant les résultats de l'analyse du profil socio démographique incluant les recommandations et les moyens à privilégier ce type de consommateurs - publicités dans différentes revues plan média 2007-2008, secteurs automobiles & pneus	18344-18636
Centre de services partagés du Québec	497 500 \$	N	C.N.	Campagne de sensibilisation publique sur la consigne	18786
Centre de services partagés du Québec	2 343 \$	N	C.N.	Participation au Salon national de l'environnement au Vieux-Port de Montréal du 8 au 10 juin 2007, conception et production infographique, etc.	18988
Centre de services partagés du Québec	10 044 \$	N	C.N.	Placement média - 1/2 page noir et blanc - Les Affaires - publicité sur attestés de juin 2007 - diffusion 1er décembre 2007 «ici on recycle» - publicité dans le magazine La Culbute 1 page, couvert 3, édition février 2008 (La boîte à lunch écologique) - placement publicitaire dans la revue l'Automobile 1/2 page, Recyclage des pneus hors d'usage, couleur, juin 2007 - diffusion capsules d'information sur les ondes radio CIBL (MTL) de février à décembre 2008 - transport - montage - démontage stand R-Q au Salon Expo Habitat du 20 au 24 février 2008, location ameublement, comptoir mélamine, table etc.	18976-19029-19043-19108-19110
Cloutier, Johanne	2 800 \$	N	C.N.	Honoraires pour soutien à l'analyse et à la compilation des données statistiques et financières reliées aux Ressources Humaines	18813-18826
Communication Demo	10 000 \$	N	C.N.	Revue de presse écrite et électronique	18333-18512-18745-18986-19131-19161
Concordance	18 500 \$	N	C.N.	Préparer une plate forme stratégique exposant l'évolution de la situation sur la récupération des contenants de boissons gazeuses consignés et de bière consignés et en dégager une synthèse. Accompagner la Société dans la préparation d'une campagne de sensibilisation ponctuelle destinée à inciter les jeunes à rapporter les contenants consignés, particulièrement les boissons énergétiques, prévue pour l'été 2007 (7600\$) - élaboration d'un plan de communication visant les contenants «Consignée Québec» (9500\$)	18494-18597-18710
Consortium Écho-Logique Inc.	149 262 \$	O	INV.	Contrat de partenariat avec Écho-logique pour l'exercice financier 2007-2008 pour la récupération sur différents lieux, fêtes et festival - production de 200 étiquettes autocollantes couleur pour distribution aux boutiques participantes, re: dossier pneus de vélos - service de collecte de pneus de vélos (C.D. 06/2007)	18087-18627-18867
Côté Carl	4 500 \$	N	C.N.	Entretien des bureaux de Québec du 1er avril 2007 au 31 mars 2008	18249
CPU Service Inc.	16 190 \$	N	C.N.	Contrat d'entretien du serveur HP ML370 du 17 septembre 2007 au 16 septembre 2008 (495\$) - achat unité de sécurité d'alimentation électrique centralisée pour serveurs de Mtl - carte réseau du UPS - module d'alimentation électrique - garantie 3 ans sur place (10575\$) - renouvellement de contrat de service pour serveurs Montréal et Québec du 10/01/2008 au 09/01/2009 - contrat d'entretien des serveurs de Montréal du 26 février 2008 au 25 février 2009 incl. - contrat de services pour imprimantes Mtl et Qc du 26 février 2008 au 25 février 2009	18650-18805-18917-19217-19218

LISTE ET CONTRATS OCTROYÉS EN 2007-2008 PAR RECYC-QUÉBEC INCLUANT LE NOM DE LA FIRME, LE MANDAT ET LE RÉSULTAT, LA DURÉE, LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DE CONTRAT.

CPU Design Inc.	64 639 \$	N	C.N.	Achat d'équipements informatiques et contrats d'entretien	18803- 18805- 18806- 18894- 19220- 19245- 19244- 19243- 19246
Création Animation de mascottes Pierre Lanouette Enrg.	5 000 \$	N	C.N.	Honoraires pour animation de la mascotte RRRV lors de différentes activités	18237- 18526
Critéria G.E. Inc.	3 656 \$	N	C.N.	Commande de 485 sacs «L'Écolo-sac avec impression personnalisée pour remise aux participants du Rendez-vous 2007 les 13 et 14 novembre 2007 à Sherbrooke	18675
CROP	45 000 \$	N	C.N.	Réalisation de 6 sondages consigne d'une quinzaine de questions au coût moyen de 7250\$ chacun et un post-test au montant de 500\$ - honoraires pour la réalisation d'une étude pour permettre de post-évaluer la campagne de sensibilisation dans les médias imprimés, sur le recyclage	18493- 19061
CTTÉI (Centre de transfert technologique en écologie industrielle)	11 890 \$	N	C.N.	Réalisation d'une étude de balisage et l'élaboration d'un plan d'action relativement à la gestion des ampoules fluocompactes	18196
Cycle Environnement	4 236 \$	N	C.N.	Document de réflexion sur l'utilisation des sacs de plastique	18384
Daigneault Robert Cabinet d'avocats	19 406 \$	N	C.N.	Honoraires pour consultations générales, entente Recycle Médias - versement de compensation - modalités de paiement de la compensation pour les médias écrits jusqu'au 30/09/07 - consultations générales au 15 décembre 2007 et au 31 décembre 2007 - honoraires pour consultations générales pour la période se terminant le 15 janvier 2008	18669- 18679- 18685- 19055- 19057- 19062
Dale Parizeau L.M. Inc.	81 750 \$	O	INV.	Renouvellement assurances relatives aux atteintes à l'environnement du 23/07/2007 au 23/07/2008	18624
Dale Parizeau L.M. Inc.	9 405 \$	N	C.N.	Renouvellement d'assurance combinée commerciale du 4 janvier 2008 au 4 janvier 2009 (hon.+ taxes d'assurances)	18932
Dale Parizeau L.M. Inc.	10 406 \$	N	C.N.	Renouvellement des assurances responsabilité des administrateurs et dirigeants pour la période du 23 mars 2007 au 23 mars 2008	18417
Dessau Soprin	309 550 \$	O	C.N.	Caractérisation des matières résiduelles d'origine résidentielle et dans les lieux publics (facturer Éco Entreprises Québec pour 50%) - rédaction, la mise en page et la révision d'une partie du rapport de projet de caractérisation	18665- 18703
Équisoft	4 862 \$	N	C.N.	Modifications de la sécurité dans les applications Pneus et Consignes (simplifier l'accès aux utilisateurs) - modifications et améliorations informatique Pneus - honoraires pour travail effectué sur la synthèse du rapport de caractérisation des matières résiduelles - Réviser et reformuler le texte de 20 pages - support applicatif pour système des pneus	18198- 18643- 18644- 18707- 18873- 18867
ESI Technologies	14 116 \$	N	C.N.	Logiciel Octopus pour 2 utilisateurs pour la période du 1/04/2007 au 31/03/2008 - 1 lecteur de sauvegarde pour serveur de Québec - logiciel pour la gestion informatique du 1/04/2007 au 31/03/2008 - achat de 2 portables et 2 stations d'accueil, clavier et souris pour les bureaux de Qc et Mtl - achat de 4 ordinateurs HP DC7700 et 4 écrans bur. Mtl	18401- 18402- 18401- 18405- 18406
Excel Télécom Inc.	4 459 \$	N	C.N.	Contrat de service du système téléphonique des bureaux de Québec et Montréal du 15 août 2007 au 14 août 2008 (1709\$) - formation employé (2 heures) 125\$) - services divers, modification de paramètres dans le système téléphonique le 31/08/2007 - programmation du renvoi sur poste téléphonique etc. (1000\$) - formation sur les systèmes téléphoniques de Montréal et Québec (1000\$) - divers appels de service	18580- 18555- 18827- 18831- 18905

LISTE ET CONTRATS OCTROYÉS EN 2007-2008 PAR RECYC-QUÉBEC INCLUANT LE NOM DE LA FIRME, LE MANDAT ET LE RÉSULTAT, LA DURÉE, LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DE CONTRAT.

Experts Conseil Statex	18 000 \$	N	C.N.	Honoraires pour la réalisation d'un mandat d'étude statistique caractérisation 2007-2010 - honoraires pour mandat de soutien statistique à la démarche de caractérisation provinciale (2007-2010)	18704-19038
Folia Design	1 337 \$	N	C.N.	Contrat de location et d'entretien des plantes pour l'année 2007-2008 pour le bureau de Québec	18736
Fondation Air Pur	4 000 \$	N	C.N.	Rallongement de la campagne de récupération des interrupteurs au mercure provenant des automobiles	18879
Friperie Ccom 9	2 000 \$	N	C.N.	Entreposage et manutention des boîtes et des sacs de récupération pour les contenants «Consignée Québec», propriété de RECYC-QUÉBEC pour 2007	18297
Fusepoint Services d'Infogérance (Québec) Inc.	282 408 \$	O	INV.	Développement d'un extranet appelé «Portail de la gestion des matières résiduelles (Portail GMR) - Section collecte sélective des matières recyclables - ajouts au contrat initial pour la réalisation de la section collecte sélective des matières recyclables du portail sur la gestion des matières résiduelles 100,000\$ - Intégration d'un tableau de bord PMGMR au portail GMR de RECYC-QUÉBEC (3800\$)	18382-19051-19060
Gascon et Associés	21 466 \$	N	C.N.	Honoraires concernant le dossier «coolers» recours judiciaire - services professionnels rendus et déboursés encourus dans différents dossiers relativement à la consigne	18560-18559-18933
Gascon et Associés	10 420 \$	N	C.N.	Honoraires pour services professionnels rendus - document d'appel d'offres - analyse sommaire des documents soumis, conférence avec G.Bureau et J.Riverin	18602-18514
Gascon et Associés	1 967 \$	N	C.N.	Honoraires pour rédaction de commentaires sur le projet de mandat et courrier à R.Boisvert, conversation téléphonique - mandat à Colliers, etc. - addendum - Bail de Montréal, analyse du projet, courriels, etc.	18587-18935
Gérald Musique	950 \$	N	C.N.	Location d'un système de son, d'un écran, d'un projecteur incluant l'installation pour le lancement de la campagne des médias écrits le 06/09/2007	18538
Gestion Carrières Inc.	17 130 \$	N	C.N.	Processus de sélection par une firme externe pour évaluation des candidats pour la relève des cadres (honoraires par service)	18410-18574
GRF Ressource Informatique	14 877 \$	N	C.N.	Honoraires professionnels pour soutien informatique pour la gestion des données de l'étude de caractérisation effectuée d'octobre 2007 à octobre 2010	19005-19144
Groupe 2000 Neuf	2 800 \$	N	C.N.	Journée de formation intensive de porte-parole média et de parole publique le 14 février 2008	19112
Groupe Gid Design Inc.	23 000 \$	N	C.N.	Conception et production du coffret de démonstration et du portefeuille de RECYC-QUÉBEC (pour 4 directions)	18339-19030
Horthec Électrique Inc.	1 098 \$	N	C.N.	Installer une prise pour un refroidisseur d'eau (248\$) brancher un nouveau UPS 50A - 208V (850\$)	18444-18841
Imprimerie À L'Impression	3 315 \$	N	C.N.	Fabrication de 5000 enveloppes # 9 à fenêtre (garder en stock) et impression de 1000 enveloppes à fenêtre (logo et adresse) - impression de 1000 autorisation d'engagement budgétaire 5 copies (19301 à 20300) - impression de 500 couvert 1 fenêtre et dos 8 1/2X11 bécasseau avec adresse et logo et 250 cartons sans adresse - impression de 3000 entête de lettre avec logo 8 1/2 X 11 - écofibre blanc zircon 48M - impression de 2000 enveloppes # 10 avec logo et adresse de Québec	18927-18943-18946-19233-19301
Imprimerie Le Renouveau	9 234 \$	N	C.N.	Impression du rapport annuel - Impression des 6 affiches de sensibilisation, 1000 de chacune, bâton de baseball, soulier, bouteille de plastique, terrain de soccer, contenants consignés, verre, plastique, métal, papier, carton, journal - impression de 2200 dépliants sur les résidus domestiques dangereux - impression de 5000 dépliants du programme ici on recycle	18475-18532-18712-18771-18983

LISTE ET CONTRATS OCTROYÉS EN 2007-2008 PAR RECYC-QUÉBEC INCLUANT LE NOM DE LA FIRME, LE MANDAT ET LE RÉSULTAT, LA DURÉE, LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DE CONTRAT.

Imprimerie Sisca International Inc	4 309 \$	N	C.N.	Impression de 5000 déclaration de transport et 20000 bons de récupération - impression de 5000 bons de sortie de site programme de vidage - impression de 15,000 bons de récupération et 2,500 déclaration de transport	18628- 18874- 18897
Informatique Stratégique IS	15 056 \$	N	C.N.	Services professionnels pour un conseiller dans le cadre d'un projet d'une application Web destinée au grand public, volet sécurité du portail GMR - Souscription annuelle et abonnement pour la période de juillet 2007 à juillet 2008 - checkPoint, secureclient Mtl -Québec - maintenance annuelle du coupe-feu	18364- 18447- 18404
Jobbom	4 035 \$	N	C.N.	Publication dans le Jobbom Magazine	19303
Joli-Cœur, Lacasse, Geoffrion, Jetté, St-Pierre	14 326 \$	N	C.N.	Honoraires professionnels rendus jusqu'au 23 octobre 2007 - Marque de commerce - Général et entente de partenariat (7233\$) - services professionnels rendus jusqu'au 6 août 2007 différents dossiers - services rendus au 10 janvier 2008 - marques de commerce - général et entente de partenariat	18696- 18695- 19076
Lafortune François	29 303 \$	N	C.N.	Honoraires pour la réalisation d'un mandat de rédaction d'un document sur la mise en marché et la récupération des contenants de boissons au Québec (7500\$) - rédaction d'un document de 30 pages en différentes fiches sur la gestion des matières résiduelles (3750\$) - travaux supplémentaires mandat mie en marché et récupération des contenants de boissons au Qc - rédaction document + frais déplacement - 1158\$ - bilan 2006, rédaction de 3 fiches relatives au bilan 2006 (3375\$) - travaux supplémentaires - mandat mise en marché et récupération des contenants de boissons au Québec - rédaction d'un document - déplacement E/B 18702 - honoraires pour mandat d'étude et d'accompagnement - identification des critères d'acceptabilité des projets de valorisation - honoraires pour mandat de rédaction d'un document mise à jour de la fiche d'information sur les contenants de boissons (2 versements) (1125\$) - honoraires pour rédaction d'un document: les suites de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008 (nouveau programme) - travaux supplémentaires	18702- 19008- 18958- 18956- 19022- 19047- 19048
Lafortune François	1 125 \$	N	C.N.	Travaux supplémentaires - rapport final d'étude sur les contenants de boissons au Québec - janvier 2008 - eng.compl. 18702	19046
Paul Lanole - Georges A. Tanguay (École des Hec)	11 250 \$	N	C.N.	Mandat pour rédaction d'un document de réflexion quant aux mesures pouvant procurer de nouvelles sources de financement	19049
Larochelle et Ass.	1 290 \$	N	C.N.	Panneau coroplast «Attests ici 2007», montage des lotos, préparation etc. - certificats ici: 9 reconduits + 10 nouveaux, montage, préparation, etc. 3 affiches «Point Vert» - panneau plastique 1 à 7 - 38 cartons «Quiz» - adaptation d'une publicité pour le Garagiste, octobre 2007- conception d'un signet «VISEZ JUSTE» et montage - publicité «ici on recycle» dans le Journal des Affaires - décembre 2007 - attestés juin 2007	18488- 18474- 18534- 18486- 18488- 18725- 18776- 18981
Litho Delta	1 434 \$	N	C.N.	Impression de 3000 entêtes de lettres muguet 24 lbs et 5000 fabrication enveloppes # 10 et impression de 2000 enveloppes avec logo et adresse de Mtl - ajustements système extranet	18809- 18885
LIS Logistic Information Systems Inc.	9 960 \$	N	C.N.	Modifications - améliorations (3 offres de service annexées) détaillants, RECYC-QUÉBEC et transporteurs	18189- 18885
Location Ma Tente	1 018 \$	N	C.N.	Location tente et plancher, tables et chaises, 2 chevalets, transport matériel loué (Ville de Victorlavoille) lancement de la campagne de sensibilisation à la collecte sélective municipale	18539

LISTE ET CONTRATS OCTROYÉS EN 2007-2008 PAR RECYC-QUÉBEC INCLUANT LE NOM DE LA FIRME, LE MANDAT ET LE RÉSULTAT, LA DURÉE, LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DE CONTRAT.

LXB Communication Marketing	21 770 \$	N	C.N.	Adaptation du dépliant RDD par une annonce journal Métro (infographie et préparation du matériel final - honoraires pour concept global du site «VotreVoixVerte et le suivi du profit auprès de BMG Multimédia - panneau de coroplast pour conférence de presse pour le lancement de la campagne «Votre Voix Verte» - honotaires pour faire l'intégration et la programmation du site VotreVoixVerte» - interfaces graphiques web et intégration des contenus - production infographique de 2 annonces imprimées à partir du concept développé pour le dépliant RDD (2 annonces) - conception visuel pour camion Gaudreau - conception et impression d'un panneau pour la conférence de presse (lancement campagne 06/09/2007) - préparation du prêt à photographe du visuel Kangourou sur le sac - adaptation de matériel de la campagne Votre Voix Écolo pour la section sécurisée «Matériel pour les autres partenaires» - production infographique (adaptation du format) gestion du projet - annonce boisson énergisante - production d'une publicité sur les RDD pour la revue Protégez-vous	18457-18367-18372-18368-18545-18544-18674-18672-18952-19132
Ministère des Ressources Naturelles (Photocartothèque) Ministre des Finances	7 835 \$	N	C.N.	Photos aériennes 4 lieux d'entreposage + ortho photographie, papiers et frais de gestion	18172
Monette, Barakett, avocats	2 000 \$	N	C.N.	Honoraires pour consultations juridiques	18572
Monette, Barakett, avocats	11 000 \$	N	C.N.	Provisions pour consultations diverses	18825-18834
Morawski Clarissa - CM Consulting	3 000 \$	N	C.N.	Document intitulé «Étude sur le système de consignation à travers le Canada» 2006-2007	19324
Norme Internationale Environnement	12 300 \$	N	C.N.	Caractérisation des matières résiduelles pour les bureaux de RECYC-QUÉBEC à Québec et à Montréal - caractérisation des matières résiduelles récupérées des édifices publics de Québec avec le Programme Visez Juste à partir d'un échantillonnage ainsi que d'un compacteur à papiers-cartons	18042-18287-18470
Oscarson, Services-Conseils	4 000 \$	N	C.N.	Honoraires pour relations de presse dans le cadre de la cérémonie de remise des attestations de performance «ici on recycle» le 8 juin 2007	18378
Oxygène Communication	10 535 \$	O	INV.	Conception, production du rapport annuel 2006-2007 (document 48 pages imprimé en 300 copies)	18475
Oxygène Communication	8 740 \$	N	C.N.	Conception et réalisation Infographique d'une page couleur de publicité dans le bulletin Le Radar (mai-juin 2007) «ici on recycle» - production graphique d'une publicité par le supplément environnemental (Publications Rousseau) et le magazine L'Automobile - développement de 2 concepts visuels et production Infographique pour publicité SPEED - contenants consignés - publicité sur les contenants consignés - achat de 3 photos de jeunes, 4 prises de vue de contenants et bouteilles incluant traitement infographique des images et ajouts de texte - conception et réalisation graphique par la publicité ADA (bulletin Le Radar, édition de juin 2007) coordination du projet - mise à jour avec photos pour l'article de l'ADA, bulletin Le Radar, édition septembre 2007 - développement du concept pour une publicité sur les sacs de plastique - prise de vue - retouche publicité Pneus Bottin de l'Après-marché - production de nouveaux visuels pour le stand corporatif de R-Q.	18302-18349-18347-18516-18490-18548-18713-18719-18779-18780

LISTE ET CONTRATS OCTROYÉS EN 2007-2008 PAR RECYC-QUÉBEC INCLUANT LE NOM DE LA FIRME, LE MANDAT ET LE RÉSULTAT, LA DURÉE, LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DE CONTRAT.

Oxygène Communication	9 691 \$	N	C.N.	Conception et impression du bilan 2006 de la gestion des matières résiduelles au Québec - production infographique de la publicité pour la revue l'Actif Roulant de l'Auto Journal - adaptation publicité transport magazine, édition nov.2007 - 1/3 page couleur - conception et production parapost par «ici on recycle» (nouvelle formule) - mise en page de l'article pour l'ADA sur les avantages économiques de la consigne - adaptation de la publicité qui a été modifiée pour Transport Magazine - conception et la production graphique du document «Avis sur les sacs d'emplètes» - adaptation publicité sac d'emplètes revue Espace «D» - adaptation publicité sacs d'emplètes pour le Journal L'Itinéraire de décembre 2007 - adaptation d'une publicité pour le Guide de l'Automobile, édition décembre 2007 - création d'un dépliant pour le programme «ici on recycle», présentation de 4 maquettes, modifications et préparation infographique du dépliant retenu, conception et production infographique de la bannière - conception, production infographique du parapost, préparation à l'impression et gravure du	19006- 18953- 18787- 18954- 18973- 18967- 18692- 18991- 19000- 19010- 18985- 18984
Oxygène Communication	1 470 \$	N	C.N.	Adaptation du visuel pour réalisation des 2 certificats de reconnaissance et de la déclaration d'engagement (ici on recycle) - conception et production infographique de 2 panneaux (recto verso) du présentoir - recherche de photos (banque d'images) pour illustrer le porte-folio - production infographique d'une publicité dans le catalogue des finissants de la faculté de design de l'Université de Mtl	19019- 19127- 19135- 19143
Pecom Multiformulaires Inc.	1 490 \$	N	C.N.	Impression de 50000 feuilles perforées formulaires de réclamations de transport	18609
Pitney Bowes Leasing	5 702 \$	N	C.N.	Contrat de location copieur numérique bureau de Québec d'avril 2007 à mars 2008	18229
Plamondon, Mireille	2 610 \$	N	C.N.	Honoraires pour la production de 2 rapports - rapport synthèse (30 pages) et rapport de projet (155 pages)	18467
Proact	2 700 \$	N	C.N.	Provision honoraires pour programme d'aide aux employés du 1er avril 2007 au 31 mars 2008 - honoraires pour frais de gestion annuels pour le programme d'aide aux employés du 01/12/2007 au 30/11/2008	18573- 18929
Raymond, Chabot, Ressources Humaines	8 400 \$	O	INV.	Recrutement de 3 directeurs (5000\$) - provision pour évaluation des compétences de gestion et du potentiel de leadership (2000\$) - mandat d'évaluation de potentiel de 2 candidats (1400\$)	18850- 18931- 18941
REP Solution	2 882 \$	N	C.N.	12 hébergements pour base de données de avril 2007 à mars 2008 - création du formulaire électronique pour le programme VERRR 2008 pour 2007-2008 - effacement des contacts erronés dans la base de données - mise à jour du formulaire d'abonnement pour le bulletin électronique le Recyc-Info - réactivation des contacts de la base de données	18336- 18342- 18980- 19163
Rochon, Thériault & Ass.	69 192 \$	O	INV.	Honoraires pour effectuer la vérification d'Éco peinture et de ses membres + frais déplacement pour l'année 2007-2008 - mandat pour la vérification de la SOGHU, de des membres, des récupérateurs, des recycleurs et des valorisateurs d'huiles usagées pour 2007 plus les frais de déplacement (C.A. du 19/07/2008)	17842- 18889
Sage Accpac Canada Inc.	2 970 \$	N	C.N.	Renouvellement du plan après vente du «Software Assurance Accpac» du 6 février 2008 au 4 février 2009	18937
Sanitec 2000	8 835 \$	N	C.N.	Contrat d'entretien des bureaux de Mtl du 01/07/2007 au 30/06/2008	18593
Shred-it	900 \$	N	C.N.	Ramassage et déchiquetage 2 cabinets (fréquence 4 semaines)	18586

LISTE ET CONTRATS OCTROYÉS EN 2007-2008 PAR RECYC-QUÉBEC INCLUANT LE NOM DE LA FIRME, LE MANDAT ET LE RÉSULTAT, LA DURÉE, LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DE CONTRAT.

Sirius Services Conseils	45 750 \$	N	C.N.	Mandat pour l'amélioration de la performance de l'application «Visez juste» - analyse fonctionnelle du système extranet (gestion des pneus hors d'usage)	18480-19256
Sirius Services Conseils	12 785 \$	N	C.N.	Prolongation du contrat de gestion des opérations (impartitions) du 01/10/2007 au 31/10/2007 - adaptation des bases de données Access facilitant les calculs nécessaires au versement des compensations aux municipalités	18851-18678
Solutions Sherweb	3 596 \$	N	C.N.	Modifications - améliorations (3 offres de service annexées) détaillants, RECYC-QUÉBEC et transporteurs - frais d'hébergement du site Web du 8 juin 2007 au 8 juin 2008 - consultation informatique du 01/04/2007 au 05/10/2007 - 4 hres de travaux - réinstaller les logs pour statistiques sept 2007 - votre voix écolo	18371-18439-18341-18388-18440-18283-18783-19014
Solutions Victrix (Les)	96 638 \$	O	INV.	Services professionnels de support informatique - impartition de gestion des opérations informatiques du 01/11/2007 au 31/10/2008 - contrat d'implantation du portail de RECYC-QUÉBEC	18844-19242
Système Néo Tech (Pierre-Paul Landry)	23 320 \$	N	C.N.	Modifications à l'ABC du recyclage pour permettre le téléchargement d'annonces de sensibilisation par les municipalités (avec conditions d'utilisation) - consultation informatique programme ici on recycle (50 hres) - dépannage et formation ligne information - consultation informatique «programme ici on recycle» - honoraires pour soutien informatique pour la gestion des données de l'étude de caractérisation 2006-2007 de octobre 2007 à octobre 2010 - provisions pour dépannage divers (RQGI - PGMR - Ligne info)	18783-19053-18886-19053-18965-19054
Tandem Informatique Inc.	5 100 \$	N	C.N.	Formation 40 heures logiciel des ressources humaines - Renouvellement de contrat de services pour la période de juin 2007 à mai 2008 - formation générateur de rapport et import pour Excel pour employée le 13/12/2008 (5hres)	18445-18565-18942
Télémag Magazine Québec	1 390 \$	N	C.N.	2 chroniques -diffusion automne 2007	18537
Transcontinental 3 W	2 915 \$	N	C.N.	Engin de recherche (modification des noms de fichiers & console webadmin & prioriser recherche) formulaire dynamique - réservation de la mascotte (bonifier le formulaire) - 1 bandeau pour web (page d'accueil) votrevoixecolo.com	18445-18565-18489-18723
Tremblay, Régent	17 000 \$	N	C.N.	Réalisation de l'étude de la gestion des matières résiduelles pour la certification environnementale des ateliers automobiles (incluant les frais de déplacement)	18888
Véronique Rioux Design Industriel	8 800 \$	N	C.N.	Mandat d'accompagnement d'expert pour l'organisation d'un concours visant l'écoconception d'un mobilier de recyclage, compostage, déchets ultimes, adaptable aux armoires de cuisine actuelles, rénovées ou nouvelles (Concours Éco Design)	19125
Versalys	1 325 \$	N	C.N.	Formation Word 2003 avancé (groupe privé) le 27 mars 2008 employés bureau de Québec - formation Access 2003 intermédiaire 18-19/2/2008 employés bureau de Québec 11-12/3/2008	19044-19040
Villemaire, François	14 392 \$	N	C.N.	Réserve 2007-2008 - honoraires pour services professionnels - vérification pneus - honoraires pour rencontres et vérification SOGHU du 1er novembre au 31 décembre 2007 - provision pour honoraires pour vérification jusqu'au 31 mars 2008	18611-18635-18896-18934
Vision Développement durable	1 710 \$	N	C.N.	Contrat pour l'analyse de développement durable relatif au déménagement et frais de déplacement	18997-19252

BILAN 2007-2008 LA PERFORMANCE RELATIVE À LA GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES SELON LES OBJECTIFS DE 2008. BILAN DE LA RÉCUPÉRATION ET LA MISE EN VALEUR DES MATIÈRES RÉSIDUELLES. BILAN DES EXPORTATIONS DE MATIÈRES RÉSIDUELLES PAR LES CENTRES DE TRI ET LIEU DE DESTINATION.

Une fiche sur le sujet de « La performance relative de la gestion des matières résiduelles selon les objectifs de 2008, provenant du Bilan 2006 de la gestion des matières résiduelles au Québec, est jointe.

Une fiche sur le sujet de « La récupération et la mise en valeur des matières résiduelles », provenant du Bilan 2006 de la gestion des matières résiduelles au Québec, est jointe.

Les informations portant sur le « Bilan des exportations de matières résiduelles par les centres de tri et lieu de destination » n'est pas disponible.

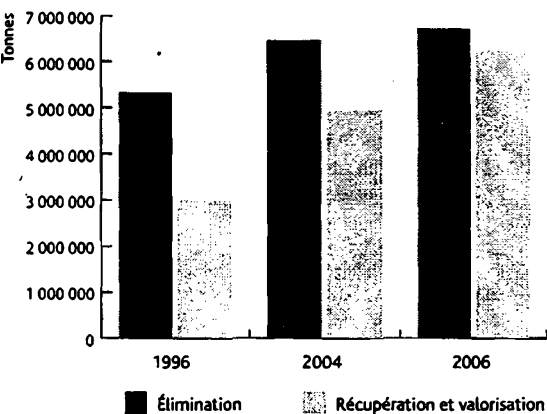
1 La performance relative de la gestion des matières résiduelles selon les objectifs de 2008

Progression rapide de la récupération

Par rapport à 2004, année du dernier *Bilan de la gestion des matières résiduelles au Québec*, la récupération¹ a fait un bond considérable de 26 % en 2006 pour s'établir à 6 235 000 tonnes pour l'ensemble du Québec. La population du Québec s'étant accrue de 1,4 % durant cette période, cela signifie que des progrès importants ont été accomplis. En 2006, le taux de récupération et de valorisation pour le Québec, exprimé par rapport au potentiel de matières qui peuvent être valorisées, s'établit à 52 %, en hausse de trois points de pourcentage comparativement à 2004 (49 %). Cette progression s'explique notamment grâce aux performances des secteurs qui ont augmenté leurs quantités récupérées : municipal (36 % ou 250 000 tonnes) et construction, rénovation et démolition (CRD) (45 % ou 900 000 tonnes). En tout, c'est donc près de 1 300 000 tonnes de matières supplémentaires qui ont été récupérées et valorisées. Puisque l'objectif de la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008* est d'atteindre un seuil de récupération de 65 %, cela signifie que le Québec n'en est plus qu'à 13 points de pourcentage de cette cible. Fait intéressant, les Québécois ont récupéré presque autant de matières résiduelles qu'ils en ont éliminées en 2006. Si cette tendance se maintient, vers la fin de 2008, la société québécoise récupérera davantage de matières résiduelles qu'elle n'en éliminera (figures 1.1 et 1.2). Le Québec est donc sur la bonne voie par rapport aux objectifs de la *Politique*.

Figure 1.1

Évolution de la récupération et de l'élimination, 2006 vs 2004 et 1996 (tonnes)



Le tableau 1.1 montre que la génération de matières résiduelles a augmenté de 14 % au Québec comparativement à 2004, phénomène tributaire de la santé économique du Québec, marquée notamment par la croissance immobilière et de grands projets d'infrastructures. En 2006, la quantité de matières résiduelles générées par personne s'établit à 1,69 tonne, une augmentation de 12 % par rapport à 2004, comme on peut le voir à la figure 1.3. Fait encourageant, presque la moitié toutefois (0,81 tonne) est maintenant récupérée.

Tableau 1.1

Bilan de la gestion des matières résiduelles de 1996 à 2006 (en tonnes)						
	1996	1998	2000	2002	2004	2006
Génération	8 312 000	8 888 000	10 664 000	11 183 000	11 389 000	12 952 000
Élimination	5 327 000	5 537 000	6 908 000	6 510 000	6 454 000	6 717 000
Récupération et valorisation	2 985 000	3 351 000	3 756 000	4 673 000	4 935 000	6 235 000
Taux de récupération						
■ sur génération	36 %	38 %	35 %	42 %	43 %	48 %
■ sur potentiel	40 %	42 %	39 %	47 %	49 %	52 %
POPULATION	7 208 884	7 334 094	7 372 448	7 455 208	7 547 728	7 651 531
Taux par personne par année (en tonne)						
Génération	1,15	1,21	1,46	1,50	1,51	1,69
Élimination	0,74	0,75	0,94	0,87	0,86	0,88
Récupération et valorisation	0,41	0,46	0,51	0,63	0,65	0,81

¹ À l'exclusion des boues municipales.

Figure 1.2
 Progression de la récupération par rapport à l'élimination de 1996 à 2006 (en tonnes)

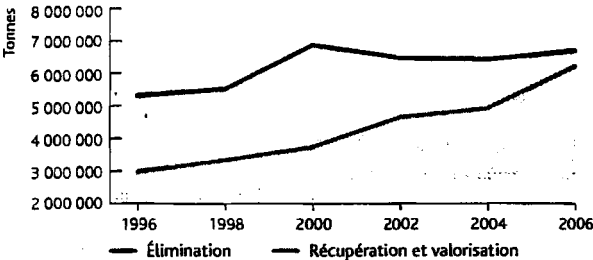


Figure 1.4
 Relation économie et génération des matières résiduelles de 1996 à 2006

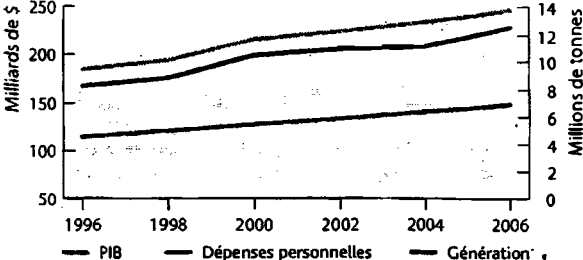


Figure 1.3
 Progression de la récupération par rapport à la génération et l'élimination de 1996 à 2006 (en tonnes par personne et par année)

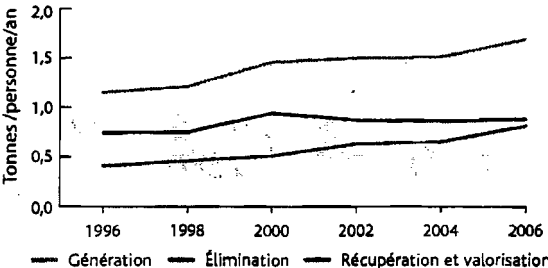
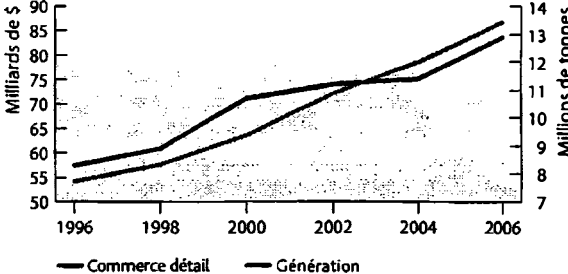


Figure 1.5
 Relation ventes au détail et génération des matières résiduelles de 1996 à 2006



Croissance économique

Le produit intérieur brut québécois (PIB) a augmenté de 3,9 % entre 2004 et 2006; les dépenses personnelles des ménages de 6,5 %². La figure 1.4 illustre la relation entre cette évolution du PIB, maintenant établi à 242 milliards de dollars, et celle de la génération des matières résiduelles. La figure 1.5 établit, pour sa part, un parallèle entre la génération des matières résiduelles et le volume des ventes du commerce au détail au Québec; une corrélation évidente apparaît entre ces deux variables.

Évolution de la récupération sur une décennie

Considérés de 1996 à 2006, les résultats et l'évolution de la récupération au Québec sont fort révélateurs. La population québécoise a augmenté de 6,1 % (voir tableau 1.2), son PIB de 32,5 % et les dépenses personnelles de 38,5 %. Certes, la génération des matières résiduelles a emboîté le pas, s'accroissant de 56 %, mais l'élimination n'a fait qu'un bond de 26 %, surpassée quatre fois par la récupération, en hausse de 109 %. Autrement dit, la croissance de l'activité économique québécoise a beau avoir stimulé la génération de matières résiduelles, les Québécois ont récupéré deux fois plus en 2006 qu'en 1996.

Tableau 1.2

Faits saillants	2006 vs 2004	2006 vs 1996
Croissance de la population	1,4 %	6,1 %
Croissance du PIB québécois	3,9 %	32,5 %
Évolution de la génération	13,7 %	55,8 %
Évolution de l'élimination	4,1 %	26,1 %
Évolution de la récupération	26,2 %	108,9 %

² INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec*, édition 2006, p. 30-31 et p. 120-121.

2 La récupération et la mise en valeur des matières résiduelles

Croissance rapide de la récupération entre 2004 et 2006

Plus de 6 200 000 tonnes de matières résiduelles ont été récupérées et valorisées au Québec en 2006, ce qui correspond à une augmentation de 26 % par rapport à 2004 (excluant les boues municipales). Cette croissance de 1,3 millions de tonnes (Mt) est attribuable principalement à trois matières : les résidus organiques (+ 135 000 tonnes, soit 60 %), le papier et carton (+ 155 000 tonnes, soit 15 %) et surtout les matériaux secs provenant du secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD) (+ 904 000 tonnes, soit 45 %). Ces trois catégories de matières combinées représentent 92 % (soit 1,2 Mt sur une augmentation totale de 1,3 Mt) de l'augmentation totale du tonnage de matières résiduelles récupérées au Québec au cours des deux dernières années.

Le tableau 2.1 illustre comment se répartit par matière la récupération des matières résiduelles depuis 1996. Outre les trois catégories mentionnées plus haut, les quantités récupérées ont augmenté de façon plus significative pour les électroménagers (+ 65 000 tonnes, soit 36 %) et les plastiques (+ 32 000 tonnes, soit 44 %).

La seule catégorie de matières ayant fait l'objet d'une récupération à la baisse est celle des métaux ferreux, dont

965 000 tonnes ont été récupérées, représentant une réduction de 118 000 tonnes (- 11 %) par rapport à 2004.

La figure 2.1 montre l'importance des matières récupérées et valorisées; 47 % de ce qui a été récupéré en 2006 provient du secteur CRD, alors que cette proportion n'était que de 39 % en 2004. Il faut noter que les résidus d'asphalte et de béton composent près de 80 % du tonnage récupéré provenant de ce secteur. Le papier/carton et les métaux constituent pour leur part respectivement 19 % et 18 % du tonnage total récupéré. Les autres catégories de matières résiduelles ne représentent que 16 % de ce total.

Figure 2.1

Répartition en poids des matières résiduelles récupérées et valorisées en 2006 au Québec

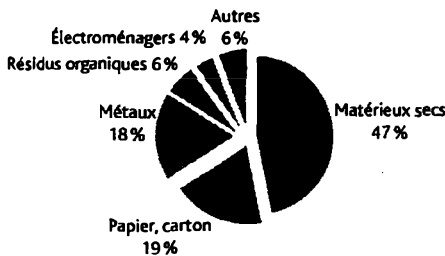


Tableau 2.1

Quantités totales de matières résiduelles récupérées et valorisées de 1996 à 2006 (en tonnes)							Différences
Matières	1996	1998	2000	2002	2004	2006	2006 vs 2004
Papier, carton	796 000	778 000	830 000	946 000	1 031 000	1 186 000	15 %
Verre	86 000	101 000	90 000	71 000	94 000	117 000	24 %
Électroménagers	-	-	57 000	99 000	183 000	248 000	36 %
Métaux ferreux	916 000	916 000	1 025 000	1 245 000	1 083 000	965 000	-11 %
Métaux non ferreux	106 000	106 000	155 000	142 000	149 000	177 000	19 %
Plastiques	46 000	50 000	63 000	52 000	72 000	104 000	44 %
Textiles	27 000	21 000	31 000	37 000	38 000	41 000	8 %
Résidus organiques	114 000	175 000	277 000	246 000	225 000	360 000	60 %
RDD	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	3 000	50 %
Huiles usagées	-	-	-	-	-	63 000	n/a
Peintures	-	1 000	2 000	2 000	2 000	3 000	50 %
Pneus	17 000	44 000	47 000	52 000	62 000	70 000	13 %
Matériaux Secs	875 000	1 157 000	1 173 000	1 775 000	1 990 000	2 894 000	45 %
Ordinateurs	-	-	-	3 000	3 000	3 000	0 %
Autres	1 000	1 000	4 000	1 000	1 000	1 000	0 %
Boues (Note 1)	21 000	22 000	23 000	23 000	22 000	25 000	14 %
Totaux avec boues	3 006 000	3 373 000	3 779 000	4 696 000	4 957 000	6 260 000	26 %

Note 1 : Ce tonnage est exprimé sur une base sèche. Le taux de siccité des boues compostées est estimé à 29%
Ainsi, en 2006, 25 000 tm de boues sèches correspondent approximativement à 25 000 /29% = 85 000 tm humides
Note 2 : Les totaux peuvent diverger en raison de l'arrondissement des quantités par matière.

Tableau 2.2

Quantités totales de matières résiduelles récupérées et valorisées par secteur au Québec de 1996 à 2006 (en tonnes)							Différences
Par secteur	1996	1998	2000	2002	2004	2006	2006 vs 2004
Municipal ¹	386 000	414 000	498 000	597 000	705 000	958 000	35,9 %
ICI	1 725 000	1 781 000	2 085 000	2 301 000	2 239 000	2 383 000	6,4 %
CRD	875 000	1 157 000	1 173 000	1 775 000	1 990 000	2 894 000	45,4 %
Total	2 986 000	3 352 000	3 756 000	4 673 000	4 934 000	6 245 000	26,3 %
Boues	21 000	22 000	23 000	23 000	22 000	25 000	13,6 %
Totaux avec boues	3 006 000	3 373 000	3 779 000	4 696 000	4 956 000	6 260 000	26,3 %

Note : Les totaux peuvent diverger en raison de l'arrondissement des quantités par matière

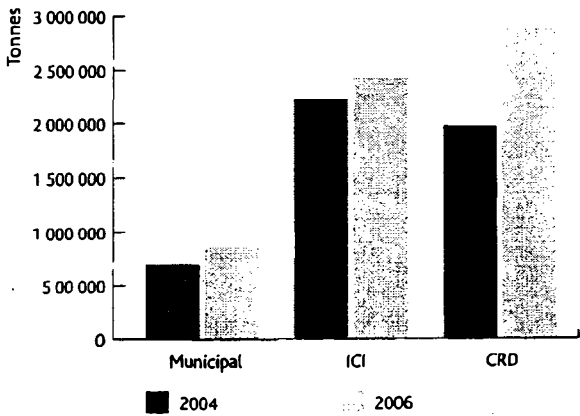
Le tableau 2.1 montre aussi que 25 000 tonnes de boues municipales (provenant de stations d'épuration et de fosses septiques) ont été mises en valeur sous forme de compost en 2006. Ce tonnage est exprimé sur une base sèche. Avec un taux de siccité de ces boues estimé à 29 % en moyenne, le compostage de 25 000 tm sèches de boues en 2006 correspondrait à 85 000 tmh (tonnes humides).

Le tableau 2.2 illustre la distribution des matières résiduelles récupérées et valorisées entre les trois principaux secteurs : municipal, industriel, commercial, et institutionnel (ICI) et construction, rénovation et démolition (CRD). On y constate que l'augmentation des quantités récupérées dans le secteur CRD, entre 2006 et 2004, est de 45 % alors qu'elle est de 36 % dans le secteur municipal. Le secteur ICI a connu une progression plus faible que les autres, avec une augmentation de 6,4 % des quantités récupérées.

La figure 2.2 illustre l'évolution de la récupération et de la valorisation pour chacun des trois secteurs (municipal, ICI et CRD) entre 2004 et 2006. En 2006, pour la première fois depuis 1992, les quantités de matières récupérées dans le secteur CRD ont dépassé celles du secteur ICI.

Figure 2.2

Récupération des matières résiduelles par secteur
2004 vs 2006 au Québec



¹ Dans les quantités récupérées par la collecte sélective municipale, une fraction d'environ 80 000 tonnes est attribuable aux petits commerces; les taux de récupération ont été corrigés en conséquence.

Les principales activités de récupération

Le tableau 2.3 présente le taux de récupération pour les secteurs municipal, ICI et CRD, en fonction des objectifs de la *Politique*. On y constate que le secteur CRD présente le taux de récupération et de valorisation le plus élevé, soit 69 %, suivi du secteur ICI, avec 49 %, puis finalement du secteur municipal, avec un taux de récupération de 32 %¹.

Les objectifs de récupération fixés à la *Politique* s'établissent à 60 % pour les secteurs municipal et CRD, et à 80 % pour le secteur ICI.

Le taux de récupération des matières récupérées et valorisées par le système de collecte sélective municipale (papiers, cartons, verre, métaux, plastiques) est passé de 28 % en 2004 à 48 % en 2006. En ajustant les quantités de 2004 en fonction des résultats obtenus de l'étude de caractérisation 2006-2007, le taux de récupération pour 2004 passerait de 28 % à 40 %. Parmi les matières résiduelles produites dans le secteur municipal, les contenants à remplissage unique (CRU) de bière et de boissons gazeuses consignés montrent le taux de récupération le plus élevé, soit 74 % (41 000 tonnes).

Les papiers et cartons présentent le deuxième taux de récupération le plus élevé en 2006 dans le secteur municipal, soit 75 %. C'est la seule catégorie de matières du secteur municipal ayant atteint l'objectif de récupération de la *Politique*.



À l'opposé, les matières organiques affichent le plus bas taux de récupération, soit 8 %. En 2006, 34 000 tonnes supplémentaires ont tout de même été récupérées (pour un total de 109 000 tonnes).

En excluant les contenants consignés, les plastiques ont donné lieu à des gains importants quant à leur taux de récupération de 2004 à 2006, autant pour le secteur municipal (de 9 % à 17 %) que pour le secteur ICI (de 19 % à 22 %). Ainsi, plus de 95 000 tonnes de plastiques ont été récupérées en 2006, représentant une hausse de 33 000 tonnes par rapport à 2004.

Pour ce qui est du secteur ICI, deux catégories de matières ont atteint l'objectif de la *Politique*. Il s'agit des pneus hors d'usage (70 000 tonnes récupérées, taux de récupération de 88 %), ainsi que des huiles usagées (63 000 tonnes récupérées, taux de récupération de 88 %).

La progression du secteur CRD au cours des dernières années s'explique par la récupération additionnelle de 472 000 tonnes de résidus d'asphalte, de béton, de brique et de pierre (26 % de plus qu'en 2004) et de 386 000 tonnes de sciures et de copeaux de bois (1 700 % de plus qu'en 2004).

Il apparaît donc qu'avec un taux de récupération global de 69 %, le secteur CRD est le seul à avoir déjà atteint l'objectif qui lui était fixé. Par ailleurs, même si le secteur municipal affiche un taux de récupération global de 32 %, il s'avère le plus éloigné de l'objectif de récupération de 60 %. C'est par contre le secteur qui a connu la plus forte progression de son taux de récupération, c'est-à-dire neuf points de pourcentage entre 2004 et 2006.

Ces données encourageantes peuvent résulter de plusieurs facteurs, notamment l'entrée en vigueur du *Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles* (10 \$ par tonne) et du *Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles*, ainsi que de la mise en œuvre des mesures proposées dans les plans de gestion des matières résiduelles par les municipalités régionales.

Mise en œuvre du régime de compensation pour la collecte sélective

Afin de favoriser un nouvel essor à la collecte sélective municipale, le gouvernement du Québec a adopté en mars 2005 un règlement instituant un nouveau régime de compensation pour le bénéfice des municipalités.

Ce régime impose à des organismes de financement agréés par RECYC-QUÉBEC, tels Éco Entreprises Québec et Recycle Médias, l'obligation de réunir les fonds des entreprises et de compenser annuellement les municipalités pour les services que celles-ci fournissent en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles désignées, à savoir les « contenants et emballages », les « imprimés » et les « médias écrits ».

Le *Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles* stipule que les entreprises et organismes visés sont responsables du financement de 50 % des coûts nets des programmes municipaux de collecte sélective, s'inspirant ainsi de l'application du principe de responsabilité élargie des producteurs. Pour les années débutant le 1^{er} mars 2005 jusqu'au 31 décembre 2006, le montant des compensations versées par Éco Entreprises Québec s'est élevé à 54 M\$. En vertu d'une entente, Recycle Médias a contribué pour un montant équivalent à 2,2 millions de dollars en placements publicitaires dans les quotidiens, les hebdomadaires et les magazines du Québec.

Tableau 2.3

Bilan 2006 de la gestion des matières résiduelles au Québec					
	2006				
	Matières générées	Matières valorisables	Matières récupérées	Taux de récupération	Objectifs
Secteur ICI	5 557 000	5 047 000	2 383 000	49 %	80 %
Secteur CRD	4 380 000	4 165 000	2 894 000	69 %	60 %
Secteur Municipal	3 015 000	2 780 000	958 000	32 %	60 %
Performance tous secteurs	12 952 000	11 992 000	6 235 000	52 %	65 %
Secteur Municipal					
Papiers et cartons		567 000	424 000	75 %	60 %
Verre		147 000	59 000	40 %	60 %
Métaux		78 000	19 000	24 %	60 %
Plastiques		163 000	28 000	17 %	60 %
Sous-total collecte sélective		955 000	530 000	55 %	60 %
Matières compostables		1 322 000	109 000	8 %	60 %
Textiles		82 000	26 000	32 %	50 %
Contenants consignés		55 000	41 000	74 %	80 %
RDD		14 000	3 000	21 %	60 %
Autres (encombrants, etc.)		352 000	249 000	n.d	60 %
Sous-total autres matières		1 825 000	428 000		
TOTAL		2 780 000	958 000		

Note : Dans les quantités récupérées par la collecte sélective municipale, une fraction d'environ 80 000 tonnes est attribuable aux petits commerces; les taux de récupération ont été corrigés en conséquence, excepté ceux détaillés par matière.

Tableau 2.4

Faits saillants	2006 vs 2004
Croissance récupération matériaux secs	45,4 %
Croissance récupération plastiques	44,4 %
Récupération en baisse des métaux ferreux	-11 %
Croissance moyenne de la récupération	26,3 %
Croissance de la population	1,4 %

BILAN DE L'ÉLIMINATION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES, DE LA RÉCUPÉRATION DANS LE SECTEUR MUNICIPAL, LA RÉCUPÉRATION DANS LE SECTEUR ICI DE LA RÉCUPÉRATION DANS LE SECTEUR CRD

Une fiche sur le sujet de « L'élimination des matières résiduelles », provenant du Bilan 2006 de la gestion des matières résiduelles au Québec, est jointe.

Une fiche sur le sujet de « La performance des trois grands secteurs d'activité », provenant du Bilan 2006 de la gestion des matières résiduelles au Québec, est jointe.

3 L'élimination des matières résiduelles

L'élimination légèrement en hausse

Entre 2004 et 2006, l'élimination des matières résiduelles est en hausse au Québec, et ce, pour la première fois depuis l'année 2000, avec une augmentation de 4 %, soit 263 000 tonnes supplémentaires, comme le montre le tableau 3.1. Toutefois, si on compile les boues municipales dans les résultats, la différence est moindre, s'établissant alors à 3 %. Le tableau 3.1 révèle en outre que la quantité de résidus solides destinés à l'enfouissement sanitaire a augmenté de 6 % au cours des deux dernières années. L'incinération des boues municipales a chuté de 10 % et leur enfouissement de 52 %. Cette réduction s'explique en partie par le développement de solutions de rechange à l'élimination tel l'épandage agricole ou la valorisation énergétique.

Le tonnage des résidus incinérés est, quant à lui, demeuré stable au cours des deux dernières années. Les lieux d'élimination ont accueilli, en 2006, 3,2 millions de tonnes (Mt) de matières résiduelles provenant du secteur industriel, commercial et institutionnel (ICI), 2,0 Mt provenant du secteur municipal et 1,5 Mt provenant du secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD) pour un total de 6,7 Mt éliminées au Québec, à l'exclusion des boues.

La figure 3.1 montre que 83 % du volume total des matières actuellement éliminées le sont dans des lieux d'enfouissement sanitaire. De leur côté, les incinérateurs (3 %) et les dépôts en tranchées (1 %) ne comptent plus que pour 4 % dans la gestion totale des matières éliminées. La figure 3.2 décrit, quant à elle, l'évolution du nombre d'installations associées à l'élimination des matières résiduelles au Québec de 1996 à 2006. Il est intéressant

de constater qu'il n'y a plus de dépotoir en activité au Québec depuis 2004. À part les incinérateurs, dont le nombre n'a pas changé en dix ans, tous les autres types d'installations reliés à l'élimination ont chuté en nombre entre 1996 et 2006. Au total, le Québec est ainsi passé de 520 à 396 lieux d'élimination de matières résiduelles durant cette période, tel qu'indiqué dans la figure 3.2.

Dans le tableau 3.1, les quantités de boues municipales enfouies ou incinérées sont compilées en tonnes sur une base sèche. Dans le cas des boues enfouies, le taux de siccité¹ est estimé à un peu plus de 20 % en moyenne. L'enfouissement de 55 000 tm sèches en 2006 correspondrait donc à 262 000 tmh (tonnes métriques humides). On notera également que les cendres d'au moins deux incinérateurs ont été valorisées dans des cimenteries, intégrées alors à du clinker², lesquelles n'ont pas été comptabilisées dans le présent bilan.

Figure 3.1

Répartition en 2006 du poids des matières éliminées selon les types d'installations (excluant les boues)

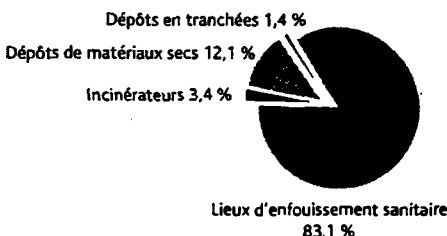


Tableau 3.1

Quantités de matières résiduelles éliminées au Québec de 1996 à 2006 (en tonnes)								
Types de lieux d'élimination	1996		1998		2000		2002	
	Nb	Tonnage	Nb	Tonnage	Nb	Tonnage	Nb	Tonnage
Résidus solides								
Incinérateurs	5	199 000	5	192 000	5	192 000	5	209 000
Lieux d'enfouissement sanitaire	65	4 174 000	62	4 235 000	62	5 397 000	65	5 417 000
Dépôts en tranchées	361	136 000	328	119 000	325	91 000	300	108 000
Dépotoirs	14	24 000	7	19 000	6	26 000	1	14 000
Dépôts de matériaux secs	75	794 000	64	972 000	67	1 202 000	57	762 000
Boues municipales								
Incinération (note 1)		74 000		75 000		82 000		94 000
Enfouissement (note 2)		90 000		93 000		66 000		101 000
Total : (incluant les boues)		5 491 000		5 705 000		7 056 000		6 705 000
								6 652 000
								6 848 000
								2,9 %

Note 1 : Ce tonnage est exprimé sur une base sèche. Le taux de siccité des boues incinérées est estimé à 40 %. Ainsi, en 2006, 127 000 tm de boues sèches correspondant approximativement à 127 000 / 40 % = 318 000 tm humides. Par ailleurs, les cendres d'au moins deux incinérateurs sont valorisées dans des cimenteries. Cette forme de valorisation matière (les cendres étant intégrées au clinker) n'a pas été comptabilisée dans le présent bilan.

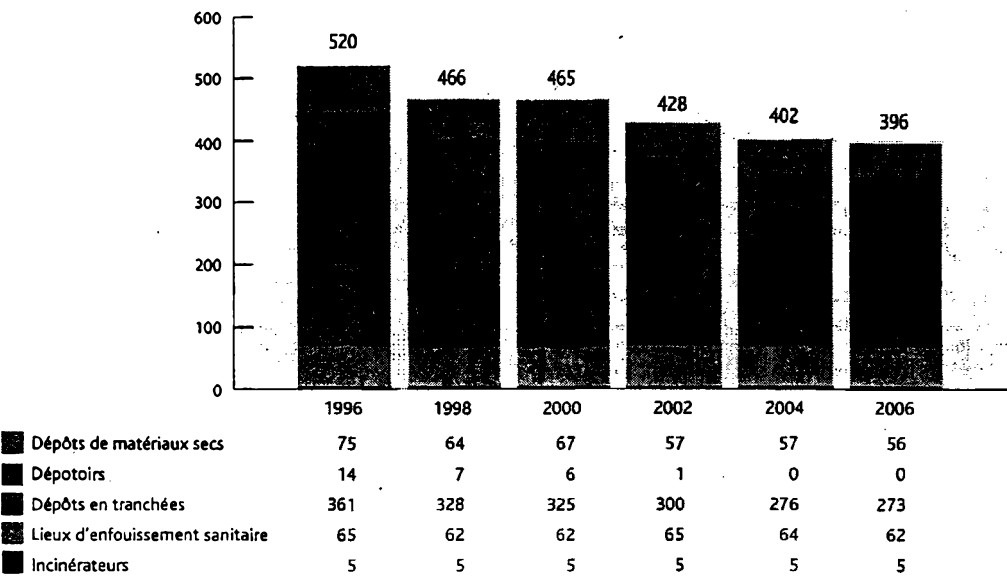
Note 2 : Ce tonnage est exprimé sur une base sèche. Le taux de siccité des boues enfouies est estimé à 29 %. Ainsi, en 2006, 55 000 tm de boues sèches correspondent approximativement à 55 000 / 29 % = 190 000 tm humides

¹ Les boues sont constituées d'eau et de matières sèches. La siccité est le pourcentage de la masse totale composée de matières sèches. Ainsi, une boue avec une siccité de 20 % présente une humidité de 80 %.

² Un composant du ciment obtenu après cuisson d'un mélange à très haute température.

Figure 3.2

Évolution du nombre d'installations d'élimination de matières résiduelles au Québec entre 1996 et 2006



Deux nouveaux règlements

L'élimination des matières résiduelles au Québec est régie par deux nouveaux règlements depuis 2006, lesquels ont été adoptés pour resserrer les normes et, par le fait même, augmenter les coûts liés à l'élimination, rendant ainsi la récupération plus concurrentielle.

Règlement sur l'enfouissement et l'incinération des matières résiduelles

Le *Règlement sur l'enfouissement et l'incinération des matières résiduelles* (REIMR), édicté par le gouvernement en mai 2005, est entré en vigueur en janvier 2006.

Ce règlement donne suite à plusieurs actions prévues à la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008*, dont l'un des objectifs est de s'assurer que les activités d'élimination des matières résiduelles s'exercent dans le respect des personnes et de la protection de l'environnement. Ce règlement remplace graduellement les dispositions du *Règlement sur les déchets solides* initialement adopté en 1978. Sa mise en œuvre s'étale sur trois ans et aura des effets importants pour toutes les municipalités du Québec, ainsi que pour les exploitants d'installations d'élimination des matières résiduelles.

Le REIMR vise plusieurs objectifs importants, dont les suivants :

- mettre fin à l'élimination dans des lieux d'enfouissement sanitaire non étanches;
- fixer des normes à respecter pour les eaux de surface, les eaux souterraines et le biogaz;
- obliger les exploitants à effectuer un suivi environnemental, autant en période d'exploitation des installations qu'après leur fermeture;
- interdire l'établissement et l'agrandissement des dépôts de matériaux secs;
- diminuer le nombre de dépôts en tranchées.

Le REIMR est assorti de nouvelles exigences, notamment des normes de localisation, des garanties d'exploitation et des droits à payer pour les demandes d'autorisation, dont les dispositions s'appliqueront progressivement jusqu'en 2009.



Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination de matières résiduelles

Le *Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination de matières résiduelles* est entré en vigueur le 23 juin 2006. Il prescrit une redevance de 10 \$ la tonne métrique de matières reçues pour l'élimination dans les lieux assujettis, laquelle est indexée annuellement.

Cette mesure vise à procurer de nouvelles sources de financement afin de soutenir les municipalités dans la mise en œuvre de leurs plans de gestion des matières résiduelles (85 % des sommes perçues leur sont redistribuées). Les installations d'élimination assujetties au paiement des redevances sont les lieux d'enfouissement sanitaire (LES), les lieux d'enfouissement technique (LET), les dépôts de matériaux secs (DMS), les lieux d'enfouissement de débris de construction et de démolition (LEDCE), les incinérateurs de Québec, de Lévis, des Îles-de-la-Madeleine et les installations qui incinèrent des boues provenant d'ouvrages municipaux de traitement des eaux.

Les redevances s'appliquent à toutes les matières résiduelles qu'un exploitant reçoit pour les éliminer dans une ou des installations d'élimination mentionnées ci-dessus, sauf pour :

- les matières résiduelles qui sont triées et récupérées sur place;
- les sols et les autres matériaux utilisés pour recouvrir des matières résiduelles enfouies;
- les cendres d'un incinérateur visé par le règlement;
- les résidus miniers et les résidus générés par un procédé de valorisation des résidus miniers.

Tableau 3.2

Faits saillants	2006 vs 2004
Évolution de l'élimination en tonnage	4,1 %
Tonnage des lieux d'enfouissement sanitaire	6,0 %
Tonnage incinéré	1,4 %
Évolution du nombre de dépotoirs	0,0 %
Croissance de la population	1,4 %

4 La performance des trois grands secteurs d'activité

Avec près de 6 235 000 tonnes de matières résiduelles récupérées et valorisées au Québec en 2006¹, le taux de récupération des matières pouvant être valorisées est de 52 %, une hausse de trois points de pourcentage comparativement à 2004 (49 %).

Le tableau 4.1 décrit la gestion des matières résiduelles par secteur d'activités. En 2006, les 3 015 000 tonnes de résidus produits dans le secteur municipal représentent 23 % de la génération totale des matières résiduelles, tandis que le secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD), avec 4 380 000 tonnes, en représente 34 %. Le secteur générant le plus de matières résiduelles au Québec est le secteur industriel, commercial et institutionnel (ICI) avec 5 557 000 tonnes, soit 43 % du total.

On constate, par ailleurs, que le secteur CRD présente, en 2006, le taux de récupération le plus élevé, soit 69 % (2 894 000 t), suivi du secteur ICI avec 49 % (2 383 000 t) et du secteur municipal avec un taux de récupération de 32 % (958 000 t)². La figure 4.1 illustre les proportions respectives de chacun des secteurs.

Les objectifs de récupération fixés par la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008* s'établissent à 60 % pour les secteurs CRD et municipal et à 80 % pour le secteur ICI. Le secteur CRD est le seul à avoir dépassé son objectif en 2004 et 2006. La récupération additionnelle de 470 000 tonnes de résidus d'asphalte et de béton ainsi que de 365 000 tonnes de sciure et de copeaux de bois est en grande partie responsable des gains importants de récupération dans ce secteur.

Figure 4.1

Récupération et élimination des matières résiduelles par secteur d'activités (pourcentage sur le total généré)

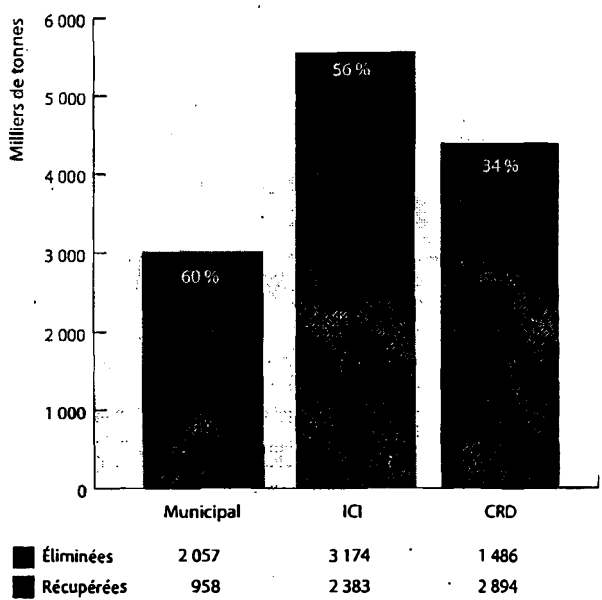


Tableau 4.1

Québec

Performance en 2006 des secteurs d'activités en fonction des objectifs de la Politique						
	Générées	Valorisables	Éliminées	Récupérées et valorisées	Taux de Récupération	Objectifs
Municipal	3 015 000	2 780 000	2 057 000	958 000	32 %	60 %
ICI	5 557 000	5 047 000	3 174 000	2 383 000	49 %	80 %
CRD	4 380 000	4 165 000	1 486 000	2 894 000	69 %	60 %
2006	12 952 000	11 992 000	6 717 000	6 235 000	52 %	65 %
2004	11 388 000	10 046 000	6 454 000	4 934 000	49 %	65 %
2002	11 281 000	10 103 000	6 510 000	4 771 000	47 %	65 %
2000	10 721 000	10 892 000	6 908 000	3 813 000	39 %	65 %

Notes : Dans les quantités récupérées par la collecte sélective municipale, une fraction d'environ 80 000 tonnes est attribuable aux petits commerces; les taux de récupération ont été corrigés en conséquence.

¹ À l'exclusion des boues municipales
² Dans les quantités récupérées par la collecte sélective municipale, une fraction d'environ 80 000 tonnes est attribuable aux petits commerces; les taux de récupération ont été corrigés en conséquence.

La récupération dans le secteur municipal

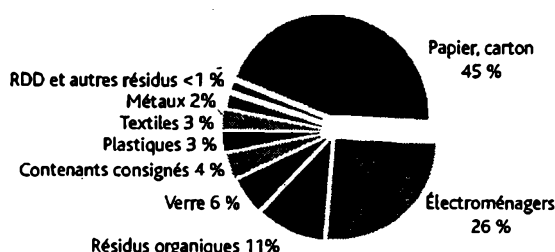
Un peu plus de 950 000 tonnes de matières résiduelles ont été récupérées et valorisées en provenance du secteur municipal. La figure 4.2 montre que le papier/carton domine avec 45 % (43 % en 2004), suivi des électroménagers avec 26 % du poids total (25 % en 2004), tandis que les résidus organiques, troisième en importance, représentent 11 %. Ces trois catégories de matières représentent ensemble 82 % du tonnage récupéré dans le secteur municipal. Les 18 % restants sont composés de verre (6 %), de contenants consignés (4 %), de plastiques (3 %), de textiles (3 %), de métaux (2 %), et d'autres résidus (moins de 1 %).

Le tableau 4.2 décrit l'évolution de la récupération dans le secteur municipal au cours des dernières années. Les 424 000 tonnes¹ de papier/carton représentent une augmentation de 38 % (116 000 t) par rapport à 2004. De leur côté, 248 000 tonnes d'électroménagers ont été récupérées en 2006, soit 36 % (65 000 t) de plus qu'en 2004. L'augmentation significative de la valeur des métaux ferreux, conjuguée à des programmes de récupération plus efficaces, permettent d'expliquer une telle croissance des quantités récupérées.

Les résidus organiques, malgré une hausse de 45 % en 2006, présentent le taux de récupération le plus faible de tout le secteur municipal avec 8 %. Il faut toutefois signaler que les collectes municipales des résidus verts et des résidus de table tardent à s'implanter.

Figure 4.2

Répartition en 2006 du poids des matières résiduelles récupérées et valorisées dans le secteur municipal



L'élimination des boues de fosses septiques et de stations d'épuration municipales a par ailleurs diminué en 2006 par rapport à 2004, passant de 198 000 tonnes sèches à 131 000 tonnes. L'épandage agricole et la valorisation énergétique dans des cimenteries constituent deux avenues de valorisation pour ces matières, des avenues qu'il s'agira de quantifier plus précisément d'ici au prochain bilan.

Des augmentations importantes des quantités récupérées sont aussi notées pour le verre (40 %), les métaux ferreux (42 %) et les plastiques (75 %). La complémentarité du système de consignation sur les contenants à remplissage unique de bière et de boissons gazeuses et de la collecte sélective municipale explique cette situation.

Tableau 4.2

Quantités de matières résiduelles récupérées et valorisées du secteur municipal au Québec de 1992 à 2006 incluant la collecte sélective et la consigne (en tonnes)									Différence
	1992	1994	1996	1998	2000	2002	2004	2006	%
Papier, carton	101 000	130 000	198 000	216 000	258 000	301 000	308 000	424 000	38 %
Verre	22 000	28 000	42 000	34 000	40 000	30 000	42 000	59 000	40 %
Électroménagers	15 000	-	-	-	57 000	99 000	183 000	248 000	36 %
Métaux ferreux	5 000	7 000	11 000	11 000	12 000	12 000	12 000	17 000	42 %
Métaux non ferreux	0	0	0	0	1 000	1 000	1 000	2 000	100 %
Plastiques	4 000	6 000	10 000	7 000	11 000	11 000	16 000	28 000	75 %
Contenants consignés	31 000	30 000	29 000	43 000	35 000	35 000	38 000	41 000	8 %
Textiles	-	20 000	10 000	10 000	14 000	21 000	26 000	26 000	0 %
Résidus organiques	17 000	51 000	84 000	91 000	66 000	84 000	75 000	109 000	45 %
RDD ²	1 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	3 000	50 %
Autres	-	-	-	-	2 000	1 000	1 000	1 000	0 %
Total	196 000	274 000	386 000	414 000	498 000	597 000	704 000	958 000	36 %
Boues	2 000	10 000	21 000	20 000	26 000	22 000	22 000	22 000	-
Total avec boues	198 000	294 000	407 000	436 000	521 000	620 000	726 000	983 000	35 %
Matières	Potentielles	Objectifs	Récupérées	Récupérées / Potentielles		Objectifs selon			
				2006	2004	Politique			
Résidus organiques	1 322 000	793 000	109 000	8 %	6 %	60 %			

Note : Dans les quantités récupérées du secteur municipal, une fraction d'environ 80 000 tonnes est attribuable aux petits commerces qui sont intégrés à la collecte sélective.

¹ Dans les quantités récupérées du secteur municipal, une fraction d'environ 80 000 tonnes est attribuable aux petits commerces qui sont intégrés à la collecte sélective.

² Résidus domestiques dangereux (RDD). Exclut les peintures et les huiles usagées

Le système de consignation sur les contenants à remplissage unique (CRU) de bière et de boissons gazeuses

Le tableau 4.3 distingue les quantités de matières résiduelles récupérées par le système de consignation sur les contenants à remplissage unique (CRU) de bière et de boissons gazeuses. Ces données sont incluses dans le tableau 4.2. Globalement, ce mode de récupération a permis, en 2006, de dévier des lieux d'élimination plus d'un milliard de CRU de bière et de boissons gazeuses. Cela correspond à 41 000 tonnes, soit 8 % (3 000 t) de plus qu'en 2004. Cette augmentation est attribuable aux contenants de verre, dont la récupération est passée de 18 000 tonnes en 2004 à 22 000 tonnes en 2006.

L'objectif de la *Politique* pour les CRU de bière et de boissons gazeuses consignés est de 80 % pour 2008. Les 41 000 tonnes de CRU récupérés par le système de consignation correspondent à un taux de récupération de 74 % pour 2006². Seulement 3 000 tonnes de plus (ou 115 millions de contenants supplémentaires) doivent être récupérées pour atteindre cet objectif. Le défi le plus grand consiste à augmenter la récupération des contenants de boisson consommées hors domicile.

La collecte sélective municipale

La collecte sélective municipale a permis de récupérer 530 000 tonnes de matières résiduelles en 2006, une augmentation de 40 % (+ 151 000 t) par rapport à 2004. Dans les quantités récupérées du secteur municipal, une fraction d'environ 80 000 tonnes est attribuable aux petits commerces qui sont intégrés à la collecte sélective. Le taux de récupération atteint 48 % en 2006, comparativement à un objectif de 60 % fixé à la *Politique* (voir fiche no 5 sur la collecte sélective).

La mise en œuvre du *Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles* vient supporter les municipalités dans le développement de ce mode de récupération. Les entreprises qui mettent en marché des contenants, des emballages et des imprimés doivent dorénavant contribuer au financement de 50 % des coûts nets des programmes municipaux de collecte sélective. La contribution des médias écrits est faite sous la forme de biens et services (placements publicitaires).

L'entrée en vigueur du *Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles*, en juin 2006, représente une autre mesure susceptible de favoriser la récupération des matières résiduelles, notamment dans le secteur municipal. Ce nouveau règlement prescrit une redevance indexable de 10 \$ la tonne de matières reçues pour élimination dans les lieux assujettis (lieux d'enfouissement sanitaire, dépôts de matériaux secs, lieux d'enfouissement de débris de construction et de démolition, etc.).

Tableau 4.3

Quantités de matières résiduelles récupérées et valorisées par la consigne des contenants à remplissage unique (CRU) 1996 à 2006 (en tonnes)							Différences
	1996	1998	2000	2002	2004	2006	2006 vs 2004
Verre	8 000	22 000	15 000	15 000	18 000	22 000	22 %
Métaux non ferreux	11 000	11 000	11 000	10 000	10 000	10 000	0,0 %
Plastiques	10 000	10 000	9 000	10 000	10 000	9 000	-10 %
Total	29 000	43 000	35 000	35 000	38 000	41 000	7,9 %

² Il faut préciser que le taux de récupération des CRU consignés, basé sur le nombre d'unités, est de 70 %. Cette différence est attribuable au fait que les contenants de verre, récupérés en plus grand nombre, pèsent plus que ceux de plastique et de métal.

Tableau 4.4

Évolution des matières générées, éliminées, récupérées et valorisées du secteur municipal de 2000 à 2006

	Générées	Valorisables	Éliminées	Récupérées et valorisées	Taux de Récupération	Objectifs
2006	3 015 000	2 780 000	2 057 000	958 000	32 %	60 %
2004	3 609 000	3 075 000	2 209 000	705 000	23 %	60 %
2002	3 474 000	3 028 000	2 876 000	598 000	20 %	60 %
2000	3 293 000	2 795 000	2 715 000	501 000	15 %	60 %

Notes : Dans les quantités récupérées par la collecte sélective municipale, une fraction d'environ 80 000 tonnes est attribuable aux petits commerces. En conséquence, le taux de récupération du secteur municipal est de 32 %. La caractérisation des matières résiduelles de Chamard-CRIQ-Roche réalisée en 1999-2000 sert de référence aux données de 2004 et antérieures alors que la nouvelle caractérisation 2006-2007 appuie les données de 2006.

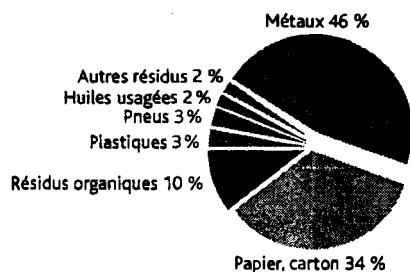
Le tableau 4.4 illustre l'évolution de la gestion des matières résiduelles dans le secteur municipal au cours des dernières années en utilisant les résultats de l'étude de caractérisation réalisée en 2006-2007. On y voit que le taux de récupération a plus que doublé en six ans, passant de 15 %, en 2000, à 32 % en 2006. L'étude de caractérisation a permis de revoir à la baisse la quantité de matières résiduelles générées à domicile et d'ajuster en conséquence, à la hausse, celle du secteur ICI. L'étude de caractérisation réalisée en 1999-2000 par Chamard-CRIQ-Roche procurait les bases statistiques des précédents bilans (le taux de récupération pour 2004 calculé à 23 % serait de 26 % s'il était établi sur la base de la caractérisation menée en 2006).

La récupération dans le secteur ICI

La figure 4.3 montre la répartition des matières résiduelles récupérées par le secteur industriel, commercial et institutionnel (ICI). On constate que ce sont les métaux qui constituent la proportion la plus grande, avec 46 % du tonnage total (53 % en 2004). Suivent, en deuxième lieu, le papier/carton avec 34 % (32 % en 2004) et les résidus organiques avec 10 % (7 % en 2004). Les pneus (3 %), les plastiques (3 %), les huiles usagées (2 %) et les autres résidus ICI (2 %) complètent les 10 % restants.

Figure 4.3

Répartition en 2006 du poids des matières résiduelles récupérées et valorisées dans le secteur ICI



Le tableau 4.5 montre la progression de la récupération dans le secteur ICI au cours des dernières années. Au total, les 2,383 millions de tonnes (Mt) récupérées en 2006 représentent une hausse de 6 % par rapport à 2004 (2,24 Mt).

Les métaux ferreux dominent encore le classement des catégories de matières les plus récupérées (948 000 t), quoiqu'il s'agisse de la seule matière de tout le secteur à avoir subi une diminution depuis 2004 (-11 %). En fait, c'est la première baisse depuis 1996 pour les métaux ferreux, qui sont tout de même récupérés en quantités considérables par rapport aux autres catégories de matières. Cela s'explique en partie par une meilleure distribution des électroménagers entre les secteurs municipal et ICI. Ensemble, les métaux ferreux et non ferreux présentent le deuxième total en importance parmi toutes les matières résiduelles récupérées et valorisées de ce secteur, avec 1,11 Mt. Ces matières se situent loin devant le papier/carton (762 000 t), catégorie qui a augmenté de 5 % en 2006 par rapport à 2004 (723 000 t).

La progression de récupération la plus marquée dans le secteur ICI en 2006 s'avère être celle des résidus organiques (251 000 t), en hausse de 67 % par rapport à 2004. Les résidus de bois, avec 80 % du tonnage récupéré en 2006 (201 000 t), en hausse de 88 000 tonnes par rapport à 2004, sont responsables de l'accroissement global pour cette catégorie de matières. Une forte demande s'exerce sur les résidus de bois et le papier/carton avec les restrictions de coupes forestières.

D'autres catégories de matières ont conduit à des hausses appréciables de tonnages récupérés dans le secteur ICI. La récupération des plastiques en 2006 (67 000 t) a fait un bond de 46 % en comparaison avec 2004 (46 000 t). Fait à remarquer, d'après les résultats de l'enquête, plus de la moitié des plastiques du secteur ICI récupérés sont des matières mélangées n'étant pas triées en fonction de l'identification (no 1 à 7) retrouvée sur chaque produit.

Tableau 4.5

Quantités de matières résiduelles récupérées et valorisées du secteur industriel, commercial et institutionnel (ICI) au Québec de 1996 à 2006 (en tonnes)							
Matières	1996	1998	2000	2002	2004	2006	Différences 2006 vs 2004
Papier, carton	598 000	562 000	572 000	645 000	723 000	762 000	5 %
Verre	36 000	45 000	35 000	26 000	34 000	36 000	6 %
Métaux ferreux	905 000	905 000	1 013 000	1 233 000	1 071 000	948 000	-11 %
Métaux non ferreux	95 000	95 000	143 000	131 000	138 000	165 000	20 %
Plastiques	26 000	33 000	43 000	31 000	46 000	67 000	46 %
Textiles	17 000	11 000	17 000	16 000	12 000	15 000	25 %
Résidus organiques	30 000	84 000	211 000	162 000	150 000	251 000	67 %
Ordinateurs	1 000	1 000	2 000	3 000	3 000	3 000	0 %
Sous-total	1 508 000	1 738 000	2 085 000	2 209 000	2 241 000	2 383 000	6,3 %

Note: Une fraction d'environ 80 000 tonnes compilée avec le secteur municipal est attribuable aux petits commerces qui sont intégrés à la collecte sélective. Cette quantité est à considérer en plus pour le secteur ICI.

Quantités de matières résiduelles récupérées et valorisées par les programmes de responsabilité élargie des producteurs (RÉP) ou par un droit environnemental au Québec de 1996 à 2006 (en tonnes)							
Matières	1996	1998	2000	2002	2004	2006	Différences 2006 vs 2004
Huiles usagées (RÉP)	inclut RDD	inclut RDD	inclut RDD	inclut RDD	inclut RDD	63 000	n.d.
Peintures (RÉP)	inclut RDD	1 000	2 000	2 000	2 000	3 000	50 %
Pneus (droit environnemental)	17 000	44 000	47 000	52 000	62 000	70 000	13 %
Sous-total	17 000	45 000	49 000	54 000	64 000	76 000	19 %
TOTAL ICI	1 725 000	1 781 000	2 085 000	2 301 000	2 241 000	2 383 000	6,3 %

Trois catégories de matières résiduelles du secteur ICI sont récupérées dans le cadre de programmes spécifiques de responsabilité élargie des producteurs (peintures et huiles usagées) ou d'un droit environnemental (pneus hors d'usage). La section du bas du tableau 4.5 réfère à ces programmes..

Les huiles usagées étaient auparavant comptabilisées dans la catégorie des résidus domestiques dangereux (RDD). Or, depuis l'adoption du *Règlement sur la récupération et la valorisation des huiles usagées, des contenants d'huile ou de fluide et des filtres usagés* en 2004, des programmes de récupération individuels et collectifs ont été mis en place. Le principal d'entre eux est géré par la Société de gestion des huiles usagées (SOGHU), qui a favorisé la récupération de 59 000 tonnes en 2006. Les autres partenaires se rapportant au ministère ont déclaré une quantité de 4 000 tonnes. Des données plus précises sont obtenues grâce à l'obligation réglementaire de communiquer les quantités récupérées.

Depuis l'adoption du *Règlement sur la récupération et la valorisation des contenants de peinture et des peintures mis au rebut* en 2000, l'industrie de la peinture doit assumer la responsabilité de ses produits après consommation.

L'organisme Éco-peinture représente les entreprises détentrices de marques de peinture au Québec. Près de 3 000 tonnes de résidus de peinture ont ainsi été récupérées au Québec en 2006, en hausse de 1 000 tonnes par rapport à 2004.

Enfin, le *Programme québécois de gestion intégrée des pneus hors d'usage 2002-2008*, qui impose un droit environnemental de 3 \$ à l'achat de pneus neufs, a permis de récupérer 70 000 tonnes de pneus, soit un taux de récupération de 88 %, l'un des plus élevés dans le monde. L'objectif de récupération fixé à la Politique pour cette catégorie de matières est de 85 %, l'objectif étant dépassé en 2006 (en fait, il a été atteint dès 2002).

Le tableau 4.6 montre l'évolution de la récupération du secteur ICI au cours des dernières années. Un plafonnement autour de 50 % semble atteint. Il faut souligner toutefois que l'enquête réalisée pour le *Bilan* ne tient pas compte de certaines matières transigées par des courtiers et pouvant échapper aux récupérateurs, ou encore celles réintroduites dans de nouveaux cycles de fabrication sur le site même des usines (réemploi).

BILAN
2006

GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES AU QUÉBEC

Tableau 4.6

ICI

Évolution des matières générées, éliminées, récupérées et valorisées du secteur ICI de 2000 à 2006							
	Générées	Valorisables	Éliminées	Récupérées et valorisées	Taux de Récupération	Objectifs	
2006	5 557 000	5 047 000	3 174 000	2 383 000	49 %	80 %	
2004	4 965 000	4 482 000	2 726 000	2 239 000	58 %	80 %	
2002	4 579 000	4 139 000	2 278 000	2 301 000	56 %	80 %	
2000	4 769 000	4 311 000	2 684 000	2 085 000	48 %	80 %	

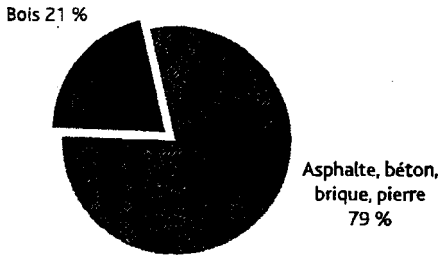
Note: Une fraction d'environ 80 000 tonnes compilée avec le secteur municipal est attribuable aux petits commerces qui sont intégrés à la collecte sélective. Cette quantité est à considérer en plus pour le secteur ICI. En conséquence, le taux de récupération de ce secteur est de 49 %.

La récupération dans le secteur CRD

Comme indiqué au tableau 4.7, entre 2004 et 2006, la récupération dans le secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD) a connu une progression de 45 %, principalement attribuable, en termes de quantité, à la récupération de matériaux comme l'asphalte, le béton, la brique et la pierre. Ces granulats, récupérés à raison de 2,27 millions de tonnes en 2006, représentent à eux seuls plus du tiers de toutes les matières résiduelles récupérées au Québec en 2006. Au tableau 4.8, on constate que malgré l'augmentation importante des quantités générées en 2006 par rapport à 2004 (871 000 t), le tonnage éliminé a diminué pour ce secteur (1,52 Mt en 2004 à 1,49 Mt en 2006). Le taux de récupération actuel de 69 % est au-dessus de l'objectif de récupération établi à 60 % par la Politique. Déjà en 2002, le secteur avait surpassé cet objectif. La figure 4.4 illustre que le bois, sous diverses formes (sciure, copeaux et palettes), compose à peu près le reste des résidus CRD récupérés, avec 21 % du tonnage total.

Figure 4.4

Répartition en 2006 du poids des matières résiduelles récupérées et valorisées dans le secteur CRD



La performance du secteur CRD est remarquable considérant la conjoncture favorable. Selon la Commission de la construction du Québec (CCQ), les heures travaillées étaient passées de 90 millions en 2002 à 120 millions en 2004. Or, en 2006, avec 125 millions d'heures travaillées au Québec (seulement 5 millions d'heures de plus qu'en 2004), on assiste à une nouvelle hausse de la récupération dans ce secteur (de 62 % à 69 % au tableau 4.8). La mise en application, depuis 2002, de la norme du Bureau de normalisation du Québec (BNQ) sur les agrégats stimule leur recyclage. La récupération des matériaux provenant des chantiers, ainsi que le régime de redevances exigibles pour l'élimination expliquent également cette situation. L'ajout d'un montant de 10 \$ par tonne de matières reçues dans les dépôts de matériaux secs (DMS) et autres lieux augmente significativement les coûts de l'élimination, rendant ainsi plus concurrentielle la récupération en favorisant le tri à la source ou à l'entrée du lieu d'élimination.

Au tableau 4.7, on voit que les 386 000 tonnes de sciure et de copeaux de bois récupérés en 2006 présentent aussi une hausse importante (21 000 t en 2004) par rapport aux quantités exprimées dans les bilans précédents. Les pressions à la baisse sur l'offre des ressources forestières peuvent expliquer en partie la croissance importante de cette matière résiduelle. Le bois récupéré est aussi de plus en plus utilisé comme combustible, à titre de substitut des matières vierges, moins abondantes et en demande.

Tableau 4.7

Quantités de matières résiduelles récupérées et valorisées du secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD) au Québec de 1998 à 2006 (en tonnes)						
Matières	1998	2000	2002	2004	2006	Différences 2006 vs 2004
Asphalte, béton, brique, pierre	959 000	1 090 000	1 654 000	1 800 000	2 272 000	26,2 %
Bois	76 000	52 000	69 000	124 000	196 000	58,1 %
Palettes de bois	47 000	5 000	28 000	35 000	39 000	11,4 %
Sciures et copeaux de bois	1 000	22 000	16 000	21 000	386 000	1 738,1 %
Autres	74 000	4 000	8 000	10 000	1 000	-90,0 %
Total	1 157 000	1 173 000	1 775 000	1 990 000	2 894 000	45,4 %
Total (excluant asphalte, béton, brique, pierre)	198 000	83 000	121 000	190 000	622 000	227,4 %

Tableau 4.8

Évolution des matières générées, éliminées, récupérées et valorisées du secteur CRD de 2000 à 2006							
	Générées	Valorisables	Éliminées	Récupérées et valorisées	Taux de récupération	Objectifs	
2006	4 380 000	4 165 000	1 486 000	2 894 000	69 %	60 %	
2004	3 509 000	3 188 000	1 519 000	1 990 000	62 %	60 %	
2002	3 131 000	2 845 000	1 356 000	1 775 000	62 %	60 %	
2000	2 747 000	2 747 000	1 173 000	1 574 000	43 %	60 %	

Tableau 4.9

Faits saillants	
	2006 vs 2004
Récupération des résidus organiques par le secteur ICI	67,3 %
Croissance récupération secteur CRD	45,4 %
Croissance récupération collecte sélective municipale	40 %
Croissance du taux de récupération au Québec	26 %
Croissance de la population	1,4 %

BILAN DE LA COLLECTE SÉLECTIVE MUNICIPALE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Une fiche sur le sujet, provenant du Bilan 2006 de la gestion des matières résiduelles au Québec, est jointe.

5 La collecte sélective municipale des matières recyclables

Augmentation importante du taux de récupération pour la collecte sélective municipale

En 2006, le système de collecte sélective municipale a permis la récupération de 530 000 tonnes de matières recyclables (voir tableau 5.1), une augmentation importante de 40 % (151 000 tonnes) par rapport à 2004. Ces matières ont principalement été récupérées de porte en porte, séparées et conditionnées dans l'un ou l'autre des 36 centres de tri du Québec. Pour la collecte sélective municipale, le taux de récupération atteint 48 % en 2006, comparativement à un objectif de 60 % fixé à la *Politique*.

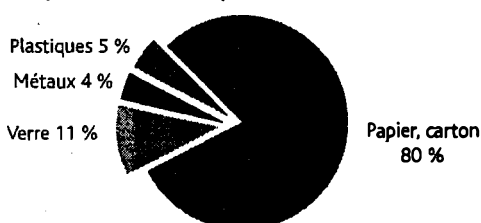
Tel qu'indiqué au tableau 5.1, tout comme en 2004, le papier/carton continue de dominer les matières récupérées avec une quantité de 424 000 tonnes, soit 80 % (voir figure 5.1) des 530 000 tonnes récupérées au total, en hausse de 116 000 tonnes par rapport à 2004. La récupération du verre, quant à elle, a augmenté de 17 000 tonnes pour s'établir à 59 000 tonnes, c'est-à-dire 40 % de plus par rapport au dernier bilan. Les métaux, de leur côté, ont subi une augmentation plus modeste, soit 6 000 tonnes, si l'on combine les métaux ferreux et non ferreux. C'est tout de même une augmentation de 46 % par rapport à 2004.

De toutes les matières récupérées, ce sont les plastiques qui ont connu l'augmentation relative la plus élevée. Ils sont passés de 16 000 tonnes, en 2004, à 28 000 tonnes en 2006, une augmentation de 75 %, soit 12 000 tonnes. Malgré l'importance du tonnage détourné de l'élimination, ceux-ci représentent le plus faible taux de récupération, avec 17 %, comparativement à 24 % pour les métaux, 40 % pour le verre et 75 % pour le papier/carton (voir tableau 5.2). Dans ce dernier cas, il s'agit de la seule catégorie à avoir déjà atteint l'objectif de 60 % fixé à la *Politique* pour toutes les matières visées par la collecte sélective municipale.

Cependant, il importe de mentionner que dans le total de matières récupérées par la collecte sélective municipale, une quantité d'environ 80 000 tonnes est attribuable aux petits commerces. Les taux de récupération des secteurs municipal et ICI ont été ajustés en conséquence, mais pas les quantités de matières.

Figure 5.1

Répartition en 2006 du poids des matières résiduelles récupérées et valorisées par la collecte sélective municipale



Mise en œuvre du régime de compensation pour la collecte sélective

Afin de donner une nouvelle impulsion à la collecte sélective, le gouvernement du Québec a adopté en novembre 2004, conformément à la *Loi sur la qualité de l'environnement*, un règlement instituant un nouveau régime de compensation pour le bénéfice des municipalités : le *Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles*.

Depuis le 1^{er} mars 2005, les entreprises et organismes visés sont responsables du financement de 50 % des coûts nets des programmes municipaux de collecte sélective, suivant l'application du principe de responsabilité élargie des producteurs. Ce régime impose à des organismes de financement agréés par RECYC-QUÉBEC, tels Éco Entreprises Québec et Recyclemédiás, l'obligation de réunir les fonds des entreprises visées par le règlement et de compenser annuellement les municipalités pour les services qu'elles fournissent en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles désignées, à savoir les « contenants et emballages », les « médias écrits », de même que les « imprimés ». Pour les années débutant le 1^{er} mars 2005 jusqu'au 31 décembre 2006, le montant des compensations versées à Éco Entreprises Québec s'est élevé à 54 M\$. En vertu d'une entente, Recyclemédiás a contribué pour un montant équivalent à 2,2 millions de dollars en placements publicitaires dans les quotidiens, les hebdomadaires et les magazines du Québec.

Tableau 5.1

Quantités de matières résiduelles récupérées et valorisées au moyen de la collecte sélective au Québec de 1996 à 2006 (en tonnes)							Différences
Matières	1996	1998	2000	2002	2004	2006	2006 vs 2004
Papier, carton	198 000	216 000	258 000	301 000	308 000	424 000	38 %
Verre	42 000	34 000	40 000	30 000	42 000	59 000	40 %
Métaux ferreux	11 000	11 000	12 000	12 000	12 000	17 000	42 %
Métaux non ferreux	0	0	1 000	1 000	1 000	2 000	100 %
Plastiques	10 000	8 000	11 000	11 000	16 000	28 000	75 %
Sous-total	261 000	269 000	322 000	355 000	379 000	530 000	40 %

Note : Dans les quantités récupérées du secteur municipal, une fraction d'environ 80 000 tonnes est attribuable aux petits commerces qui sont intégrés à la collecte sélective.

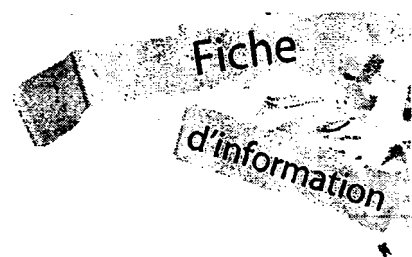
Tableau 5.2

Performance en 2006 des catégories de matières résiduelles en fonction des objectifs de la Politique							
Matières	Générées	Valorisables	Éliminées	Récupérées	Objectifs de récupération	Taux de récupération	Objectifs
Papier, carton	589 000	567 000	165 000	424 000	340 200	75 %	60 %
Verre	168 000	147 000	109 000	59 000	88 200	40 %	60 %
Métaux	78 000	78 000	59 000	19 000	46 800	24 %	60 %
Plastiques	215 000	163 000	187 000	28 000	97 800	17 %	60 %
Sous-total	1 050 000	955 000	520 000	530 000	573 000	48 %	60 %

Note : Dans les quantités récupérées par la collecte sélective municipale, une fraction d'environ 80 000 tonnes est attribuable aux petits commerces qui; les taux de récupération ont été corrigés en conséquence, excepté ceux détaillés par matière.

BILAN DE LA RÉDUCTION À LA SOURCE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Une fiche sur le sujet, provenant du Bilan 2006 de la gestion des matières résiduelles au Québec, est jointe.



LA RÉDUCTION À LA SOURCE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Le contexte

La réduction vise différentes cibles : les ressources naturelles, l'énergie, les gaz à effet de serre, les matières résiduelles, etc. Cette fiche présente la réduction à la source appliquée à une gestion en amont des matières résiduelles.

Dans ce contexte, la réduction à la source est définie comme une action permettant d'éviter de générer des résidus lors de la fabrication, de la distribution et de l'utilisation d'un produit.

La *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008* s'appuie sur le concept des 3RV (réduction à la source, réemploi, recyclage et valorisation). La *Politique* indique à cet effet : « À moins qu'une analyse environnementale ne démontre le contraire, la réduction à la source, la valorisation et l'élimination doivent être privilégiées dans cet ordre dans le domaine de la gestion des matières résiduelles ».

Également, la *Politique* mentionne l'importance de « prévenir ou réduire la production de matières résiduelles, notamment en agissant sur la fabrication et la mise en marché des produits ».

Le premier R : des opportunités à saisir

Au Québec, le principe des 3RV est à la base de la gestion responsable des matières résiduelles. La réduction à la source constitue la première étape de la hiérarchie des 3RV et interpelle autant les citoyens que les entreprises; elle consiste simplement à éviter de générer des matières résiduelles.

Penser réduction

Afin de favoriser la réduction à la source et principalement pour contrer l'obsolescence accentuée et la conception non écologique des produits, diverses approches peuvent être privilégiées, notamment celle des analyses de cycle de vie (ACV), qui sera expliquée plus loin. L'information, la sensibilisation et l'éducation demeurent aussi un moyen pertinent pour inciter autant les consommateurs que les producteurs à revoir leurs pratiques et leurs habitudes.

Parmi les différentes initiatives pour encourager la réduction à la source, la *Semaine québécoise de réduction des déchets* constitue un événement incontournable souligné à la grandeur du Québec. Cet événement se déroule durant la troisième semaine du mois d'octobre et vise la promotion à large échelle de la gestion responsable des matières résiduelles en commençant par la réduction à la source.

À l'occasion de la *Semaine québécoise de réduction des déchets* qui a eu lieu en octobre 2007, une invitation à réduire à la source a été lancée aux ministères et organismes du gouvernement du Québec dans le cadre du programme *WISEZ juste!* de RECYC-QUÉBEC. Des ministères et organismes ont pris l'engagement de retirer les verres de styromousse pour les remplacer par des tasses réutilisables, et ont opté pour des contenants de lait de grand format au lieu de portions individuelles.

Dans leurs plans de gestion des matières résiduelles, les municipalités misent essentiellement sur l'instauration de politiques d'acquisition et sur la promotion de bonnes pratiques auprès des citoyens, en soulignant les actions favorables à la réduction à la source. Pour les industries, les commerces et les institutions (ICI), s'engager dans une démarche de gestion responsable des matières résiduelles implique d'examiner la quantité et la nature des matières générées et, de ce fait, de revoir les modes de production pour en réduire les ressources (eau, énergie, matières premières, etc.).

Pour obtenir le plus haut niveau de reconnaissance dans le cadre du programme d'attestation de performance *ICI ON RECYCLE!* de RECYC-QUÉBEC, les industries, les commerces et les institutions intéressés ont l'occasion de faire valoir leurs actions allant dans le sens de la réduction à la source. Parmi les actions d'entreprises attestées, on trouve les suivantes : retrait de la vaisselle jetable et mise à disposition de couverts réutilisables, achats de produits ménagers concentrés et en plus grand format, configuration des imprimantes et photocopieurs pour l'impression recto-verso par défaut, retour des emballages aux fournisseurs et remplacement des distributeurs de serviettes en papier dans les salles de toilette par des séchoirs électriques.

La réduction, ça se mesure !

a) Évolution du PIB

Pour vérifier l'atteinte des objectifs de la *Politique*, le *Bilan de la gestion des matières résiduelles au Québec*, réalisé aux deux ans par RECYC-QUÉBEC, s'appuie sur des calculs de taux de récupération. À priori, le taux de récupération ne rend pas justice aux efforts de réduction à la source, bien que ceux-ci contribuent fortement à la baisse de la génération des matières résiduelles. Toutefois, en s'inspirant d'une méthode américaine développée par l'*Environmental Protection Agency*¹ des États-Unis (U.S. EPA), il est possible d'estimer la réduction à la source au Québec. Il faut d'abord déterminer quelle variable économique explique le mieux les variations des matières générées observées. Au Québec, il s'agit du produit intérieur brut réel (PIB)². Des études européennes s'appuient également sur la performance économique pour évaluer la génération de matières résiduelles. Selon l'Agence environnementale européenne, rompre le lien entre le PIB et la génération de déchets permettrait d'affirmer qu'il y a eu une réelle réduction à la source³. C'est exactement ce que démontre la figure 1. Précisons cependant que cette mesure de réduction à la source ne tient pas compte de certains facteurs d'influence, par exemple le développement technologique qui accentue l'obsolescence des produits, les variations saisonnières pouvant diminuer la quantité de résidus verts (branches, herbes, feuilles et résidus de jardin), ainsi que les pratiques commerciales pouvant affecter les investissements réalisés dans des projets (construction, rénovation, démolition).

Il est important de noter que la méthode du U.S. EPA inclut les secteurs municipal et ICI (industriel, commercial et institutionnel), mais exclut la génération des matières résiduelles provenant du secteur CRD (construction, rénovation et démolition). Il en est de même pour la France, par exemple. La base de calculs privilégiée aux États-Unis a été utilisée pour calculer l'effet de la réduction au Québec.

Décrivons un exemple: l'année 2004. La génération de matières résiduelles mesurée en 2002 était de 9,4 M de tonnes (excluant les matières provenant du secteur CRD). Comme l'augmentation moyenne du PIB au Québec s'est établie à 2 % par an entre 2000 et 2004, la génération de matières résiduelles prévue par l'évolution du PIB durant cette période se serait traduite par la génération de 9,8 M de tonnes de matières résiduelles en 2004. En réalité, la génération telle que mesurée par le *Bilan 2004* fut de 9,4 M de tonnes. La différence (0,4 M de tonnes) correspondrait à la réduction à la source entre 2002 et 2004, soit environ 2 % par année.

Pour 2006, selon cette méthode, l'estimation prévue de la génération de matières résiduelles serait moins élevée que les quantités réelles produites, telles que mesurées par le *Bilan 2006*. En conséquence, il y aurait eu entre 2004 et 2006 non pas une réduction à la source, mais plutôt une augmentation qui s'exprime par l'expression « expansion à la source ». Cette expansion, illustrée à la figure 1, serait de 300 000 tonnes, ce qui équivaut à 1,4 % par année.

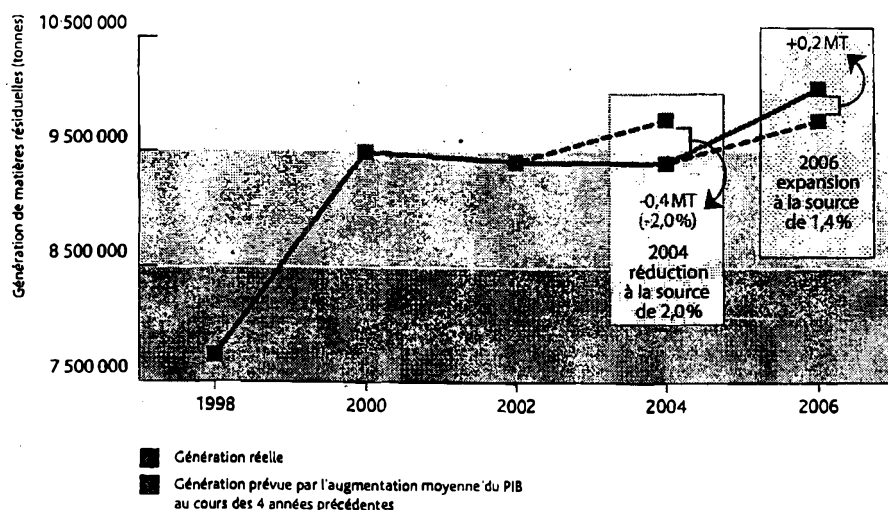
En regardant de plus près cependant, on constate que plus de 55 % de la croissance de la génération en 2006 émane du secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). Les travaux d'infrastructures qu'a connus le Québec au cours des dernières années et qui se continueront dans les prochaines années, ont un impact significatif sur la génération des matières résiduelles. En excluant cette poussée du secteur CRD, nous avons un accroissement de 6 % de la génération des matières résiduelles sur deux ans, croissance qui est en lien avec celle des dépenses personnelles des ménages (6,5 %) et celle du PIB (3,9 %) ; en d'autres termes en lien avec la performance économique du Québec.

¹ U.S. Environmental Protection Agency. National Source Reduction Characterization Report: For Municipal Solid Waste in the United States, novembre 1999. 77 pages.

² Aux États-Unis, l'EPA utilise les dépenses personnelles de consommation. Cette différence s'explique par le fait que les Américains cherchent à estimer la réduction à la source des matières résiduelles du secteur municipal uniquement. De son côté, RECYC-QUÉBEC cherche à estimer la réduction à la source de l'ensemble des matières résiduelles produites dans tous les secteurs. Il fait donc du sens que le PIB soit la variable la plus pertinente.

³ European Environment Agency. Baseline projections of selected waste streams, 1999, <http://europa.eu.int>

Figure 1 Réduction ou expansion à la source : estimation à partir de l'évolution du PIB pour 2004 et 2006



Il faut émettre ici quelques réserves sur ces calculs. Comme nous le verrons plus loin dans cette fiche, plusieurs initiatives favorisant la réduction à la source existent déjà depuis quelques années, mais leurs résultats sont difficiles à distinguer des autres facteurs pouvant influencer, à la baisse ou à la hausse, la génération de matières résiduelles. En conséquence, il faudra raffiner davantage cette méthode pour qu'elle parvienne à mieux distinguer l'impact relatif de la réduction et de l'expansion à la source, par rapport à la conjoncture économique.

L'U.S. EPA a déjà poussé plus loin cette évaluation de la réduction à la source en mettant à la disposition des communautés un manuel⁴ et un logiciel permettant d'identifier le potentiel de réduction, et qui proposent différentes stratégies pour entreprendre des actions de réduction. Il est également possible d'estimer les économies engendrées par les mesures de réduction appliquées. Les calculs tiennent compte de différents facteurs, dont la quantité de matières résiduelles pour une catégorie spécifique, la portion de ces matières concernées par une mesure de réduction donnée, le degré d'efficacité de la mesure de réduction et la limite technologique utilisée.

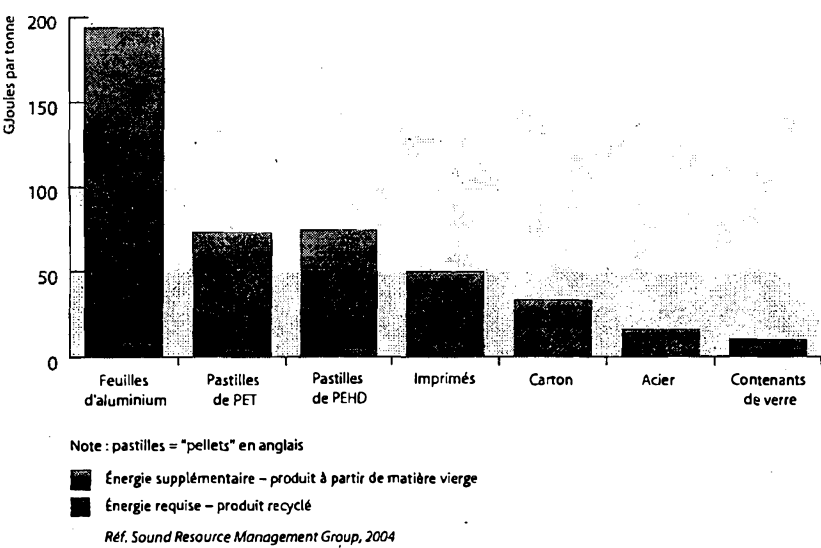
b) Analyses de cycle de vie

Les analyses de cycle de vie (ACV) fournissent des moyens efficaces et sont de plus en plus utilisées pour évaluer les impacts environnementaux des activités liées à la gestion des matières résiduelles. La figure 2 illustre par exemple comment les ACV peuvent permettre d'évaluer les économies d'énergie réalisées en recyclant les matières résiduelles récupérées par la collecte sélective en de nouveaux produits similaires aux produits originaux (fabriqués à partir de matières premières vierges).

Les données proviennent d'ACV effectuées dans l'État de Washington, en utilisant les données obtenues à partir de programmes de collecte sélective municipale. La fabrication de produits recyclés en aluminium ou en plastique (PET ou PEHD) ne requiert que 5 % à 7 % de l'énergie requise pour fabriquer les mêmes produits à partir de matières premières vierges. Les économies d'énergie sont de 63 % pour les produits recyclés en acier, à plus de 50 % pour les cartons et les imprimés et à 35 % dans le cas des contenants de verre.

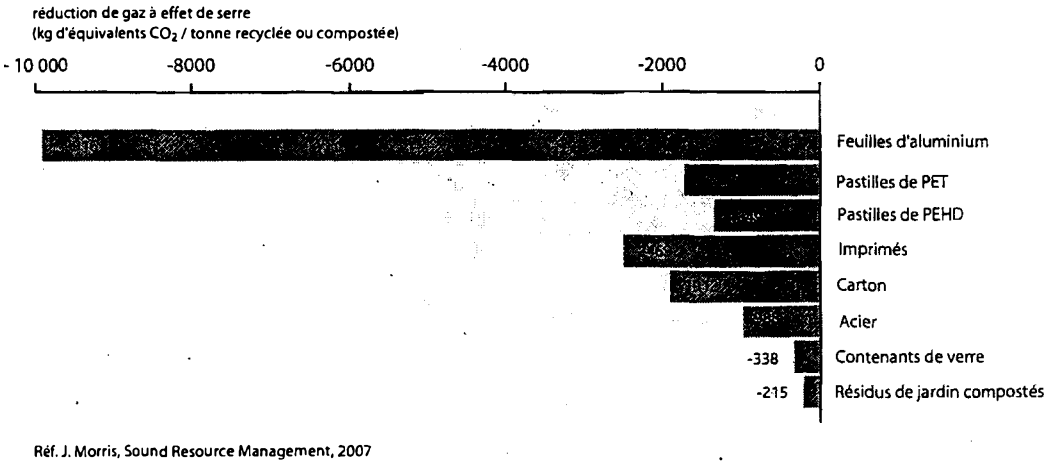
⁴ Le guide Source Reduction Program Potential Manual et le logiciel Reducelt, ont été produits par United States Environmental Protection Agency en 1997.

Figure 2 Mise en valeur et économie d'énergie



La figure 3 résume les réductions d'émissions de gaz à effet de serre résultant du recyclage ou du compostage de matières résiduelles par rapport à ce qu'il en adviendrait si elles étaient acheminées vers un lieu d'enfouissement sanitaire^{5 6}.

Figure 3 Mise en valeur et réduction des gaz à effet de serre



⁵ Réf. J. Morris, Sound Resource Management, « Curbside Recycling in King County : Valuation of Environmental Benefits », août 2007
⁶ Hypothèses : avec 75 % de captage des biogaz générés. Cette hypothèse est la valeur utilisée par défaut par le modèle WARM du U.S. EPA.

Les matières recyclées ou compostées conduisent à une réduction de gaz à effet de serre (en kg d'équivalents CO₂ par tonne recyclée ou compostée) variant entre 200 kg et près de 10 000 kg de CO₂ par tonne de matières résiduelles récupérées.

Certaines précisions s'imposent concernant les données présentées à la figure 3, afin de refléter la situation au Québec. Le recyclage de l'aluminium se traduit par une réduction de 2,7 tonnes de gaz à effet de serre évitées par tonne de matières résiduelles recyclées, considérant que l'hydroélectricité produite au Québec est une source d'énergie moins polluante. De plus, selon une étude d'ICF Consulting préparée pour Environnement Canada⁷, la réduction de GES provenant de la mise en valeur des résidus organiques compostés équivaut à plus d'une tonne d'équivalent CO₂ (émissions évitées par tonne et quantité de CO₂ séquestrée dans le compost).

Il semble clair que les ACV seront utilisées de façon croissante pour cibler et quantifier les impacts environnementaux des diverses options de gestion des matières résiduelles, y compris la réduction à la source.

Les différents visages de la réduction

Il existe différents niveaux d'actions pour parvenir à une réduction à la source. Les principaux niveaux d'actions de la réduction à la source peuvent s'illustrer par les façons suivantes :

a) Matières premières

La réduction de l'utilisation de matières premières constitue un premier niveau de réduction à la source. Cette réduction peut notamment résulter de l'optimisation d'un procédé industriel. Par exemple, certains secteurs d'activités, en particulier ceux du textile et de la métallurgie, ont intégré la réduction à la source dans une logique de rentabilité, pour minimiser les pertes de matières premières. Moins de rejets rime donc avec rentabilité.

b) Écoconception

Une tendance importante appelée écoconception est née du besoin d'utilisation efficace des ressources et de la disponibilité croissante des matières résiduelles. La substitution d'une matière première par une matière résiduelle favorise inévitablement la réduction à la source car elle évite potentiellement l'extraction et l'usage de ressources naturelles. Un répertoire des produits à contenu recyclé disponibles au Québec peut être consulté dans le site Internet de RECYC-QUÉBEC.

c) Emballage

Les activités de transport de marchandises et de mise en marché génèrent des quantités importantes de rebuts d'emballage. Plusieurs initiatives de réduction des emballages vont dans le sens d'une utilisation efficace des ressources. Bien des produits suremballés auraient avantage à adopter un régime minceur afin de réduire les coûts de production et le prix d'achat, de même que les impacts environnementaux. En Ontario, un règlement oblige les fabricants, les emballeurs et les importateurs d'aliments, de boissons, de papier ou de produits chimiques emballés, à mettre en œuvre un plan de réduction des emballages⁸.

d) Actions préventives

Des actions simples peuvent faire toute la différence pour une réduction à la source à grande échelle. Par exemple, la Ville de Montréal applique une réglementation permettant aux citoyens de ne pas recevoir de matériel publicitaire indésirable en offrant une vignette autocollante (« Pas de circulaires ») que les citoyens peuvent apposer sur leur boîte postale. Les distributeurs sont alors tenus de respecter ce pictogramme sous peine d'amende. La Ville de Québec a également introduit un système similaire en 2005.

e) Promotion responsable

Les campagnes publicitaires axées sur des habitudes d'achats responsables ont un effet déterminant sur les choix des consommateurs et l'adoption de mesures de réduction à la source. Le périodique Protégez-vous donne régulièrement des conseils pour faire des choix de consommation judicieux, qui tiennent compte notamment de la durabilité des produits, un élément clé pour favoriser la réduction à la source.

⁷ ICF Consulting (2005). Analyse des effets des activités de gestion des matières résiduelles sur les émissions de gaz à effet de serre. Rapport final, 161 p.

⁸ Ministère de l'environnement de l'Ontario, 2004. www.ene.gov.on.ca

f) Consommation responsable

En achetant des produits à valeur environnementale ajoutée, les consommateurs exercent une influence considérable sur les tendances en matière de conception et de fabrication de produits. Achetez mieux : achetez moins! Par opposition aux produits durables, les produits jetables sont de bons exemples qui vont à l'encontre du principe de réduction. Le carrefour du consommateur responsable ethiquette.ca constitue un bon point de départ pour des acquisitions tenant compte de la réduction à la source.

g) Gestion sur place des matières résiduelles

Prendre en charge la gestion de ses propres matières résiduelles est aussi un facteur contribuant à la réduction à la source. Faire son compostage pour le jardin ou pratiquer l'herbicyclage (valorisation sur place du gazon) sont des actions qui contribuent à une réduction à la source, en évitant de générer des matières résiduelles qui devront être gérées par les municipalités.

La plus récente étude de caractérisation des matières résiduelles du secteur résidentiel⁹ effectuée par RECYC-QUÉBEC et Éco Entreprises Québec en 2006-2007 a révélé que les matières organiques, composées principalement de déchets de table et de résidus verts (branches, herbes, feuilles et résidus de jardin), constituaient de loin la plus grande part (44 %) de l'ensemble des matières résiduelles d'origine résidentielle générées, avec 179 kg par personne par année. Par contre, avec un taux de récupération et de mise en valeur de seulement 8 %, tel que révélé par les résultats du *Bilan 2006*¹⁰, les matières organiques représentent la catégorie de matières résiduelles présentant à la fois le plus haut potentiel d'augmentation de la récupération et de réduction à la source. Ainsi, le potentiel de réduction avec l'herbicyclage est considérable.

En effet, les résidus verts représentent environ 22 % (soit la moitié des résidus organiques) des matières résiduelles provenant du secteur municipal. À lui seul, le gazon coupé constituerait presque la moitié des résidus verts¹¹. La réalisation de campagnes d'information et de sensibilisation, de même que l'adoption d'un règlement interdisant la collecte de gazon, pourraient permettre qu'environ 20 % des résidus verts

soient laissés au sol¹². En pratique, cela signifie qu'une réduction à la source de près de 135 000 tonnes de matières résiduelles valorisées sur place serait atteignable. Cela correspondrait à une réduction à la source de plus de 1 % pour l'ensemble du Québec!

Les effets environnementaux positifs de l'herbicyclage et du compostage domestique ont commencé à être quantifiés. Comme ces pratiques sont habituellement accompagnées d'une réduction de l'utilisation de pesticides et de fertilisants de synthèse, Morris et Bagby¹³ ont calculé qu'une tonne de résidus verts compostés se traduisait notamment par une réduction de 490 kg de gaz à effet de serre (GES, en équivalents CO₂), ainsi que par une réduction d'émissions de matières toxiques et de poussière.

h) Adoption et promotion de mesures volontaires

Des mesures volontaires appuyées par les producteurs (industries et commerces) peuvent avoir une incidence très positive sur la réduction à la source. Ainsi, dès 2003, pour contrer l'usage abusif de sacs de plastique pour les emplettes, l'Australie s'est dotée d'un code volontaire de bonnes pratiques développé par l'Australian Retailers Association (ARA). Les commerçants qui adhèrent à ce code s'engagent notamment à faire la promotion des sacs réutilisables et à former leur personnel, afin de favoriser l'adoption de comportements responsables. À la fin de 2004, il en a résulté une baisse significative de plus de 20 % du nombre de sacs distribués.

Selon le Conseil canadien des distributeurs en alimentation (CCDA), plus de 4 millions de sacs réutilisables ont été vendus au Québec depuis leur introduction en 2005, ce qui représente une réduction potentielle de près de 20 %¹⁴. L'Association des détaillants en alimentation du Québec (ADA) a réalisé, au printemps dernier, un sondage auprès de ses membres dans lequel on abordait la question des sacs. Les résultats révèlent qu'une diminution appréciable de l'utilisation des sacs de plastique conventionnels (basée sur les achats) a été observée. Considérant certaines variables, dont le type de commerce, la surface et l'emplacement, cette diminution varie entre 15 et 35 %.

⁹ Caractérisation des matières résiduelles du secteur résidentiel au Québec 2006-2007, RECYC-QUÉBEC et Éco Entreprises Québec, 2007.

¹⁰ Bilan 2006 de la gestion des matières résiduelles au Québec, RECYC-QUÉBEC, p.8.

¹¹ Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles, CMM, 2006.

¹² CSR (CORPORATION SUPPORTING RECYCLING) (2001). Manual on generally accepted principles (CAP1) for calculating municipal solid waste system flow. Development of a methodology for measurement of residential waste diversion in Canada, 40 p. excl. annexes.

¹³ J. Morris et J. Bagby, Measuring Environmental Value for Natural Lawn and Garden Care Practices, International Journal of Life Cycle Assessment, 2007, sous presse.

¹⁴ Estimation basée sur 2,5 sacs évités par sac réutilisable vendu et une utilisation moyenne de 3 fois par semaine à un taux d'utilisation de 25 %. RECYC-QUÉBEC, 2006.

i) Mesures réglementaires

Au-delà des mesures volontaires, certains pays ont choisi d'intervenir par voie réglementaire pour réduire à la source. La Corse et le Bangladesh ont banni l'utilisation des sacs de plastique, tandis que l'Irlande, le Danemark et l'Afrique du Sud obligent dorénavant les commerces à faire payer les sacs par le consommateur. En Irlande, après un an d'application de cette mesure, l'usage des sacs de plastique a diminué de 90 %.

Il est clair que l'entrée en vigueur de mesures réglementaires, comme le *Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles* (10\$ par tonne) et le *Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles*, favorisent la mise en valeur des matières résiduelles, mais également la réduction à la source et l'écoconception.

j) Jetez, payez !

Les différentes formes de redevances à l'élimination visant à responsabiliser « le pollueur » ont pour objectifs de détourner les matières résiduelles de l'élimination au profit de la mise en valeur et, plus en amont, de favoriser la réduction à la source des matières résiduelles. Différentes formes de redevances sont en vigueur et s'appliquent tantôt aux citoyens, aux commerces et aux industries, tantôt directement aux exploitants d'installations d'élimination.

Une revue des expériences de tarification à l'acte des déchets domestiques¹⁵ (au poids ou au volume) dans plusieurs pays, dont l'Allemagne, la France, la Belgique, les États-Unis et la Hollande, conclut sur l'efficacité des mesures de tarification des déchets en faveur de la réduction à la source et de la récupération à des fins de recyclage. Les comportements préconisant la réduction à la source sont d'autant plus durables lorsqu'une campagne d'information et de sensibilisation du type *Jetez, payez*¹⁶ accompagne les mesures tarifaires.

Des exemples de réduction à la source

Bien que la réduction à la source soit toujours en tête de la hiérarchie des 3 RV et que de plus en plus de façons de la mettre en application soient observées, son évaluation quantitative s'avère encore un défi. Contrairement au recyclage, qui comporte des matières à peser pouvant être retracées à chaque étape du processus, il s'agit dans le cas de la réduction à la source de quantités qui sont déviées de la gestion courante des matières résiduelles.

Les principales approches pour évaluer la réduction à la source réfèrent à des paramètres globaux : PIB, gaz à effet de serre (équivalents de CO₂) et réduction d'énergie (BTU). Les prochains défis consisteront à développer des méthodes permettant de préciser les modes d'évaluation et d'analyse de la réduction à la source par région, par municipalité, par secteur et par matière.

Le tableau 1 fournit en résumé plusieurs exemples concrets de réduction à la source appliqués à la gestion en amont des matières résiduelles, s'adressant aussi bien aux producteurs qu'aux consommateurs.

¹⁵ Glachant M., « Le concept de responsabilité élargie du producteur et la réduction à la source des déchets de consommation », *Annales des Mines - Responsabilité et Environnement*, no 39, juillet 2005.

¹⁶ Traduction libre de la formule anglophone « Pay as you Throw ».

Tableau 1 - Applications et exemples de réduction à la source¹⁷

Réduction à la source	Application	Exemple
Production	Conception	<ul style="list-style-type: none">• Convertir un produit en service (prêt, location, etc.)• Choisir des matériaux plus résistants et plus durables• Réduire la dimension du produit en maintenant son efficacité• Design modulaire du produit pour faciliter le remplacement des pièces, l'entretien et son amélioration• Offrir de multiples fonctions à un même produit• Prévoir les débouchés de mise en valeur des composantes du produit en fin de vie• Introduire des matières recyclées dans le processus de fabrication et utilisation de matériaux recyclables
	Extraction de matières premières	Utiliser moins de matières premières au profit de matières résiduelles issues du réemploi, du recyclage ou de la valorisation
	Fabrication	Optimiser les procédés de fabrication pour réduire l'usage de matériaux tout en maintenant la qualité et la performance
	Emballage	Minimiser l'utilisation de matériaux d'emballage tout en protégeant autant le produit
	Politique de retour	<ul style="list-style-type: none">• Offrir aux consommateurs de reprendre le produit à la fin de son usage pour réintroduire des composantes dans la fabrication de nouveaux produits• Offrir aux consommateurs de reprendre les emballages et les produits de transport (sacs, boîtes, palettes, etc.)
Consommation	Identification du besoin	Prendre le temps d'identifier le produit répondant le mieux au besoin, en achetant et en utilisant le nécessaire
	Choix éclairé	<ul style="list-style-type: none">• Accorder la priorité à un produit durable, facile d'entretien, permettant d'être réparé, reconditionné, recyclé ou amélioré• Acquérir des produits mieux conçus (durabilité, composantes, etc.)• Préconiser les produits en vrac• Choisir des produits de plus grand format• Opter pour des produits dont l'emballage peut servir de nouveau• Acheter des produits liquides concentrés• Privilégier les produits fabriqués au Québec ou le plus près possible du lieu de consommation, afin de réduire les impacts liés au transport
	Pratiques et usages	<ul style="list-style-type: none">• Maximiser l'usage de moyens électroniques déjà en place pour réduire l'impression de papier (impression recto-verso, inscription à la facturation électronique, transactions bancaires par Internet, etc.)• Apposer un pictogramme sur la boîte aux lettres afin d'aviser les distributeurs du refus de recevoir de la publicité non adressée• Éviter d'accepter systématiquement les sacs d'épicerie offerts lorsque non requis• Adopter de saines habitudes de conservation des aliments• Lors d'aménagement paysager, accorder une priorité aux végétaux nécessitant peu d'entretien• Pratiquer l'herbicyclage (valorisation sur place du gazon coupé)• Faire l'usage d'un composteur domestique et employer le compost produit comme amendement de sol

¹⁷ Adapté du Traité d'écoconception, Maxime Thibeault, 2007.

Pour plus d'information

Ligne INFO-RECYC :

1 800 807-0678 (sans frais)

514 351-7835 (Montréal)

Adresse de courrier électronique :

info@RECYC-QUEBEC.gouv.qc.ca

Site Internet :

www.RECYC-QUEBEC.gouv.qc.ca

Liens Internet utiles

Gérer les matières résiduelles à la maison - Pourquoi et comment réduire ?

<http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/client/fr/gerer/maison/reduction.asp>

Liens d'intérêt - Achats et consommation responsables

<http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/client/fr/rubriques/liens.asp?idTypeLib=60>

Dernière mise à jour : février 2008

RECYC-QUÉBEC

Québec



BILAN DU RÉEMPLOI DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Une fiche sur le sujet est jointe.

LE RÉEMPLOI DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Le contexte

Donner une seconde vie à des biens de consommation ou à des matériaux est une pratique qui a toujours existé ; il s'agit du réemploi. La société de consommation actuelle engendre une rotation rapide des biens et des produits dont on se départit généralement plus rapidement. Donner, prêter, transformer, réparer ou vendre les biens usagés sont des moyens d'épuiser les surplus ou d'économiser, tout en réduisant la quantité de biens produits et surtout la quantité de biens destinés à l'élimination. Non seulement le réemploi est une façon de prolonger la durée de vie utile des biens, c'est également un moyen de combler ses propres besoins tout en diminuant la pression exercée sur les ressources naturelles.

Le réemploi, second R des 3RV

La Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008 introduit, par le principe des 3RV, le réemploi comme la seconde priorité après la réduction à la source. La définition actuelle du réemploi se lit comme suit : « une utilisation répétée d'un produit ou d'un emballage, sans modification de son apparence ou de ses propriétés ». Ainsi, le réemploi consiste à retarder l'étape du recyclage, de la valorisation ou de l'élimination ultime d'un bien.

Le réemploi au quotidien

En plus d'articles réutilisables courants comme les vêtements, les meubles et les électroménagers, un nombre incalculable de biens se prête au réemploi. En voici les principales catégories :

- Antiquités
- Appareils électriques et électroniques
- Articles de sport
- Articles pour enfants
- Bonbonnes de propane réutilisables
- Bouteilles de bière (consigne)

- Cartouches d'encre
- CD musicaux
- Chaussures
- Costumes
- DVD et cassettes vidéo
- Électroménagers
- Équipements industriels
- Instruments de musique
- Jouets et jeux
- Livres et magazines
- Matériaux de rénovation
- Matériel informatique
- Meubles
- Piles rechargeables
- Sacs d'emplètes réutilisables
- Véhicules et pièces d'automobiles
- Vêtements et accessoires

Concrètement, le réemploi s'exprime par :

- le prolongement de la vie d'un bien, évitant potentiellement la génération d'une matière résiduelle et l'achat d'un nouveau bien de remplacement (ex : réparation d'un téléviseur) ;
- l'affectation d'autres usages pour un même bien (ex : des moulures en bois retirées d'un immeuble déconstruit pour la fabrication de meubles) ;
- l'acquisition d'un bien usagé (ex : se procurer un réfrigérateur auprès d'une ressourcerie) ;
- l'éco-design, alors qu'un produit peut être fait à base de matières usagées (ex : un sac fait à partir de vieux vêtements) ;
- l'utilisation collective d'un bien par le prêt ou la location (ex : prêt d'un livre à la bibliothèque).

Le réemploi : autant d'avantages que de possibilités

Les retombées du réemploi sont multiples et se regroupent dans les trois sphères du développement durable : l'économie, la société et l'environnement.

- Si le réemploi est un acte substitut à l'acquisition d'un bien neuf, il contribue à la préservation des ressources naturelles.
- En contribuant à l'allongement de la durée de vie d'un bien, le réemploi permet de retarder l'étape d'une transformation plus importante et qui requiert plus d'énergie, comme le recyclage.
- Le réemploi fait naître de nombreuses opportunités sur le plan économique (prix avantageux et création d'emplois).
- Le réemploi permet aux personnes moins fortunées d'acquérir des biens à faible coût par le biais d'organismes de bienfaisance.
- Le réemploi constitue, dans bien des cas, une alternative environnementale à l'élimination.

Les acteurs du réemploi au Québec

La plupart des articles réutilisables qui apparaissent au tableau 1 ont engendré des occasions d'affaires et des actes de bienfaisance, d'où la présence d'acteurs très diversifiés dans le secteur du réemploi au Québec.

Il est évalué que les entreprises à but non lucratif représentent environ le deux tiers de l'ensemble des acteurs du réemploi¹. Ces entreprises sont de différentes natures : entreprises d'économie sociale, organismes de charité, centres de travail adapté (CTA), Centres de formation en entreprise et récupération (CFER), institutions religieuses ou caritatives, etc.

L'importance relative du réemploi parmi les autres méthodes de mise en valeur

La documentation au sujet des quantités d'articles usagés qui sont mis en valeur par le réemploi est rare, puisque le transfert d'un article usagé entre les individus ou les organismes est généralement informel. Ainsi, les

activités de réemploi échappent souvent à une forme quelconque de comptabilisation, ce qui rend complexe l'exercice de mesure des performances liées au réemploi.

Tableau 1
Les acteurs du réemploi

Catégorie	Exemples d'acteurs concernés
Achat, revente, échange et don	Détaillants de produits usagés, antiquaires, brocanteurs, friperies, ressourceries, Centre de formation en entreprise et récupération (CFER), comptoirs d'entraide, écocentres, particuliers (ventes de garage), courtiers et exportateurs, diffuseurs d'annonces classées (journaux et Internet), encans électroniques (eBay)
Entretien, réparation, reconditionnement et re-design	Réparateurs, cordonniers, couturiers, restaurateurs, nettoyeurs, reconditionneurs, rembourreurs, éco-designers, ébénistes, horlogers, bijoutiers
Prêt et location	Locateurs d'outils et d'appareils ménagers, bibliothèques, joujouthèques, locateurs de films et de jeux vidéo

Tableau 2
Le réemploi sur l'île de Montréal et au Québec

	Île de Montréal ¹	Ensemble du Québec ²
Nombre d'établissements dans le secteur du réemploi	400	1 650
Quantité de matières mises en valeur par le réemploi en 2006 (tonnes)	38 000	156 800

¹ Selon l'étude de caractérisation de Ni environnement, 2006.

² Projection à partir des données de l'île de Montréal, selon la population de la Ville de Montréal (1 854 442) et de l'ensemble du Québec (7 651 033) en 2006.

¹ Le Réemploi au Québec, Lanoie, 2007.

Une étude de caractérisation spécifique au réemploi a été réalisée pour le compte de la Ville de Montréal² et indique que près de 60 000 tonnes d'articles (principalement des vêtements et accessoires, livres et documents) transitent annuellement par environ 400 établissements actifs dans le domaine du réemploi sur l'île de Montréal. Il est évalué que, de ces matières, environ les deux tiers sont véritablement mis en valeur par le réemploi. L'autre tiers est plutôt destiné à des fins de recyclage ou d'élimination. En somme, à Montréal seulement, ce sont environ 38 000 tonnes d'articles usagés qui sont valorisées par année au moyen du réemploi (environ 51 millions d'articles). Par extension, cela représenterait près de 157 000 tonnes de matières résiduelles réemployées pour l'ensemble du Québec (tableau 2).

Le réemploi et l'économie sociale

Les entreprises d'économie sociale occupent une place importante dans le secteur du réemploi. L'entreprise d'économie sociale, en plus de tenir compte de sa viabilité économique, mise sur les retombées sociales dans le milieu et au sein même de l'entreprise en incarnant des valeurs d'équité, de démocratie, de partage des profits et d'engagement des employés et de la communauté dans le développement de l'entreprise.

Le réemploi et l'exportation

Sur le lot des matières résiduelles destinées au remploi, une part significative est exportée dans des pays défavorisés. Parmi les matières couramment exportées, on retrouve des vêtements, des vélos et des appareils informatiques. Cette activité économique procure certes des bénéfices tant au pays exportateur qu'au pays bénéficiaire, mais suscite également certains inconvénients. En effet, il faut tenir compte de

l'accroissement des impacts environnementaux découlant du transport de ces matières et de la perte d'opportunités économiques pour le pays exportateur, liées à la possibilité d'offrir localement de la valeur ajoutée à ces matières résiduelles. En plus, les pays destinataires voient leurs produits locaux neufs rivaliser avec des produits usagés en provenance de pays riches (effet *dumping*). L'attrait des produits du réemploi occasionne des perturbations économiques significatives en plus d'un fardeau environnemental supplémentaire à gérer.

Le réemploi dans le secteur industriel

Le Centre de transfert technologique en écologie industrielle (CTTÉI), en collaboration avec divers partenaires du milieu, dont RECYC-QUÉBEC, a lancé en 2005 la Bourse des résidus industriels du Québec (BRIQ³). Le concept de base d'une bourse de résidus n'est pas nouveau ; les rejets de l'un devenant les matières premières de l'autre. La bourse permet de jumeler des générateurs de matières résiduelles avec des utilisateurs potentiels. Elle est gérée par un opérateur qui offre un service d'abonnement et d'affichage, similaire à celui des annonces classées sur Internet.

Une grande quantité de résidus industriels prennent la route de lieux d'élimination (enfouissement ou incinération) et génèrent souvent des coûts considérables pour l'entreprise. Une des solutions à cette problématique est la mise en valeur des résidus, notamment par le réemploi, afin de donner une deuxième vie aux matières résiduelles et ainsi les détourner de l'élimination.

Le réemploi et l'éco-design

L'éco-design est une pratique émergente intéressante pour donner une deuxième vie de manière créative

² NI Environnement, 2006.

³ www.briq.ca

et attrayante à des matières résiduelles. Par exemple, la confection de vêtements à la mode à partir de tissus usagés et l'usage de matériaux récupérés pour la construction de nouveaux bâtiments gagnent en popularité.



Sacs faits à partir d'ordures de la ville de Montréal confectionnés par Étienne Jodan pour atelier100p.

Les leviers et les freins au réemploi

Certains facteurs contextuels favorisent la croissance des activités relatives au réemploi, alors que d'autres peuvent la limiter.

Les leviers :

- la rotation rapide dans la consommation de biens favorise l'approvisionnement en biens usagés (mode et changements technologiques) ;
- l'augmentation du niveau de sensibilisation de la population aux problèmes environnementaux et sociaux favorise le don, la revente et le rachat ;
- la mise en œuvre des plans de gestion des matières résiduelles dans les municipalités ;

- le coût souvent élevé des biens neufs fait généralement du réemploi une bonne affaire.

Les freins :

- la concurrence des produits neufs à bas prix ;
- la mode passagère et les changements technologiques rendent les biens usagés obsolètes ;
- la baisse de la qualité et de la durabilité des biens de consommation neufs ;
- la perception de consommateurs associant l'achat de biens usagés à la pauvreté ;
- la prolifération de biens à usage unique et nécessairement peu durables ;
- l'apparence ou la présence de signes d'usure et les exigences de « propreté ».

Défis à relever et pistes d'avenir

La définition du réemploi

Il apparaît que la définition même du réemploi soit sujette à interprétation. Ainsi, selon la définition choisie, certaines activités, telles que la réutilisation de matériaux issus de la déconstruction d'un immeuble ou le re-design de biens, pourraient dorénavant être considérées comme du réemploi. En effet, le reconditionnement de meubles, de vêtements ou de matériaux de construction, par exemple, constituerait une modification d'apparence et possiblement de propriétés, sans qu'il y ait une transformation industrielle importante, comme c'est généralement le cas lors du recyclage.

Aussi, une révision de la définition permettrait de statuer sur l'inclusion ou l'exclusion de certaines activités dans ce qu'il sera convenu d'appeler le réemploi dans l'optique de l'allongement de la durée de vie de biens : le démantèlement d'ordinateurs pour la constitution de nouveaux, l'exportation de vêtements dans les

pays défavorisés, les services de location (machineries, outils, livres, disques, films, vêtements, etc.), les services de réparation et d'entretien (cordonnerie, plomberie, réparation d'appareils électriques et électroniques, etc.), les dons entre personnes et organismes, la vente de produits déclassés (abîmés ou en fin de ligne), la vente de résidus industriels, l'usage de contenants à remplissage multiple, etc.

Enfin, il y aurait lieu d'appréhender différemment le réemploi : un bien, aussitôt produit, pourrait être réputé en processus de réemploi (même invendu, entreposé ou en usage), tant qu'il n'est pas recyclé, valorisé ou éliminé. Cette façon de concevoir le réemploi impliquerait d'assimiler les biens produits et consommés à des matières résiduelles en devenir.

L'importance relative du réemploi

Une fois la définition du réemploi bien circonscrite, il y a lieu d'identifier une méthode qui permettra de déterminer l'importance relative du réemploi parmi les autres moyens de mise en valeur : la réduction à la source, le recyclage et la valorisation.

Parmi les défis posés par la quantification du réemploi se trouve la problématique de considérer plusieurs fois un même bien ayant subi plusieurs formes de réemploi, à l'occasion de reventes successives par exemple. La tenue d'inventaires est rare dans les entreprises de revente de biens usagés, ce qui complique le suivi des quantités écoulées.

La promotion du réemploi

La place du réemploi comme seconde priorité dans la hiérarchie des 3RV implique de mettre en œuvre des actions conséquentes avec ce principe, reconnu par la *Politique québécoise*.

Le soutien des activités de réemploi doit donc s'opérer à différents niveaux : la

conception de produits neufs durables, la revente de produits usagés et la promotion des biens usagés auprès d'acheteurs particuliers ou corporatifs.

D'importants efforts au chapitre de l'information et de la sensibilisation publiques sont à déployer pour contrer l'attrait pour les consommateurs de l'acquisition de produits neufs à faible coût et trop souvent bas de gamme et éphémères. Les petits appareils électroniques et électriques sont particulièrement touchés par ce phénomène.

De plus, les effets dissuasifs pour l'achat ou la location de produits usagés, au profit de l'achat de biens neufs, peuvent être nombreux : perception de qualité moindre, présence d'usure, absence de l'emballage d'origine, expérience d'achat moins enthousiasmante, lieux de vente moins accessibles, prix parfois comparables à des articles neufs, sentiment de propriété moins présent pour le consommateur, etc.

De nombreux avantages sont à faire valoir aux consommateurs, comme le fait que des biens usagés peuvent être étonnamment plus durables que ceux trouvés dans certains magasins à rabais.

En réponse aux freins observés, plusieurs initiatives, dont celles de la Ville de Montréal avec le Guide *Couleur bazar* et du Guide *Soyez futé, achetez usagé* de la Communauté métropolitaine de Québec, visent à vanter les avantages et à donner une image positive et dynamique du réemploi. Ces initiatives facilitent, pour les citoyens et les consommateurs, l'identification des entreprises pouvant recevoir et revendre des biens usagés.

De façon générale, le public participe au circuit du réemploi surtout pour offrir des biens, plus rarement pour en acheter. Il y a donc lieu de se pencher

sur les éléments suivants pour accroître l'engouement pour le réemploi :

- coordonner les efforts de communication auprès des consommateurs pour augmenter la notoriété des acteurs du réemploi, non seulement pour le don, mais aussi pour la vente et le rachat ;
- changer la perception des gens à l'égard des produits usagés en accentuant l'idée que se procurer des biens usagés correspond à consommer intelligemment ;
- remettre sur le marché du réemploi des produits de qualité et bien présentés ;
- gérer les stocks abondants et trouver des débouchés pour écouler écologiquement les matières invendues, car l'exportation dans les pays en voie de développement devient limitée.

Couleur Bazar, Ville de Montréal

www.ville.montreal.qc.ca/couleurbazar

Guide « Soyez futé, achetez usagé! » de la Communauté métropolitaine de Québec

www.achetezusage.com

Dernière mise à jour : février 2008

RECYC-QUÉBEC
Québec 

Pour plus d'information

Ligne INFO-RECYC :

1 800 807-0678 (sans frais)

(514) 351-7835 (Montréal)

Adresse de courrier électronique :

info@RECYC-QUEBEC.gouv.qc.ca

Site Internet :

www.RECYC-QUEBEC.gouv.qc.ca

Liens Internet utiles

Bottin Designers Réc'UP

www.vouselesici.ca

Matériaux pour les Arts Montréal

www.mamontreal.qc.ca

QUESTIONS N° 36 ET 37

Question 36 :

BILAN DE LA VALEUR AJOUTÉE DU RÉEMPLOI ET DU RECYCLAGE AU QUÉBEC

Et

Question 37 :

BILAN DE LA VALEUR AJOUTÉE DU RÉEMPLOI ET DU RECYCLAGE AU QUÉBEC

Ces deux sujets sont traités dans la fiche ci-jointe.

Le 8 avril 2008

Louis Gagné

Numéro de téléphone (514-352-5002, poste 2264)

Page 1 de 1

VALEUR AJOUTÉE DE LA RÉCUPÉRATION ET DE LA MISE EN VALEUR DES MATIÈRES RÉSIDUELLES AU QUÉBEC

Depuis une bonne quinzaine d'années, la gestion des matières résiduelles au Québec a connu un grand essor, si bien qu'aujourd'hui, elle contribue au développement durable en procurant notamment des milliers d'emplois.

Le concept de valeur ajoutée¹

L'industrie de la gestion des matières résiduelles contribue à la richesse collective du Québec en redonnant à des produits une nouvelle vie ou une nouvelle utilité par l'ajout de valeur. Cette industrie génère des bénéfices économiques dans toutes les régions du Québec, dont la création d'emplois, les investissements et le paiement d'impôts et de taxes.

La valeur ultime d'un bien ou d'un service est représentée par son prix de vente. Les revenus provenant de la vente sont à leur tour utilisés pour embaucher des personnes salariées, pour acquérir des équipements, pour procurer un rendement aux propriétaires et aux investisseurs et pour payer les fournisseurs. Le coût (exprimé en travail et en capital) pour réaliser une certaine tâche constitue une mesure de la valeur ajoutée.

Pour qu'elle soit valorisée, une matière résiduelle doit franchir les trois grandes étapes de la chaîne des opérations. Elle doit d'abord être collectée. Elle pourra ensuite être conditionnée pour être vendable sur le marché. Enfin, elle sera transformée pour constituer un nouveau produit fini. Chacune de ces étapes contribue à ajouter de la valeur à la matière récupérée. L'analyse économique de l'industrie de la récupération et de la mise en valeur des matières résiduelles démontre une progression de la valeur

ajoutée qu'apporte chacune des opérations. Au plan économique, l'étape qui consiste à transformer des matières recyclables en produits finis est celle qui ajoute le plus de valeur.

La valeur ajoutée à l'activité économique va également dépendre des types de matières. Ainsi, quand de bonnes quantités de matières résiduelles ayant une grande valeur sont retournées dans le flux commercial, la quantité élevée de valeur intrinsèque procurée à l'économie peut créer bien plus d'emplois et d'activités économiques qu'une quantité moindre de matières ayant peu de valeur. De son côté, la contribution du réemploi est significativement différente, dans la mesure où on cherche à remettre en état utile des produits dont la valeur ajoutée, bien qu'importante, ne peut dépasser celle d'un nouveau produit fait de matières premières. Autrement, le consommateur achèterait le nouveau produit. Ceci limite la valeur pouvant être ajoutée et, par conséquent, l'ampleur que peut prendre le secteur du réemploi comparativement à celui de la transformation des matières recyclables.

¹ Pour cette section, la principale référence est : National Recycling Coalition Inc. *U.S. Recycling Economic Information Study*. Préparé par R. W. Beck, Inc. p. ES-1 - ES-8. Juillet 2001.

La valeur ajoutée et l'emploi au Québec

Au Québec, le marché annuel des catégories de matières résiduelles les plus couramment récupérées (métaux, papiers et cartons, plastiques et verre) a été de l'ordre de 550 millions de dollars en 2006. Le tableau 1 indique que ce sont les métaux ferreux et non ferreux ainsi que les papiers et cartons qui ajoutent davantage de valeur. Dans le cas où les objectifs de la *Politique* seraient atteints, la valeur au marché de ces matières dépasserait les 950 millions de dollars².

Si l'activité économique et les emplois créés par la gestion responsable des matières résiduelles restent encore difficiles à cerner, les informations dont on dispose sur ce secteur d'activités semblent confirmer les observations portant sur le concept de valeur ajoutée³. Par exemple, à la figure.1, on constate que les récupérateurs – recycleurs employaient plus de 4 700 personnes en 2004,

² *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008*. Ces résultats sont obtenus en multipliant les quantités de matières résiduelles récupérées au *Bilan 2006* par leur prix 2006 calculé au moyen de l'indice des prix de RECYC-QUÉBEC. Ce dernier est réalisé à partir d'informations provenant essentiellement des centres de tri. Par conséquent, ces résultats peuvent être sous-estimés puisqu'il s'agit de prix pour des matières triées dont le conditionnement n'est pas encore terminé. Ces matières n'ont donc pas encore été transformées.

³ À moins d'avis contraire, les informations dans la présente fiche proviennent de deux sources. D'abord, est utilisé le *Bilan 2006 de la gestion des matières résiduelles au Québec* de RECYC-QUÉBEC, réalisé en collaboration avec l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) et le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Ensuite, le Comité sectoriel de main-d'oeuvre en environnement (CSMOE, aujourd'hui appelé EnviroCompétences), le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec (MELS) et RECYC-QUÉBEC, ont réalisé en 2004 une enquête auprès des organisations des différents milieux d'emploi de la gestion des matières résiduelles. Bien que le taux de participation ait été important pour cette enquête en fonction des quantités de matières manipulées, plusieurs gestionnaires des installations approchées ont été réticents à fournir des renseignements sur certains sujets. Le lecteur comprendra donc la prudence qu'il faut exercer dans l'interprétation des données.

représentant près de la moitié des emplois de l'industrie. On remarque également que le sous-secteur du réemploi apparaît relativement moins important que celui du conditionnement⁴.

Tableau 1 :
Valeur au marché de matières résiduelles récupérées au Québec en 2006

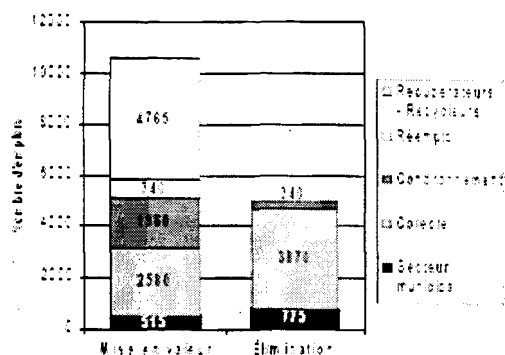
Types de matières	Valeur au marché (en M\$)	
	en 2006	à l'atteinte des objectifs de la Politique
Métaux ferreux	147	267
Métaux non ferreux	247	451
Papiers et cartons	143	184
Plastiques	17	57
Verre	1	2
TOTAL	555	961

Valeur au marché
Source : RECYC-QUÉBEC (2007)

De manière plus précise, on dénombrait en 2004 près de 10 600 emplois directs dans la mise en valeur des matières résiduelles. À ceux-ci s'ajoutent les nombreux emplois dans les usines, pour lesquelles les matières récupérées constituent une source importante d'approvisionnement (fabriques de pâtes et de papiers, fonderies, etc.). Au total, ces industries employaient plus de 100 000 personnes.

⁴ Les emplois dans le sous-secteur du réemploi sont ceux des CFER, des écocentres et des ressourceries. Les emplois dans le sous-secteur du conditionnement sont ceux des centres de tri et des installations de compostage.

Figure 1 :
Emplois dans l'industrie de la
récupération et du recyclage par
sous-secteurs (2004)



Le secteur de l'élimination, plus particulièrement de l'enfouissement, procurait près de 5 000 emplois en 2004. Comme on peut le constater à la figure 1, les trois-quarts de ces emplois en élimination servent à la collecte et au transport des déchets. Ainsi, en récupérant ces matières vouées à l'élimination, on transférerait une bonne partie de ces emplois vers la mise en valeur, contribuant à l'essor de l'économie québécoise.

Au Québec, bien qu'il y ait encore en 2006 un peu plus de matières éliminées que récupérées, il n'est pas étonnant de constater que le nombre d'emplois liés aux sous-secteurs du recyclage et du réemploi est plus important que celui lié à l'élimination. Il en est ainsi parce que, comparativement à l'élimination, le recyclage et le réemploi ajoutent davantage de valeur, provoquant ainsi la création de plus d'emplois et d'activités économiques.

La mise en valeur des matières résiduelles donne de l'emploi actuellement à près de trois fois plus de travailleurs que l'élimination. En effet, on comptait en 2004 2,14 emplois directs par tranche de 1 000 tonnes de matières traitées pour la récupération et la valorisation, comparativement à 0,8 emploi pour

l'élimination (voir le tableau 2 qui suit). En faisant abstraction du nombre d'emplois associés à la collecte des matières résiduelles destinées à l'élimination, on constate qu'il y a près de 10 fois plus d'emplois dans la mise en valeur (10 565 contre 1 115 emplois).

À titre comparatif, aux États-Unis, 80 % de l'industrie se retrouvait en 2005 dans le domaine de la transformation des matières recyclables; la collecte et le conditionnement ne constituant que 20 % de l'industrie. Dans ce pays, l'industrie du recyclage et du réemploi compte cinq fois plus d'emplois que celle de l'élimination⁵. Cette situation incite les Américains à encourager la récupération et à décourager l'élimination par le bannissement de certaines matières, par des investissements dans la collecte des matières recyclables ainsi que dans les infrastructures de conditionnement. Ils obtiennent, en aval, des dividendes importants provenant de l'engagement des entreprises et de l'activité économique en général, liée à la transformation subséquente de ces matières.

⁵ Waste Management. Source : U.S. EPA. Dernière mise à jour : le 28 octobre 2005. *JOBS THROUGH RECYCLING - Summary of Estimates of Direct Economic Activity.*
<http://www.epa.gov/epaoswer/non-hw/recycle/jtr/econ/reirw/chart1.htm#c2>.

Tableau 2 :
Comparaison des ratios des emplois
en 2004 entre le recyclage et
l'enfouissement

Élément comparé	Recyclage	Enfouissement
Quantité (tonnes)	4 934 000	5 236 000
Nombre d'emplois directs	10 500	4 965
Nombre d'emplois par 1 000 tonnes	2,14	0,90

Les effets indirects, induits et multiplicateurs de la gestion des matières résiduelles⁶

Il est également possible de calculer les effets indirects et induits⁷ de la gestion des matières résiduelles. Pour faire cela, les économistes recourent à des modèles économétriques d'input – output. Ces derniers simulent les interdépendances qu'ont entre elles les industries, les institutions et les ménages d'une région donnée. Ainsi, les modèles d'input – output établissent des liens entre les produits fabriqués dans une région et ceux consommés par les industries et les ménages de cette même région.

En effet, toute production d'une industrie ou d'une institution requiert l'apport d'employés, de matières, de services, de capital investi, de financement, d'entretien, d'équipements et d'autres intrants. Un modèle d'input – output estime la probabilité qu'une entreprise achète ses intrants localement (c'est-à-dire à l'intérieur de la région faisant l'objet du modèle). Cette probabilité est élevée

⁶ National Recycling Coalition Inc., *op. cit.*, p. 5-1 à 5-10.

⁷ Les effets indirects correspondent à la demande économique additionnelle associée à la cascade d'achats d'entreprises ou d'institutions auprès de leurs fournisseurs. C'est une valeur ajoutée pouvant être exprimée en terme de ventes, d'emplois, etc. Les effets induits correspondent à l'ensemble des dépenses des travailleurs directs et indirects pour se procurer des biens et des services d'une région donnée.

quand on considère une région de la taille d'un pays tel que les États-Unis, et beaucoup plus faible si la région considérée est plus restreinte (ex. une province, une municipalité régionale ou une municipalité). Cette probabilité permet ensuite de calculer l'effet multiplicateur d'une dépense. Celui-ci s'explique par le fait que toute dépense additionnelle des uns devient le revenu additionnel des autres. Ce revenu additionnel entraîne alors une augmentation des dépenses et ainsi de suite.

Il est donc possible d'obtenir les effets multiplicateurs des différents sous-secteurs de l'industrie de la récupération et de la mise en valeur des matières résiduelles. Le tableau 3 fournit des données de ce genre provenant du National Recycling Coalition aux États-Unis. L'effet multiplicateur signifie qu'une dépense de 1 \$ pour une installation de compostage, par exemple, crée une valeur ajoutée de 3,72 \$ dans l'ensemble de l'économie. Les économistes savent toutefois que les milieux davantage urbanisés et les États jouissant de grandes économies diversifiées ont, en moyenne, des multiplicateurs beaucoup plus élevés que les États moins peuplés situés en milieu rural. En effet, dans le premier cas, l'argent circule plus longtemps dans l'économie régionale au moyen de chaînes de production beaucoup plus longues. L'argent dépensé peut alors créer davantage de valeur. Une fois que

l'argent a quitté une économie, il n'y a plus d'effet indirect et induit. Pour cette raison, les multiplicateurs présentés sont des seuils difficilement applicables au Québec où le contexte économique est différent. L'intérêt de cette information est néanmoins de fournir un ordre de grandeur et de constater que les divers sous-secteurs de la récupération et de la valorisation contribuent de manière fort différente à la valeur ajoutée totale de l'industrie.

Ce type de modèles (input – output) permet également d'estimer les revenus d'impôts et de taxes que peuvent engendrer les effets directs, indirects et induits d'une dépense pour les gouvernements. Ainsi, une dépense au Québec de 100 millions de dollars dans le secteur des services de gestion des déchets et d'assainissement suscite des revenus de 20 millions de dollars pour les gouvernements du Québec et du Canada⁸.

Des bénéfices importants

En conclusion, il apparaît pertinent de rappeler qu'en plus de la création d'une valeur ajoutée, plusieurs bénéfices économiques et environnementaux proviennent de la récupération et de la mise en valeur des matières résiduelles :

- la diminution des quantités de matières à enfouir et des coûts économiques, sociaux et environnementaux associés à cette opération ;
- la conservation des ressources (matières premières et énergie);

- la valeur ajoutée des produits conçus à partir de matières résiduelles (peintures, huiles, papiers, pneus, plastiques, matières organiques, etc.).

Tableau 3 :
Effet multiplicateur en 2001 de certains sous-secteurs de la mise en valeur aux États-Unis

Sous-secteurs de mise en valeur	Effet multiplicateur
Collecte	1.66
Installations de compostage	3.72
Centres de tri	2.87
Récupérateurs – recycleurs (transformation des matières secondaires)	4.13
Déconstruction de matériels informatiques et électroniques	3.69
Réutilisation de pièces de véhicules automobiles	4.32
Récupérateurs de pneus	3.15
Réemploi du bois	3.89
Réemploi au total	3.36
Total	3.78

Source: Statistics Canada, Catalogue no. 22-001-X, 2001.

La *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998 – 2008* veut inciter tous les intervenants à s'engager plus à fond vers l'atteinte des objectifs fixés. L'augmentation de la récupération des matières résiduelles et l'amélioration des conditions favorables au développement de l'industrie de la mise en valeur devraient conduire à des emplois et à des retombées économiques dans toutes les régions du Québec. Des bénéfices importants peuvent être retirés de la gestion responsable des matières résiduelles si encore plus d'efforts sont investis dans la valorisation des matières plutôt que dans leur élimination.

⁸ 14 M \$ pour Québec et 6 M \$ pour Ottawa. Il convient toutefois de rappeler que la définition de l'industrie est ici passablement différente puisqu'elle s'appuie sur le secteur 176 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) : Services de gestion des déchets et d'assainissement. Institut de la statistique du Québec, 6 novembre 2003. *Étude d'impact économique pour le Québec du secteur des services de gestion des déchets et d'assainissement*. Étude pour RECYC-QUÉBEC, Tableau T 1.2.

Enquêtes récentes sur la main d'œuvre en environnement au Québec

Emploi et formation dans le secteur de la gestion des matières résiduelles au Québec – rapport synthèse (2006)

Cette étude a été réalisée par le Comité sectoriel de la main-d'œuvre en environnement (CSMOE), en étroite collaboration avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et RECYC-QUÉBEC, ainsi qu'avec le soutien financier de la Table Métropolitaine de Montréal. Cette étude a répertorié les types d'emplois existants ainsi que les différents programmes de formation offerts. Elle a permis de mettre en évidence les tendances et les perspectives de développement du secteur en ce qui concerne la formation de la main-d'œuvre, la création d'emplois et les investissements envisagés.

<http://www.csmoe.org/media/publications/MR-Emploi-Formation-Rapport-Synthese-01-06.pdf>

Enquête sur l'industrie de la gestion des déchets : secteurs des entreprises et des administrations publiques réalisée par Statistique Canada (2004)

Les résultats de cette enquête permettent de brosser un tableau des caractéristiques matérielles de l'élimination et du recyclage des déchets ainsi que des aspects portant sur les finances et l'emploi du secteur des entreprises et du secteur des administrations locales qui offrent des services de gestion des déchets.

<http://www.statcan.ca/francais/freepub/16F0023XIF/16F0023XIF2004001.pdf>

Diagnostic industriel et de main-d'œuvre en environnement réalisé par EnviroCompétences (2007)

Ce diagnostic permet de développer une connaissance et une compréhension commune des problématiques de main-d'œuvre de l'industrie de l'environnement et fournit une vue d'ensemble des secteurs d'activités économiques des entreprises.

<http://www.csmoe.org/media/publications/ENV-diagnostic-industriel-09-07-.pdf>

Liens Internet utiles

- RECYC-QUÉBEC
www.RECYC-QUEBEC.gouv.qc.ca
- EnviroCompétences (Comité sectoriel de main d'œuvre en environnement)
www.csmoe.org
- Vidéo « À la découverte des métiers et des carrières de l'environnement »
<http://www.csmoe.org/carrieres.php>
- Le Guide *50 carrières de l'environnement* (Éditions Jobboom, 2006)
<http://www2.canoe.com/publications/editions/librairie/livres/JEDI-ENV5.html>

Dernière mise à jour : janvier 2008

QUESTION N° 38

BILAN DE LA RÉCUPÉRATION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DANS LES ÉDIFICES DU GOUVERNEMENT.

Une fiche sur le sujet, provenant du Bilan 2006 de la gestion des matières résiduelles au Québec, est jointe.



LA RÉCUPÉRATION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DANS LES ÉDIFICES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Pourquoi avoir conçu VISEZ juste?

VISEZ juste!



Les activités des édifices à bureaux du gouvernement du Québec génèrent près de 9 000 tonnes métriques de matières résiduelles annuellement.

Même si le papier, le carton, les contenants consignés et les cartouches d'encre sont récupérés depuis longtemps par un grand nombre de ministères et organismes, beaucoup de matières recyclables sont encore jetées. La majorité des contenants et emballages de plastique, de verre et de métal, tout comme les résidus alimentaires, se retrouvent encore aux déchets.

Soucieux de prêcher par l'exemple, le gouvernement du Québec a élaboré un programme de gestion des matières résiduelles dédié aux ministères et organismes, le programme **VISEZ juste!**

C'est la société d'État RECYC-QUÉBEC qui administre et coordonne ce programme. Elle travaille en étroite collaboration avec la Société immobilière du Québec (SIQ) afin d'implanter efficacement **VISEZ juste!**

Estimation des matières résiduelles dans les édifices à bureaux du gouvernement du Québec

- 9 000 tonnes générées annuellement
- 8 000 tonnes potentiellement récupérables (papier, carton, plastique, verre, métal et matières compostables)

Lancé en 2002 à titre de projet pilote à l'édifice Marie-Guyart de Québec, le programme **VISEZ juste!** est aujourd'hui implanté dans 125 édifices des grandes régions de Québec et de Montréal. Plus de 40 000 employés de l'État ont accès à ce service de collecte, soit environ 55 % de l'ensemble des employés du gouvernement du Québec. En s'appuyant sur le principe des 3RV (Réduction à la source, Réemploi, Recyclage et Valorisation), ce programme propose des moyens concrets pour gérer de façon responsable les matières résiduelles et ce, de leur génération à leur destination en fin de vie utile.

Grâce aux revenus issus de la vente du papier et du carton récupérés dans les édifices des ministères et organismes, **VISEZ juste!** finance ses activités et offre un service de récupération et de sensibilisation sans frais. Les utilisateurs bénéficient, entre autres, de rubriques Internet, de capsules d'information, d'affiches, de pictogrammes et peuvent assister à des séances d'information, comme près de 3 000 autres personnes l'ont fait depuis mai 2006. De plus, RECYC-QUÉBEC contribue financièrement à l'acquisition d'équipements appropriés au tri des matières par les ministères et organismes.

Portrait des matières générées par la fonction publique québécoise

Deux caractérisations réalisées à Québec en 2004 (édifice Marie-Guyart et centre administratif du 5700, 4^{ème} avenue Ouest) ont démontré que le taux de récupération de ces édifices dépassait déjà l'objectif fixé à la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008*. En effet, ces deux édifices récupéraient respectivement 91 % et 97 % du papier généré. Mais malgré ces résultats, près de 400 tonnes de papier seraient encore jetées chaque année par l'ensemble de la fonction publique.

Ces études de caractérisation ont également permis d'évaluer les quantités et la composition des matières résiduelles générées et récupérées par les employés de l'État. Sur la base des données du tableau 1, il a ainsi été établi que chaque employé générerait en moyenne annuellement près de 114 kg de matières résiduelles, constituées à 69 % de papier et de carton.

La diffusion de messages de sensibilisation axés sur la réduction à la source et le réemploi devrait influencer la génération à la baisse. Certains ministères actifs depuis le début de **VISEZ juste!** ont constaté une diminution des quantités de papier achetées annuellement.



Édifice Marie-Guyart
(Photo: Stéphane Voyer)

Le tableau suivant présente la répartition des matières résiduelles produites pour les trois édifices ayant effectué une caractérisation complète. Ils sont comparés à une moyenne de 22 sites du gouvernement fédéral. Dans chacun des cas, le papier vient en tête de liste des matières générées. Les matières organiques, le carton et les déchets ultimes se disputent les 2^e, 3^e et 4^e places.

Tableau 1
Génération des matières résiduelles par employé et par année (en kg)

Catégories de matières	5700 4 ^e Avenue (2004) kg/emp/an	Marie-Guyart (2004) kg/emp/an	CRIQ (2007) kg/emp/an	22 sites fédéraux** kg/emp/an
Papiers recyclables	69,86	66,31	50,08	60,15
Papiers essuie-mains	5,72	5,66	5,20	5,66
Carton	10,88	12,04	25,04	17,70
Verre	0,93	1,03	0,31	0,14
Métaux + aluminium non consigné	0,79	0,80	0,74	0,15
Aluminium consigné	0,21	0,19	n.d.	0,46
Plastiques rigides	0,73	0,89	1,87	0,95
Polystyrène (alimentaire et protecteur)	3,74	2,26	0,96*	1,96
Matières organiques	12,43	17,93	7,87	13,31
Conténants type Tetra Pak	0,51	0,35	n.d.	n.d.
Bois usiné	0,02	0,04	n.d.	n.d.
Matières dangereuses	0,12	0,18	0,24	n.d.
Déchets ultimes	8,16	9,65	13,48	16,71
Total	114,10	117,34	105,79	117,19

* polystyrène alimentaire seulement
** NI Environnement – Rapport de caractérisation des matières résiduelles au 5700, 4^e ave (Qc), 2004

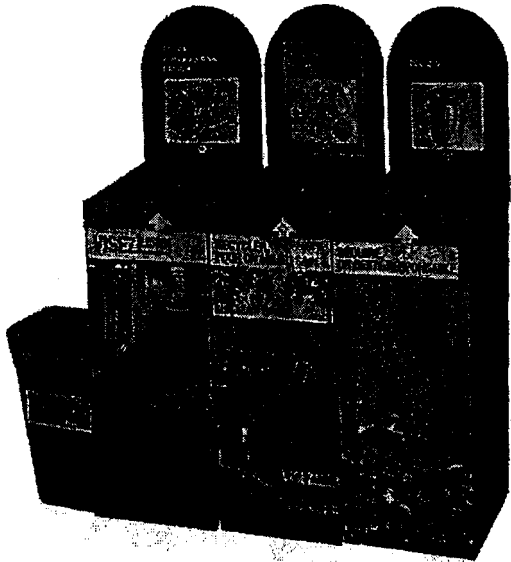
L'implantation du programme

Phase I: Récupération du papier/carton

Comme le papier et le carton constituent près de 70 % de l'ensemble des matières résiduelles générées dans un édifice à bureaux, il est important de diminuer cette quantité et d'en récupérer le maximum.

Phase II: Réduction, réemploi et récupération multimatière

Les ministères et organismes du gouvernement du Québec qui récupèrent le papier et le carton par l'entremise de RECYC-QUÉBEC peuvent obtenir gratuitement le service de récupération du plastique, du verre et du métal (PVM). Une fois rincés, les contenants et emballages de PVM sont déposés dans les îlots de récupération prévus à cet effet.



Îlot de récupération VISEZ (LISTE) multimatière à trois voies et bac de récupération pour les matières organiques

Phase III : Récupération des matières organiques

La *Politique* définit les matières organiques comme étant «...la principale cause de contamination dans les lieux d'élimination». Elles peuvent contribuer à la production de gaz à effet de serre et risquent de contaminer les eaux de surface et souterraines. La *Politique* a fixé à 60 % l'objectif de mise en valeur des résidus organiques d'ici 2008. Grâce au projet pilote de récupération des matières organiques de la Ville de Québec, RECYC-QUÉBEC et ses partenaires ont pu mettre en place à l'été 2007 la récupération des résidus organiques à l'édifice Marie-Guyart. Les premières observations font état d'une réussite au-delà des attentes qui surpasserait les objectifs de la *Politique*. Déjà, trois autres édifices ont implanté la troisième phase.

Le programme VISEZ juste!

- Implique tout le monde : les gestionnaires de l'immeuble, les employés, le service d'entretien ménager, le comité vert (le cas échéant), le concessionnaire de cafétéria, etc.
- Mise sur l'information et la sensibilisation pour encourager la participation, pour modifier ou renforcer les habitudes de consommation et de récupération et pour promouvoir le programme.
- Met l'accent sur la réduction à la source et le réemploi en proposant des façons de faire différentes (impression recto-verso, utilisation de la vaisselle durable, diminution de l'utilisation du polystyrène, etc.).
- Favorise la récupération de toutes les matières résiduelles pouvant être recyclées ou compostées (papier et carton, verre, plastique, métal, résidus organiques, piles, fluorescents, peintures, etc.).
- Permet des gains environnementaux (conservation des ressources naturelles, diminution de la quantité de résidus éliminés, réduction des émissions de gaz à effet de serre, etc.).
- Permet des gains d'ordre économique (diminution des coûts d'approvisionnement en biens et fournitures et des coûts liés au transport et à l'élimination des déchets, etc.).

L'engagement des employés, un gage de succès

La mise sur pied d'un comité vert est un élément essentiel pour assurer la pérennité du programme dans un édifice. La présence d'un tel comité assure un dynamisme au programme dès les premières étapes d'implantation.

La gestion des matières résiduelles implique tout le monde. La création d'un comité vert permet l'entraide des employés et encourage la participation active. Le comité vert est aussi à l'image de l'engagement du ministère ou de l'organisme en faveur du développement durable.

Le rôle du comité vert est de *promouvoir le programme*, de *s'assurer de son bon fonctionnement* à l'interne, de faire connaître *ses résultats*, d'*informer* les usagers et de les *encourager* à y participer. Sa composition varie selon les édifices. Il peut être formé des personnes suivantes :

- Gestionnaires (de l'immeuble et des ministères et organismes)
- Représentants du service des achats, des ressources matérielles et des communications
- Représentants du personnel d'entretien ménager et du concessionnaire de la cafétéria (le cas échéant)
- Relayeurs d'informations qui sont près des usagers

Évolution du programme

Le Programme **VISEZ juste!** donne des résultats :

- 125 édifices sont actuellement desservis par la collecte de papier et de carton du programme **VISEZ juste!**, dont 75 sont situés dans la région de Québec et 50 dans celle de Montréal.
- Plus de 40 000 employés de l'État ont accès à ce service de collecte, soit environ 55 % de l'ensemble des employés du gouvernement du Québec.
- Près de 2 600 tonnes de papier et de carton sont récupérées chaque année.
- 48 édifices, dont 32 dans la région de Québec et 16 dans celle de Montréal, récupèrent aussi le plastique, le verre et le métal au moyen de la collecte multimatière.
- Quatre édifices de la région de Québec récupèrent les matières organiques.
- En 2007, **VISEZ juste!** a débuté les démarches pour étendre progressivement en 2008 son service aux régions de Gatineau, Baie-Comeau, Trois-Rivières, Rimouski et Saguenay.
- Un nouveau site extranet **VISEZ juste!** a été développé spécifiquement pour faciliter la transmission d'information entre les ministères et organismes et RECYC-QUÉBEC. Il s'agit d'un outil de gestion interactif qui permet d'emmagasiner et de consulter des données diverses par édifice, par région et par matière (quantités générées et récupérées, services et modalités, etc.).

Dernière mise à jour : janvier 2008